

SEANCES DU SAMEDI 31 OCTOBRE 1987
VERGADERINGEN VAN ZATERDAG 31 OKTOBER 1987ASSEMBLEE
PLENAIRE VERGADERINGSEANCE DE L'APRES-MIDI
NAMIDDAGVERGADERING

SOMMAIRE:

COMMUNICATION:

Page 132.

Risques d'accidents majeurs de certaines activités industrielles.

PROJETS ET PROPOSITIONS DE DECLARATION DE REVISION
DE LA CONSTITUTION:Discussion générale (Reprise). — *Orateurs*: MM. Trussart, Lepaffe, Mme Herman-Michielsens, MM. Hazette, Van In, M. Gol, Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles, p. 132.

Discussion d'articles:

A l'article 1^{er}: *Orateurs*: MM. Lallemand, Dehousse, p. 139.A l'article 3: *Orateurs*: MM. Moureaux, Lagasse, p. 141.A l'article 4: *Orateurs*: MM. Lallemand, Trussart, Moureaux, Pataer, Mme De Pauw-Deveen, M. Van In, p. 142.A l'article 16: *Orateur*: M. Pataer, p. 144.A l'article 17^{bis}: *Orateurs*: MM. Lagasse, Pataer, p. 145.A l'article 59^{bis}: *Orateurs*: MM. Desmarets, Lallemand, Lagasse, p. 148.A l'article 107^{quater}: *Orateurs*: M. Van In, Mme De Pauw-Deveen, p. 152.

Votes réservés, p. 154.

ORDRE DES TRAVAUX:

Page 182.

Ann. parl. Sénat — Session ordinaire 1987-1988
Parlem. Hand. Senaat — Gewone zitting 1987-1988

INHOUDSOPGAVE:

MEDEDELING:

Bladzijde 132.

Risico's van zware ongevallen bij bepaalde industriële activiteiten.

ONTWERPEN EN VOORSTELLEN VAN VERKLARING TOT HER-
ZIENING VAN DE GRONDWET:Algemene beraadslaging (Hervatting). — *Sprekers*: de heren Trussart, Lepaffe, mevrouw Herman-Michielsens, de heren Hazette, Van In, de heer Gol, Vice-Eerste minister en minister van Justitie en Institutionele Hervormingen, blz. 132.

Beraadslaging over artikelen:

Bij artikel 1: *Sprekers*: de heren Lallemand, Dehousse, blz. 139.Bij artikel 3: *Sprekers*: de heren Moureaux, Lagasse, blz. 141.Bij artikel 4: *Sprekers*: de heren Lallemand, Trussart, Moureaux, Pataer, mevrouw De Pauw-Deveen, de heer Van In, blz. 142.Bij artikel 16: *Spreker*: de heer Pataer, blz. 144.Bij artikel 17^{bis}: *Sprekers*: de heren Lagasse, Pataer, blz. 145.Bij artikel 59^{bis}: *Sprekers*: de heren Desmarets, Lallemand, Lagasse, blz. 148.Bij artikel 107^{quater}: *Sprekers*: de heer van In, mevrouw De Pauw-Deveen, blz. 152.

Aangehouden stemmingen, blz. 154.

REGELING VAN DE WERKZAAMHEDEN:

Bladzijde 182.

7 feuilles/vellen

20

PROPOSITIONS DE LOI (Dépôt):

Page 182.

M. Lenfant. — Proposition de loi prévoyant une information à destination des médecins généralistes et gynécologues sur les droits et aides existants en matière d'accueil de la femme et de l'enfant.

Proposition de loi modifiant l'article 39 de la loi du 16 mars 1971 sur le travail.

Proposition de loi complétant la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence pour les mineures enceintes et isolées.

M. Wintgens. — Proposition de loi modifiant l'article 2, § 1^{er}, de la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence en vue d'accorder le minimum de moyens d'existence au taux ménage au parent seul avec charge d'un ou plusieurs enfants.

Proposition de loi créant une allocation de garde.

M. Falise. — Proposition de loi visant à intégrer les contraceptifs dans la liste des médicaments remboursables par l'INAMI.

VOORSTELLEN VAN WET (Indiening):

Bladzijde 182.

De heer Lenfant. — Voorstel van wet houdende invoering van een voorlichtingsbrochure, bestemd voor de huisartsen en de gyneacologen, over de rechten van de vrouw en het kind en over de bestaande opvangmaatregelen.

Voorstel van wet houdende wijziging van artikel 39 van de arbeidswet van 16 maart 1971.

Voorstel van wet houdende aanvulling van de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op een bestaansminimum voor alleenstaande zwangere minderjarigen.

De heer Wintgens. — Voorstel van wet houdende wijziging van artikel 2, § 1, van de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op een bestaansminimum met het oog op de toekenning aan de eenoudergezinnen met een of meer kinderen ten laste, van het bestaansminimum dat aan gezinnen wordt uitgekeerd.

Voorstel van wet tot invoering van een kinderopasvergoeding.

De heer Falise. — Voorstel van wet strekkende om de contraceptiva toe te voegen aan de lijst van geneesmiddelen die door het RIZIV worden vergoed.

PRESIDENCE DE M. LEEMANS, PRESIDENT

VOORZITTERSCHAP VAN DE HEER LEEMANS, VOORZITTER

Mme Panneels-Van Baelen et **M. Mouton**, secrétaires, prennent place au bureau.

Mevrouw Panneels-Van Baelen en **de heer Mouton**, secretarissen, nemen plaats aan het bureau.

Le procès-verbal de la dernière séance est déposé sur le bureau.

De notulen van de jongste vergadering worden ter tafel gelegd.

La séance est ouverte à 14 h 15 m.

De vergadering wordt geopend te 14 h 15 m.

COMMUNICATION

*Risques d'accidents majeurs
de certaines activités industrielles*

MEDEDELING

*Risico's van zware ongevallen
bij bepaalde industriële activiteiten*

M. le Président. — Par dépêche du 29 octobre 1987, le secrétaire d'Etat à l'Environnement et à l'Emancipation sociale transmet au Sénat, avant sa publication au *Moniteur belge* et en application de l'article 13 de la loi du 21 janvier 1987, le texte de l'arrêté royal du 1^{er} octobre 1987 modifiant ladite loi.

Bij dienstbrief van 29 oktober 1987 zendt de staatssecretaris voor Leefmilieu en Maatschappelijke Emancipatie aan de Senaat, vóór zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* en overeenkomstig artikel 13 van de wet van 21 januari 1987, de tekst van het koninklijk besluit van 1 oktober 1987 tot wijziging van voormelde wet.

— Dépôt au greffe.

Neergelegd ter griffie.

PROJETS ET PROPOSITIONS DE DECLARATION DE REVISION
DE LA CONSTITUTION

Reprise de la discussion et vote

ONTWERPEN EN VOORSTELLEN VAN VERKLARING TOT HER-
ZIENING VAN DE GRONDWET

Hervatting van de beraadslaging en stemming

M. le Président. — Nous reprenons la discussion des projets et propositions de déclaration de révision de la Constitution.

Wij hervatten de beraadslaging over de ontwerpen en voorstellen van verklaring, tot herziening van de Grondwet.

La parole est à M. Trussart.

M. Trussart. — Monsieur le Président, les écologistes d'Agalev et d'Ecolo ne peuvent que se réjouir de la volonté déclarée par l'ensemble des acteurs politiques de réviser notre Constitution.

Une révision de la Constitution est rarement facile. Dans le cas de la Belgique d'aujourd'hui, mal fagotée dans sa dernière réforme et traversée

de tensions et de courants contradictoires, la prochaine révision s'annonce très ardue et pleine d'embûches. On ne peut cependant la différer davantage, sous peine d'aboutir à une situation où personne ne maîtrise plus rien. Elle doit absolument aborder en profondeur les problèmes institutionnels, notamment. C'est un défi que nous sommes forcés de relever si nous voulons préparer l'avenir de nos concitoyens et leur intégration dans l'Europe de demain avec les plus grandes chances de succès.

Pour notre part, nous sommes convaincus que la meilleure voie à emprunter pour atteindre cet objectif est celle du fédéralisme intégral, c'est-à-dire un fédéralisme appliqué non seulement au niveau institutionnel, mais également au niveau socio-économique.

Je ne m'expliquerai pas davantage à ce sujet car cela pourrait m'entraîner trop loin. Je me contenterai de rappeler que, dans cet esprit, la redistribution des compétences doit se traduire par un renversement dans la répartition des moyens budgétaires et une autonomie fiscale, le maximum de questions étant gérées au niveau adéquat, à partir du moins élevé, et les compétences globales ou indissociables restant seules réservées au niveau fédéral.

Il ne faudrait pas oublier non plus que le véritable fédéralisme ne repose pas sur une juxtaposition d'indépendances, mais sur des autonomies solidaires.

Les projets de déclaration adoptés en commission ouvrent heureusement un large éventail de possibilités de révision. Ainsi, la modification apportée au projet initial, en ce qui concerne l'introduction dans le titre III de dispositions nouvelles en vue de permettre l'instauration du référendum, est très satisfaisante. En effet, elle permet de débattre de l'ensemble des aspects que revêt la mise en œuvre du référendum à tous les niveaux institutionnels. Pour les écologistes, le référendum est un des piliers du fédéralisme. Il est, par conséquent, fondamental que ce point soit abordé.

Une lacune subsiste toutefois dans le texte adopté en commission; je veux parler de la non-prise en considération de l'article 131. Or, à cet égard, l'avis rendu par le Conseil d'Etat, en mai 1985, sur un ensemble de propositions déposées à la Chambre et ayant pour objet le référendum ou la consultation, est très clair. Je cite la conclusion relative au référendum en matière constitutionnelle: «En conclusion, il paraît certain qu'en droit constitutionnel belge, le pouvoir de modifier la Constitution appartient exclusivement à l'autorité instituée par l'article 131 de la Constitution, soit les Chambres législatives renouvelées et le Roi, et ce dans les conditions déterminées à cette même disposition. Dès lors, une simple loi ne peut transférer ni même restituer ce pouvoir aux citoyens.

Le référendum portant modification de la Constitution n'est pas compatible avec les articles 25, alinéa 2, et 131 de la Constitution.»

La révision de l'article 25 est rendue possible par la modification adoptée au titre III; il reste à permettre la révision de l'article 131. C'est la raison pour laquelle nous réintroduisons en séance plénière une demande de révision de cet article.

Si, dans son ensemble, la déclaration votée en commission est plutôt encourageante, il n'en reste pas moins qu'elle révèle un manque d'ouverture sur certains points. Ainsi, elle ne prend en compte ni le droit à l'objection de conscience, à la défense militaire, ni l'interdiction du cumul des mandats politiques, ni la revalorisation, pourtant indispensable dans le contexte actuel, du mandat parlementaire par l'augmentation des droits et pouvoirs des élus de la Nation, ni la résolution de la question de la constitutionnalité ou de l'inconstitutionnalité de certaines armes sur le territoire belge. Pour tous ces points, nous demandons également une révision de la Constitution.

Nous déplorons particulièrement le rejet de la révision de l'article 4, qui permettrait d'accorder des droits politiques, je ne dis pas aux étrangers vivant en Belgique, mais, mieux, aux citoyens non belges.

Ce rejet nous choque profondément. Alors que beaucoup se lamentent à propos des difficultés éprouvées à l'encontre des citoyens non-belges, des ghettos qui se forment, de l'insécurité que ces citoyens «barbares» provoqueraient, qu'est-il fait pour résoudre le problème? Quasi rien, en dehors de la prise de mesures répressives. On laisse pourrir la situation en rêvant que l'explosion de la bombe à retardement sera reportée indéfiniment.

C'est ainsi qu'on ferme les yeux et les oreilles au moment où l'on propose de réviser l'article 4, pour permettre l'octroi de droits politiques à tous les citoyens précisément, dans le but de faire un pas significatif vers une meilleure intégration de certains d'entre eux. Quelle erreur historique grave!

On oublie un peu vite, par ailleurs, qu'un nombre important de ces citoyens non belges sont nés en Belgique. Ce n'est pas parce qu'une personne possède un document officiel actant sa naturalisation qu'elle est mieux intégrée que d'autres qui en sont dépourvues.

Il est bien évident que des questions se posent quant à l'octroi des droits politiques aux citoyens non belges, questions auxquelles il importe de répondre. Mais il faut pour cela que la porte reste ouverte à un débat. Nous plaçons donc avec force pour que l'article 4 de la Constitution soit soumis à révision.

En conclusion, nous osons espérer que les prochaines Chambres législatives auront la sagesse et le courage politiques d'aborder les grands problèmes de l'heure qu'il est impossible de résoudre sans une révision fondamentale et globale de notre Constitution.

Dans cette perspective, les écologistes voteront en faveur de toutes les demandes de révision proposées, quels qu'en soient les auteurs et sans tenir compte des motivations annoncées, celles-ci n'engageant pas les Chambres qui assumeront la charge de la révision. (*Applaudissements sur les bancs Ecolo et Agalev.*)

M. le Président. — La parole est à M. Lepaffe.

M. Lepaffe. — Monsieur le Président, je désire d'abord me joindre à l'hommage qui a été rendu aux rapporteurs par tous les intervenants. Ceux-ci ont accompli dans des conditions particulièrement difficiles, un travail périlleux dont ils se sont sortis plus qu'honorablement.

Cela dit, je voudrais insister sur l'étonnante brièveté de ce travail et sur la conviction manifestée par un grand nombre d'orateurs que cette tâche n'est ni extrêmement utile ni décisive.

Il faut bien dire que nous avons reçu le projet du Premier ministre le 26 octobre, que nous avons trouvé le rapport sur nos bancs ce matin, et que les débats se passent presque dans l'indifférence puisque, alors que nous sommes appelés à discuter de l'avenir du Sénat, le nombre des sénateurs présents dans cet hémicycle vient seulement, à 14 heures 25, et bien que nos travaux aient commencé à 10 heures, de dépasser celui des membres qui étaient présents en commission.

Je crains, hélas, de devoir donc insister sur le caractère relatif de l'intérêt suscité par une matière qui va engager tout notre avenir. Pour quelle raison cet intérêt est-il relatif? Incontestablement, à mon sens, parce que nous savons très bien que quoi que nous puissions dire, quelles que soient les motivations invoquées, le constituant fera néanmoins ce que bon lui semblera.

On peut se demander, dans ces conditions, s'il est important de tenir encore de très longs débats. Certaines choses doivent évidemment être dites, mais la différence qui existe entre le préconstituant, le constituant et, entre les deux, l'électeur, ce malheureux qui devrait se baser sur nos travaux pour nous expliquer ce qu'il souhaite, crée un fossé qui empêchera le citoyen de désigner les prochains participants à la majorité sur base de notre débat de ce jour.

On peut dès lors s'interroger sur la nécessité de ce débat et se demander si ceux qui ont proposé de réviser purement et simplement tous les articles de la Constitution n'avaient pas raison, d'une certaine manière, d'autant qu'on peut s'inquiéter parfois des raisons pour lesquelles on refuse la révision de certains articles, comme des raisons pour lesquelles on analyse profondément le texte d'autres articles.

Je vous cite un exemple qui me paraît important. Dans nos délibérations en commission, nous avons longuement discuté de certains articles pour déterminer quelles parties minimales devaient être révisées. Lorsque nous avons abordé l'article 59bis — pour lequel le FDF dépose des amendements, et il n'est pas seul à le faire, d'ailleurs — un des plus longs articles de notre Constitution et un des plus importants, par certaines de ses parties, nous avons décidé en quelques secondes qu'il serait entièrement soumis à révision. Avons-nous réfléchi au fait que nous ouvririons la porte non seulement à la modification politiquement souhaitée, qui tend à la communautarisation de l'enseignement, mais aussi à des changements imprévisibles dans tous les domaines: qu'il s'agisse des dotations ou de la répartition des activités de chacun, tout est permis!

De heer Van In. — Is het FDF tegen de herziening van artikel 59bis?

De heer Lepaffe. — Zeker. We zullen een amendement indienen.

Quoi qu'il en soit, revenons à l'essentiel. Il s'agit là de choix qui peuvent nous mener très loin.

Nous avons, il va de soi, une position précise, en tant que parti, sur une série de ces articles. Nous nous sommes réjouis que l'article 107^{quater} ne soit pas soumis à révision, puisque nous déplorons depuis des années qu'il n'ait jamais été mis à exécution, mais nous espérons qu'on y viendra un jour.

Par contre, nous nous inquiétons de l'introduction d'articles peu définis. Le reproche principal que j'adresse au gouvernement, c'est sans doute d'avoir proposé la modification d'une centaine d'articles tout en limitant au minimum ses motivations et ses justifications propres et en empêchant un débat réel à ce propos. On peut modifier, je le sais, le même article avec des motivations différentes. Encore aurait-il été opportun, au moment de se présenter devant l'électeur, que ce dernier connaisse au moins les intentions précises du gouvernement aujourd'hui démissionnaire.

Cela étant, je serai très bref en ce qui concerne notre position. Nous avons toujours estimé qu'il fallait modifier d'urgence et les compétences, et le mode de travail, et la répartition des mandats au Sénat. Nous sommes pour un Sénat qui représente nos communautés, pour un Sénat paritaire, avec des garanties pour les Bruxellois. Nous sommes pour une définition de son rôle, pour une amélioration de ses modalités de travail qui lui redonne une importance qu'il a perdue, dans le système bicaméral, notamment du fait que les principaux projets sont le plus souvent discutés en premier lieu à la Chambre.

Nous sommes pour la communautarisation de l'enseignement de la coopération au développement. Nous tenons à ce qu'en matière administrative, l'on corrige l'anarchie de l'ensemble du système et que les chambres bilingues du Conseil d'Etat soient compétentes quand cela s'avère nécessaire.

Nous l'avons souvent dit, autant nous sommes pour la création d'une Région bruxelloise, autant nous sommes pour la suppression de l'agglomération et des fédérations de communes qui existent déjà en fait, et pour le rattachement des commissions française et néerlandaise de la Culture au Conseil de communauté où se trouve leur véritable place.

Nous nous réjouissons qu'on envisage le droit de vote aux Belges installés à l'étranger et la protection de la liberté de la presse dans le domaine très étendu de l'audiovisuel. Nous avons toujours été partisans de la révision des traités de manière à permettre aux Communautés d'agir en totale indépendance et en toute souveraineté de pouvoir dans ce domaine.

Parmi les discours intéressants que j'ai pu entendre ce matin, je ne puis m'empêcher d'accorder une importance particulière à celui de M. De Bondt. Ce dernier a eu le mérite de s'exprimer dans une langue extrêmement claire et de poser avec fermeté une série de questions quant à l'avenir qu'il entrevoit pour ce qu'il est difficile de ne pas appeler, après l'avoir écouté, la nation flamande.

Il est pour un fédéralisme intégral. Son discours me paraît d'autant plus important qu'il fut le seul intervenant du CVP et qu'il a été applaudi par le ministre néerlandais des Réformes institutionnelles.

M. De Bondt. — J'ai parlé au nom de mon groupe.

M. Lepaffe. — C'est exactement ce que je dis. Les francophones doivent être particulièrement attentifs aux propos tenus par M. De Bondt, car, au sujet de problèmes qui nous touchent de très près, l'honorable membre a dit très clairement qu'ils n'étaient pas négociables. Il ne veut pas qu'on touche au sol flamand, et je crains bien d'avoir compris que cela vise même les possibilités qui nous restaient de détermination de la Région bruxelloise. C'est, je l'ai dit, une déclaration importante pour les francophones. Si M. De Bondt refuse que l'on discute sur les limites actuelles de Bruxelles, il prend dès maintenant une position claire par rapport à cet article 107^{quater} de la Constitution qui n'a jamais été appliqué.

Il nous a parlé, bien entendu, du dynamisme de la Flandre et nous connaissons très bien ce discours sur « la Belgique à deux vitesses ». Il a réduit au minimum les compétences qui resteraient dans ce fédéralisme qu'il souhaite, à l'Etat central.

Il ne me gêne pas que la Flandre, que la Wallonie et que Bruxelles soient aussi autonomes que possible.

Je puis souscrire au fait que Bruxelles soit la capitale de l'Europe, et je puis souscrire au fait que Bruxelles soit la capitale de l'Etat — et qui n'y souscrirait dans cette assemblée? —, je puis admettre que les Flamands estiment que Bruxelles est leur capitale, ce qui est leur droit le plus strict, mais j'aurais souhaité entendre dans le discours une autre partie que je

n'ai pas cru déceler, celle-là, et je le déplore: la reconnaissance que tout cela ne peut se faire que dans le respect des droits de l'homme et de la démocratie. Tout ce qui est proposé est, en effet, possible, mais chacun doit en avoir sa part. Si un droit individuel des Flamands est négligé à Bruxelles, une protestation me paraît tout à fait légitime, mais si un droit individuel des francophones est méprisé, il doit en être de même. Si une région de ce pays réclame depuis des années, démocratiquement et en n'utilisant jamais que ce moyen, dans le respect des droits de l'homme, le retour à une situation qu'elle estime fondamentale, il faut en tenir compte au moment d'une révision large de la Constitution, vers un fédéralisme fondamental. Il faut faire droit à toute revendication démocratique d'où qu'elle vienne. Et cela nous écarte totalement des parités artificielles, des soutiens accordés à des minorités qu'on rend paritaires. Il faut défendre les droits de chacun y compris des minorités, mais partout.

Nous sommes sur le point de nous atteler à une réforme de l'Etat et, puisque j'ai beaucoup entendu parler de la courtoisie dont on manque, paraît-il, à Fourons dans l'emploi des langues, il m'étonne de ne jamais entendre parler de celle qui fait totalement défaut à Rhode-Saint-Genèse, où pourtant la majorité de la population est vraisemblablement francophone.

M. De Bondt a démontré — et c'est en cela que son discours me paraît important — qu'au moment où vont s'ouvrir les négociations fondamentales pour l'avenir du pays, nous sommes en présence d'un bloc flamand, avec son indépendance, sa puissance financière et économique et ses qualités de raisonnement. Je veux répéter ici ce que j'ai souvent affirmé: le seul moyen d'arriver à un accord tolérant et démocratique naîtra d'un bloc francophone — je voudrais que notre actuelle majorité francophone en soit consciente — faisant clairement connaître, comme M. De Bondt l'a fait, et loyalement ses exigences. C'est le seul moyen.

Depuis tant d'années, on nous explique qu'il est préférable d'abandonner quelque chose pour conserver ce qui n'est plus qu'un semblant d'Etat. Or, ce sont toujours les mêmes qui abandonnent et les mêmes qui bénéficient. Le seul avenir possible repose sur des négociations de bloc à bloc; c'est ce que le CVP, par l'entremise de son porte-parole, nous a prouvé ce matin. C'est le seul moyen pour que les droits de chacun soient un jour respectés dans ce pays, de manière démocratique et dans l'égalité que nous méritons tous. (*Applaudissements sur les bancs du FDF et sur certains bancs socialistes.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan mevrouw Herman.

Mevrouw Herman-Michielsens. — Mijnheer de Voorzitter, het is de gewoonte dat men de rapporteurs een pluimpje geeft. Dit keer is het werkelijk geen beleefdheidsformule.

Het was een bijzondere uitdaging, in een mum van tijd dit moeilijke werkstuk tot een goed einde te brengen. Het debat was immers niet gemakkelijk precies omdat de bespreking zo vlug moest verlopen. Het verslag werd nochtans bevattelijk gemaakt, ook voor degenen die de werkzaamheden niet hebben bijgewoond.

Ik sluit mij aan bij wat hier reeds door enkele sprekers in het midden werd gebracht, namelijk dat wij dit keer wel bijzonder gehaast te werk zijn gegaan.

Ik heb het verslag gelezen van de heer Pierson over de besprekingen in de Senaatscommissie in 1978, toen men ook is overgegaan tot het opstellen van een lijst met te wijzigen artikelen van de Grondwet. Het debat heeft toen verschillende dagen geduurd. Er werd toen heel veel inhoudelijks gezegd over het opzet en door de regering en door de sprekers. Toen reeds werd er verwezen naar de besprekingen in verband met de herziening van de Grondwet in 1965, waar een nog veel omvangrijker document door de regering werd ingediend, met ettelijke bijlagen met verantwoording.

Reeds in 1978 bekloeg men zich over het gebrek aan inzicht vanwege degenen die de wijziging van een aantal artikelen van de Grondwet vroegen. Nochtans werd ook in 1978 de lijst van de te wijzigen artikelen opgesteld door een overgangsregering. Die overgangsregering verklaarde in de toenmalige commissie van de Senaat dat er wel een datum was vooropgesteld voor de verkiezingen, namelijk 17 december, maar dat de herziening van de Grondwet maar zou kunnen worden gerealiseerd wanneer de werkzaamheden in de commissie vóór die datum tot een goed einde waren gebracht.

Wij zijn zover geëvolueerd dat wij de inhoudelijke bespreking van de artikelen die voor wijziging worden voorgedragen eigenlijk maar

beschouwen als een formaliteit die ons zo vlug mogelijk moet leiden naar de ontbinding van het Parlement.

Daarom vinden veel van onze collega's senatoren dit debat niet belangrijk en ze wonen het dan ook niet bij.

Vaak genoeg werd hier, ook door mij, de houding van de uitvoerende macht niet goedgekeurd omdat ze het gezag van het Parlement ondermijnde. Dit gezag is allereerst onze zaak en wij zijn verantwoordelijk. Wij hebben zelf dikwijls aanleiding gegeven tot het beknotten van die verantwoordelijkheid, gewoon omdat we ze zelf niet hebben op ons genomen.

Er is een lange lijst van artikelen die moeten worden herzien, soms met een geringe motivering, soms zelfs zonder motivering.

Wij moeten ook opletten wat er tijdens de volgende constituanten zal gebeuren met de artikelen die voor wijziging vatbaar werden verklaard. Ik bedoel daarmee niet zozeer hoe de artikelen zullen worden gewijzigd, want daarvoor zijn wij niet verantwoordelijk, en daartoe ook niet bevoegd, maar of ze zullen worden gewijzigd in de tijdsspanne die wij ervoor uitstippelen.

Meer dan veertig artikelen die vandaag op de lijst voorkomen, kwamen ook reeds voor in 1978, en in 1978 was er al een groot aantal artikelen die in 1965 voor wijziging vatbaar werden verklaard.

De heer Van In. — Dat is geen referentie.

Mevrouw Herman-Michielsens. — Inderdaad, maar het bewijst dat wij ervoor moeten opletten dat het niet nog eens gebeurt. Dit geldt vooral voor de minder politieke maar zeer principiële artikelen.

Ik denk bijvoorbeeld aan artikel 22 inzake het briefgeheim. Het kwam reeds in 1965 ter sprake, maar het is nog altijd niet gewijzigd. Ondertussen zijn de audiovisuele technieken enorm vooruitgegaan en is het veel moeilijker geworden, die materie in één artikel te vatten. Ingevolge de redenering dat de niet-politieke artikelen van de Grondwet niet zo dringend moeten worden gewijzigd, worden voorbijgestreefde of niet-aangepaste artikelen in de Grondwet behouden.

In 1978 was men van mening dat artikel 22 niet kon worden uitgebreid tot de hele materie van de bescherming van het privé-leven. Het eerste belangrijke ontwerp inzake de bescherming van het privé-leven werd in de Senaat ingediend in 1976. In 1978 vond men dat deze materie in een artikel van de Grondwet moest worden opgenomen. Hoewel dit ontwerp zeer actueel was in de periode 1978-1981 is men er niet in geslaagd enige vooruitgang te boeken.

Ik dring er daarom op aan dat ook de technische artikelen van de Grondwet tijdens de volgende constituanten worden onderzocht en dat men zich niet beperkt tot de politieke artikelen die nu opnieuw erg actueel worden.

Wij zijn de voorbije twintig jaar niet bij machte geweest om het hoofdstuk over de rechten en vrijheden van de Belgen te actualiseren. Nochtans werd de geest van die artikelen reeds lang door de feiten achterhaald.

Zo kom ik tot de reeks artikelen in verband met de staatshervorming.

Ik herinner mij nog dat men in de periode 1978-1980 de staatshervorming wilde tot stand brengen door te beginnen op het laagste niveau, de administratieve aangelegenheden. Op het volgend niveau zouden hervormingen bij wet worden vastgelegd, en tenslotte zou de Grondwet worden gewijzigd.

Na 1980 is men opnieuw andersom begonnen: eerst de artikelen van de Grondwet wijzigen en eindigen bij de administratieve aanpassingen. Ook na de wetten van 1980, met bijzondere meerderheid, werden een aantal zaken die konden worden geregeld door een gewone wet of door een administratieve regeling niet veranderd.

Reeds bij het investeringsdebat heb ik gezegd dat wij twee meesters moeten dienen. Men heeft ons terecht verweten in de jaren zeventig blind te zijn geweest voor de ontstane crisisperiode omdat wij te veel bekommerd waren om de communautaire problematiek. Nu hebben wij zes jaar ononderbroken aandacht gehad voor de economisch-sociale problematiek, en die aandacht mag niet verzwakken. Dit land kan er niet bovenop komen als het verzwakt.

Ook het communautaire dossier en de wijziging van de Grondwet vragen onze volle aandacht.

Het zijn twee heren die zeer moeilijk gediend kunnen worden, maar het zal nu eenmaal moeten.

Ik heb mij in de commissie onthouden over het in hoofdstuk III van de Grondwet invoegen van een door de regering voorgesteld artikel om de normatieve bevoegdheden van de wetgevende en van de uitvoerende macht te regelen. Men kan moeilijk de bedoeling van een zo cryptische wijziging achterhalen. Ik was bang dat de parlementaire democratie via een zijweg zou teloorgaan.

Een artikel van de Grondwet voor wijziging vatbaar maken betekent niet dat alles is toegelaten via een wijziging of via het invoegen van een nieuw artikel. Alle auteurs hebben duidelijk gezegd dat het invoegen van nieuwe artikelen er niet toe mag leiden dat wordt geraakt aan de draagwijdte van de artikelen die niet voor wijziging vatbaar worden verklaard, bijvoorbeeld aan de artikelen die de bevoegdheden vastleggen van de wetgevende en van de uitvoerende macht.

De artikelen 42 tot 59 werden ook reeds opgenomen in de verklaring tot herziening van de Grondwet van 1978 en handelen over de hervorming van de Senaat. In 1978 was er echter, onder andere door de onderhandelaars van het Egmont-pact, reeds meer vorm gegeven aan die wijziging van de Senaat. In het kader van de staatshervorming wilde men een Senaat van de regio's oprichten.

Intussen is echter gebleken dat de wet van 1980 op de hervorming der instellingen niet geheel kon worden uitgevoerd, omdat men toen geen constituant had. Na 1981, toen er wel een constituant was, is men echter ook niet overgegaan tot de wijzigingen vooropgesteld in de voorlopige fase van de wet van 1980.

Sindsdien is het duidelijk dat het dubbele mandaat geen succes is geworden. De gelijktijdige inspanning voor Parlement, enerzijds, en Gewest- en Gemeenschapsraden, anderzijds, heeft deze instellingen geen goed gedaan en men wil daar dan ook afstand van nemen. Wij moeten er echter voor waken niet terug te keren tot het gewone bicamersme van onze unitaire Staat van vóór 1980 en waarbij de hervorming van de instellingen helemaal geen rol meer zou spelen.

Men mag het probleem van de dubbele mandaten en de toename van de politieke mandatarissen niet oplossen door een loutere vermindering van het aantal mandatarissen en door een eventuele specialisatie van de Senaat. Ik weet wel dat het huidige tweekamerstelsel dikwijls vertragend werkt en inefficiënt is en dat de buitenwereld er vaak geen interesse kan voor opbrengen. Hoe vaak wordt, bijvoorbeeld, niet beweerd dat een bepaalde zaak tot stand is gebracht op het ogenblik dat zij door één Kamer, en dan nog gewoonlijk de Kamer van volksvertegenwoordigers, is goedgekeurd? Deze opvattingen moeten wij zelf uit de wereld helpen door ons mandaat ten volle uit te oefenen en niet door de macht van de Senaat te beknotten.

Het Nederlandse voorbeeld is ter zake veelzeggend. Daar heeft de Eerste Kamer een beperktere macht dan de Tweede Kamer. Dit heeft er echter niet toe geleid dat de leden van de Eerste Kamer met meer gezag handelen in de hun toegewezen materie; zij oefenen zelfs hun theoretische macht niet meer uit. Het zou toch zeer ongelukkig zijn moest de Senaat een zelfde lot beschoren zijn.

Dit zijn misschien vrome wensen, maar ook in 1987 heeft de regering gezegd, hoewel zij er zich niet duidelijk over kon uitspreken hoe de wijziging zou worden gerealiseerd, dat zij in elk geval bij elk artikel zou aangeven waarom de wijziging werd gevraagd. Ik meen echter dat ook ten dezen de zeden zijn veranderd, en ik vermoed dat dit niet ten goede gebeurd is.

Ik wil voorts nog even spreken over artikel 131.

Ik zal ook voor dit artikel stemmen, zoals mijn fractie trouwens alle artikelen die door de regering werden voorgesteld, zal goedkeuren. Ik meen echter dat een overdreven, een bijna fetisjistische bezorgdheid om aan artikel 131 van de Grondwet te raken, geen positief element is voor de eerbied die wij hebben voor de Grondwet.

Het automatisch einde van de legislatuur door stemming over bepaalde artikelen zal in de eerste plaats niet uitlopen op een consultatie van het kiezerskorps over deze materie. Het ware inderdaad irrealistisch te denken dat de bevolking, minder dan wij met deze materie vertrouwd, door een vertaling in slogans van hetgeen wij hier willen voorstaan, deze materie aandacht zou verlenen. Ik ga ervan uit dat zij andere aandachtspunten heeft.

Maar aangezien wij hier de vertegenwoordigers van deze bevolking zijn, meen ik dat wij er genoegzaam zelf kunnen over oordelen welke artikelen moeten worden aangeduid. Dit automatisme brengt ook mee dat wij misschien onvoldoende aandacht aan die taak besteden, aangezien wij in feite altijd tot deze verklaring van herziening van de Grondwet overgaan op het einde van de legislatuur, wetende dat dit de *deadline*

is. Ik meen niet dat zulks een aandachtige studie van de artikelen en het handig maar hetzelfde tijd verantwoord aanpassen van de Grondwet ten goede komt.

Toch meen ik dat het nuttig zou zijn een kleine wijziging in te brengen precies om dit automatisme te doen verdwijnen, maar om toch de nodige garantie te hebben dat een wijziging over twee legislaturen zal gebeuren. Twee legislaturen, verschillend samengesteld, zouden zich uitspreken, een tweede keer bij de echte realisatie van de wijziging en dan nog wel met een bijzondere meerderheid. Dit zou een betere werkwijze zijn die geenszins afbreuk doet aan de manier waarop wij een wijziging van de Grondwet moeten realiseren.

Men heeft zich, denk ik, te veel laten leiden door de auteurs, die ervan uitgaan dat artikel 131 een zeer bijzonder artikel is en dat men er geen gebruik zou mogen van maken om de hele Grondwet te wijzigen. Een journalist drukte het als volgt uit: om de hele Constitutie terug te geven aan de historie waar zij sinds lang thuishoort aangezien zij een al zo oude dame is. Ik deel die mening niet, maar het was misschien wel een meer realistische aanpak geweest.

Ik was niet van zins te spreken over de politieke rechten van de vreemdelingen, aangezien ik kan akkoord gaan met datgene van hieromtrent in de commissie werd gezegd en goedgekeurd. Ik zal dit punt toch even aanraken, al was het maar omdat ik op mijn bank nog een telegram heb gevonden van personen die op dit punt bijzonder aandringen. Ook andere sprekers hebben hierop reeds de aandacht gevestigd. Het is precies alsof men een vreemdelingenhater is als men dit punt niet te berde brengt.

Volgens mij heeft integratie ook te maken met liefde aan twee kanten. Het is niet voldoende dat een land dat vele vreemdelingen telt, die metterdaad ook integreert. De heer Lallemand verwees naar het oude Rome. Maar het Romeinse rijk bood het voordeel dat het vele standen kende zodat het de vreemdelingen kon gelijkstellen met de laagste stand van de eigen bevolking. Niet iedereen kon een burger van Rome zijn, niet iedereen kon senator in Rome zijn. Wij leven in een democratie — de Grondwet zegt dat er geen standen zijn — waarin alle Belgen kunnen geroepen worden om volksvertegenwoordiger en, sedert de afschaffing van artikel 56bis van de Grondwet, senator te zijn.

Maar ik wil dit nog terzijde laten. Ik geloof dat wij de integratie moeten wensen, hoe moeilijk die ook is niet alleen door het verschil in sociale situatie maar ook door het verschil in cultuur en het verschil in religie te overbruggen. Wij moeten een grote inspanning doen, maar ik herhaal het: de liefde moet van twee kanten komen. Ook de vreemdeling die in een ander land gaat wonen, moet zich zo goed mogelijk aan de vreemde levenswijze aanpassen. Ik vind het verkeerd dat er in sommige gemeenten van ons land getto's bestaan in minder aantrekkelijke wijken, in «uitgewoonde» wijken. Wij doen een aantal dingen verkeerd, maar als gemeenteraadslid heb ik ook vaak ervaren dat *goodwill* vanwege de gemeente tegenover migranten op afkeer stoot voor integratie. Sommige migranten geven de indruk zo vlug mogelijk te willen terugkeren of hier een leven te willen leiden dat zoveel mogelijk lijkt op dat wat ze hebben verlaten, hoezeer die levenswijze ook verschilt van de onze.

Als wij de wil tot integratie objectief benaderen, dan constateren wij dat die via de naturalisatie gaat. Laten wij overwegen die naturalisatie zo gemakkelijk mogelijk en zo goedkoop mogelijk te maken, en laten wij ten minste die politieke rechten vastknopen aan een objectieve wens tot integratie, namelijk een gebaar waaruit blijkt dat de vreemdeling hier met zijn familie en met zijn nakomelingen wil blijven.

Aangezien wij over elk artikel apart gaan stemmen, moet er geen algemene conclusie zijn. Ik zou evenwel een paar wensen willen uitspreken. Misschien worden sommigen onder ons ertoe geroepen te pogen die wensen te realiseren. Voor sommigen onder ons zal het inderdaad bij wensen blijven. Dit huis is ons dierbaar geweest, daarom moeten wij trachten dat de herziening van de Grondwet, ook als het zonder ons gebeurt, zo goed mogelijk verloopt in het belang van het land en zijn burgers.

Ik wens dat de volgende staatshervorming de bevoegdheden beter aflijnt, duidelijk de bevoegdheidspakketten bepaalt zonder dat de verschillende materies ingewikkeld in mekaar verstrengeld zitten, zoals bijvoorbeeld bij justitie, de jeugdbescherming. De jeugdbescherming is slechts een van de vele materies waar de bevoegdheden zodanig verspreid zijn dat dit de toepassing van de bestaande wetten in de weg staat. Wij moeten dit opnieuw bestuderen.

De constituant zal ook de principiële artikelen ter hand moeten nemen. De teksten zijn verouderd omdat geen rekening wordt gehouden met de feitelijke evolutie.

Mijn derde, en misschien mijn liefste wens is dat de wetgevende en de uitvoerende macht erin zouden slagen tijdens de volgende legislatuur de zaken grondig en efficiënt te behandelen, ook al moet het Parlement worden geconsulteerd. De regering mag niet alle hoop vestigen op bijzondere machten noch op een sterke regering die het allemaal maar alleen moet doen. (*Applaus op sommige banken.*)

M. le Président. — La parole est à M. Hazette.

M. Hazette. — Monsieur le Président, je voudrais d'entrée de jeu m'associer à l'hommage mérité qui a été rendu à nos rapporteurs. Nous fondons notre travail sur un excellent document de référence.

Je limiterai mon intervention à quelques considérations générales, liées au projet d'attribuer aux Communautés des compétences accrues en matière d'enseignement.

L'importance du projet apparaît clairement:

1. Dans la masse budgétaire affectée par le Parlement à l'Education nationale, et qui devra, au terme de la réforme, être affectée par les Conseils;

2. Dans la place qu'a occupée l'organisation de l'enseignement et son financement dans l'histoire de notre pays;

3. Dans l'intérêt qu'y portent les familles politiques.

L'article 17 et l'article 59bis ont coulé dans la Constitution des compromis politiques durement négociés. Leur révision ne peut être improvisée. Le collège des directeurs généraux du département de l'Education nationale souligne unanimement dans une note du 22 octobre 1985, que «la question de la communautarisation de l'enseignement ne peut être résolue sans examen préalable et approfondi de tous les problèmes qu'elle comporte».

Force est pourtant de reconnaître que la Constitution actuelle a conduit à des divisions purement théoriques, peu praticables, nuisibles au fonctionnement et à la gestion d'un ensemble très complexe.

Pour fondée qu'elle soit, la révision des deux articles 17 et 59bis n'en est pas moins préoccupante. Le constituant ne pourra se permettre ni erreurs, ni omissions, ni négligences.

Pour nous, libéraux, la liberté de l'enseignement consacrée par l'article 17 peut bien s'enrichir de la reconnaissance de la pluralité des établissements et des réseaux. Nous croyons plus aux effets positifs de la concurrence, qu'au mythe de l'école unique au pluralisme utopique. Dès lors, nous acceptons de préciser les relations entre réseaux, le respect des conceptions philosophiques et du libre choix et la répartition équitable des charges et avantages en fonction des caractéristiques propres des réseaux.

Ceci nous conduit à l'application d'un Pacte scolaire, auquel rien d'essentiel ne sera ajouté, duquel rien ne sera retranché.

Sur ces bases, nous estimons qu'un pacte adapté aux Communautés peut être négocié. De la volonté de respect mutuel que les partenaires montreront dans cette négociation dépendra, à n'en pas douter, le transfert des compétences du Parlement national aux Conseils.

L'enseignement organisé par les Communautés sera au centre du débat. L'exigence de neutralité devra y être satisfaite. Sur ce point aussi, la négociation doit aboutir avant que la communautarisation ne soit effective.

A ces deux dossiers dont le traitement confrontera des partenaires d'une même communauté, il convient d'en ajouter un troisième, spécifique celui-là, à la Communauté française.

Si la masse budgétaire affectée à l'enseignement venait tout à coup s'ajouter aux crédits affectés par le Conseil de la Communauté française, il ne resterait plus guère à ce dernier d'autre préoccupation. L'autonomie culturelle serait pratiquement dissimulée par l'importance de l'autonomie scolaire. C'est pourquoi nous rappelons que pour nous la communautarisation de l'enseignement va de pair avec une fusion des Conseils et Exécutifs des Communauté et Région.

Et cette exigence libérale me permet de rappeler que l'on ne pourra ouvrir ce dossier de la communautarisation de l'enseignement sans passer à l'application de l'article 107quater.

Restera encore à trouver au niveau national un accord satisfaisant chacune des parties, sur le mode de financement de l'enseignement communautarisé.

Sur ce point aussi le constituant devra veiller à un respect pointilleux des contraintes en présence, car toute tentative que pourrait faire une

communauté pour appauvrir l'autre, conduirait inévitablement à l'échec de la réforme.

M. Dehousse. — Comme en 1984, monsieur Hazette ?

M. Hazette. — De quoi parlons-nous, monsieur Dehousse ?

M. Dehousse. — De l'appauvrissement impossible et intolérable.

M. Hazette. — Je dis donc avec vous, monsieur Dehousse, que toute tentative qui aboutirait à l'appauvrissement d'une communauté conduirait à l'échec de la réforme. Je persiste dans mon propos.

Je terminerai en affirmant ma conviction que l'on risque, en commettant l'erreur fatale, de compromettre gravement, définitivement peut-être, une réforme dont le temps est venu. (*Applaudissements sur les bancs de la majorité.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Van In.

De heer Van In. — Mijnheer de Voorzitter, ik zal pogen uitermate kort te gaan. Ik doe een algemene vaststelling in verband met de draagwijdte van de verklaring tot herziening.

Een aantal sprekers hebben de indruk kunnen wekken dat de verklaring tot herziening van de Grondwet vrijblijvend is. Gelukkig waren de rapporteurs voldoende attent om bepaalde uitingen, onder meer van de ministers belast met het hervormen van de instellingen, te notuleren.

De heer Henrion, ondervoorzitter, treedt als voorzitter op

Daaruit blijkt dat de verklaring tot herziening een onderdeel is van een politiek akkoord. Dit moeten wij ons goed in het hoofd prenten.

Degenen die zouden durven te verklaren dat vrijblijvend over het voor herziening vatbaar verklaren van artikelen mag worden gestemd, spreken met dubbele tong.

Ik richt mij uitdrukkelijk tot een van de boegbeelden van de regering. Dat men ons maar eens verklaart of de senatoren in alle vrijheid, zonder gebondenheid aan een politiek akkoord, hun stem mogen uitbrengen. Als dat niet zo is, moet dat ook worden gezegd.

Wij dreigen eens te meer in de mist te geraken in verband met de herziening van het artikel dat onder meer de onderwijsbevoegdheid aan de gemeenschappen wil toewijzen. Wat er tot op heden achter de schermen is gebeurd, is geen reden tot grote vreugde, te meer omdat er wordt gediscussieerd over toekomstigheden.

Ik ben benieuwd te vernemen of men aan het voor herziening vatbaar verklaren van artikel 59bis een strekking wil geven die afwijkt van de grote, eensgezinde overtuiging die in Vlaanderen leeft, namelijk dat het onderwijs het onze moet zijn, dat wij de middelen moeten hebben om het te financieren en dat wij de daadkracht en de intentie moeten hebben om het onderwijs een behoorlijke lading te geven. Zowel de leerkrachten als degenen die onderwijs volgen of zullen volgen, verdienen deze intentieverklaring.

Ik beland bij de opmerkingen die ook op andere terreinen zijn gemaakt. Ik denk aan de problemen in verband met het privé-leven en het inschrijven van andere rechten in de Grondwet. Mag ik u eraan herinneren dat men, via de verklaringen tot herziening van de Grondwet van 1965, 1968, 1978 en 1981 met eensgezindheid van alle kamerleden en senatoren, een aantal basisrechten in de Grondwet wilde doen inschrijven? De «lamzakke» manier van werken bestaat al sinds 1965. Het is nu meer dan twintig jaar later.

Wie is er verantwoordelijk voor dat men er nooit in geslaagd is de algemeen verworven principes van een moderne democratische rechtsstaat in de Grondwet te laten inschrijven? Wie heeft gedurende die jaren de opeenvolgende regeringen geleid? Van welke intentie hebben de regeringsleiders en -partijen blijk gegeven?

Ik herhaal: het gaat over principiële verworvenheden waarover op Europees vlak nog nauwelijks discussie is; in ons land wordt echter altijd het middel gevonden om de principiële benadering ervan ten eeuwigen dage vooruit te schuiven.

Uiteraard moet ik eenzelfde vaststelling doen inzake het functioneren van de autonome gebieden in ons land. Het gaat over het voor herziening vatbaar verklaren van artikel 107quater. Excuseer deze numerieke benadering die niet de meest duidelijke is. Artikel 107quater wordt niet voor herziening vatbaar verklaard. U zal gemakkelijk begrijpen dat het niet

voor herziening vatbaar verklaren van een basisartikel dat de inhoud en de draagwijdte van een aantal autonome gewesten bepaalt, als een hypotheek zal wegen op de herzieningsprocedure die later door destituante moet worden aangepakt. Ik herinner aan de grote moeilijkheden die men vroeger heeft gekend toen men moest vaststellen dat wezenlijke hervormingen moesten uitblijven omdat men zogezegd vergeten was een aantal artikelen voor herziening vatbaar te verklaren.

Zo kom ik tot het sluitstuk van wat een normale, afgewogen herzieningsprocedure zou moeten zijn, namelijk de wijze waarop een Grondwet voor herziening vatbaar moet worden verklaard.

Een vorige spreker heeft daar lang over uitgeweid, maar ik zal zoveel tijd niet nodig hebben.

Men heeft artikel 131, dat de herzieningsprocedure van de Grondwet regelt, niet voor herziening vatbaar verklaard. Bijgevolg blijft de Janus-situatie gehandhaafd en gaat eens te meer de mogelijkheid verloren om vrij vlug en soepel in te spelen op een zich wijzigende situatie ten aanzien van algemeen aanvaarde principes. Nochtans pleit niemand van ons, en ik allerminst, voor een te gemakkelijke herziening van een basiswetgeving of voor het opnemen van loze verklaringen. Ieder van ons moet bekommerd zijn om de manier waarop een gemeenschap kan inspelen op zich wijzigende situaties. Ik heb daarnet het bewijs geleverd dat zulks tot op heden niet is gebeurd en dat men er de jongste twintig jaar niet in is geslaagd, op een algemene consensus steunende principes in de Grondwet te doen inschrijven.

De Voorzitter zal mij wel toestaan dat ik mij nu in het bijzonder richt tot Vice-Eerste minister Gol, Franstalig minister voor de Hervorming van de Instellingen.

Wanneer men over een herzieningsverklaring een bepaalde mening is toegedaan, wordt deze vaak door verschillende elementen bepaald. Bij de besprekingen in de commissie is trouwens gebleken dat deze elementen van partij tot partij en zelfs van persoon tot persoon verschillen.

Een duidelijk voorbeeld is de wapenhandel. Iedereen keurt het economische misbruik van wapenproductie en het menselijke misbruik van het leveren van wapens aan belligerente landen af. Voor de toepassing van beteugelende maatregelen wil men echter een hele waaier nuances opnemen. Zo verklaart bijvoorbeeld de Franstalige minister van Institutionele Hervormingen in de commissie die de illegale wapenhandel onderzoekt, dat, als men het economisch nut ervan afweegt tegen de menselijke afkeuring, het economisch nut zeker primeert.

De heer Leemans treedt opnieuw als voorzitter op

Ik laat deze mening uit de mond van een minister in functie voor wat zij is. Ik laat deze mening ook voor wat zij is ten aanzien van bepaalde Waalse socialisten. Ik stel alleen maar vast dat, terugkomend op de teksten die wij bespreken, de intentie, die men heeft ten aanzien van de modernisering van onze staatsstructuren en de democratisering van onze instellingen, anders blijkt te zijn naar gelang van de mond die men ze hoort verwoorden. Ik vind dat zeer jammer. Voor ons is de zaak uiterst eenvoudige.

Het verheugt mij dan ook tot slot van mijn uiteenzetting even te kunnen citeren uit het boek, vers van de pers, getiteld *Uit de Schemerzone*, waarin de historicus Chris Vandenbroeke onder meer het volgende schrijft: «Wat ons bekommert reikt heel wat verder dan het afdwingen van een staatsvorming. Het is een totaal concept erop gericht de ontplooiing van de gemeenschap onder de allerbeste voorwaarden te laten verlopen en om de uitdagingen van de toekomst voor te bereiden. Gestalte geven aan een Vlaamse natie, dat is het waar het concreet op aankomt.»

Ik hoop dat de uiteenzetting van de heer De Bondt — die ondertussen de zaal heeft verlaten — ook de mening vertolkt van wat er leeft bij de Vlaamse christen-democraten, maar ik betwijfel het. Immers, de jongste dagen hebben wij weer gehoord welke dubbelzinnigheden men wil creëren. De politieke akkoorden die men nu reeds heeft gesloten wijzen erop dat men het zeker niet goed voorheeft met een doorzichtig, eenvoudig, democratisch en natievormend gegeven, zoals de auteur die ik daarnet heb geciteerd, het zou wensen.

Ik hoop dat althans door iemand eens deze ballon zal worden doorprikt; deze iemand kan niemand anders zijn dan het geheel van het kiezerskorps. Het kan echter alleen op voorwaarde dat de kiezers eerlijk, correct en ten volle worden voorgelicht. Wij weten dat dit niet het geval is. Een van de allerbelangrijkste elementen om tot een goede staatsvorming te komen, en dus om een constituante en een volk goed werk te doen verrichten, is volledige en correcte informatie te

verstrekken. Ik betreur dat door de verklaring die nu tot stand komt, deze doorzichtige, volledige en correcte manier van handelen niet mogelijk wordt. Meer nog, bepaalde leden van de regering geven grif toe dat zij deze verklaring alleen maar wensen om tijd te winnen.

Mijnheer de Voorzitter, dat is de grootste zonde en daartegen zullen de vertegenwoordigers van een zich vormende natie zich met de meeste kracht verzetten. (*Applaus op de banken van de Volksunie.*)

M. le Président. — La parole est à M. Gol, Vice-Premier ministre.

M. Gol, Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles. — Monsieur le Président, je répondrai aux orateurs qui sont intervenus dans le débat cet après-midi, mon collègue, Jean-Luc Dehaene, ayant traité, en fin de matinée, des questions posées par les orateurs qui ont pris la parole ce matin.

Permettez-moi tout d'abord de féliciter les rapporteurs, Mme Delruelle et M. Weckx, pour la clarté de leur rapport. Celui-ci sera non seulement utile, dès maintenant, aux membres du Sénat, mais aussi au constituant lorsqu'il s'avérera nécessaire de préciser le sens que les Chambres pré-constituantes ont voulu donner à la déclaration de révision de tel ou tel article.

Vu le manque de temps de préparation, je répondrai aux différents intervenants en fonction de leur ordre de passage à la tribune et non matière par matière.

Toute matière qui aura été abordée par plusieurs intervenants, sera traitée globalement lors de ma réponse au membre qui chronologiquement est intervenu le premier.

M. Trussart a souligné combien il était important de permettre au constituant d'ouvrir le débat sur l'introduction, dans notre Constitution, du référendum, en tant que mode de décision. Le fait de soumettre à révision le Titre III afin d'y introduire un certain nombre de dispositions permettant l'introduction du référendum et, si on le souhaite, la révision de l'article 26, permettront au constituant de trancher la question. Cependant, ainsi que M. Trussart l'a indiqué, le système du référendum ne pourra pas être introduit dans la Constitution comme mode de révision puisque l'article 131 n'est pas lui-même soumis à révision.

En ce qui concerne le problème de l'article 4, c'est-à-dire la possibilité d'octroyer le droit de vote aux étrangers, je précise qu'une discussion a déjà eu lieu et en commission du Sénat, et en commission de la Chambre des représentants. A ce sujet, je voudrais présenter la synthèse suivante.

Je suis personnellement partisan d'une politique qui vise, au maximum, à l'intégration des étrangers vivant sur notre territoire. Mais, en contrepartie, je suis également favorable à une politique visant à rendre aussi temporaire que possible la présence, sur notre territoire, d'étrangers ne désirant pas s'y intégrer. J'estime cette attitude tout à fait logique.

Il faut, d'une part, intégrer au maximum ceux qui veulent s'établir et vivre durablement chez nous et, d'autre part, limiter au maximum l'immigration et le séjour sur notre territoire des étrangers qui n'ont pas l'intention de s'y établir durablement. Cette philosophie est d'ailleurs en accord avec la politique d'immigration suivie au cours de ces dernières années.

Cependant, quel que soit le degré d'intégration que l'on décide d'accorder aux étrangers qui veulent s'établir sur notre territoire — et pour moi, ce souci doit être particulièrement prégnant — il reste et il restera toujours — et je reprends ici les termes d'une intervention fort pertinente du président de la commission de la Justice de la Chambre des représentants, M. Philippe Moureaux — dans le droit de la plupart des pays civilisés, en particulier des pays européens, une différence entre la citoyenneté, la qualité de national et la qualité d'étranger. Cette différence ou, en tout cas, son expression la plus manifeste, se situe au niveau de l'exercice des droits politiques *sensu stricto*, c'est-à-dire au niveau de la citoyenneté qui s'exprime par le droit d'élire et d'être élu. Il s'agit, en d'autres termes, du droit de vote.

Il existe, dans le chef du gouvernement, lorsqu'il propose une liste d'articles à soumettre à révision, une intention tout à fait claire de ne pas ouvrir l'article 4 à révision, si celle-ci devait entraîner l'octroi du droit de vote aux étrangers, sans discrimination aucune, comme certains le souhaitent. Mais le gouvernement est sensible au vœu unanime — je crois — du Sénat, comme de la Chambre, de rendre possible une évolution dans le cadre de la construction européenne, en accordant le droit de vote à des étrangers, mais en se limitant aux pays européens et dans le cadre de la réciprocité.

Il serait souhaitable que cela se concrétise par un traité multilatéral européen, mais il s'agit probablement d'un espoir encore un peu lointain, quoique l'on ait parfois des surprises heureuses en matière de construction de l'Europe. Il apparaît plus probable que l'on passera par un stade où la Belgique, qui sera pionnière dans ce domaine, conclura des traités bilatéraux avec d'autres pays européens, de préférence avec les plus proches, ce qui rendrait possible à tout citoyen d'exercer son droit de vote dans un autre pays que le sien.

C'est pourquoi, sur la base de la déclaration de révision qui vous est proposée, rien ne s'oppose à ce que de tels traités comportent, dès leur ratification, une force obligatoire immédiate en droit belge. Si un doute existait encore en ce qui concerne leur applicabilité immédiate, malgré l'existence de l'article 4 actuel de la Constitution — la déclaration de révision des articles 107bis et 107ter rendant possible l'intervention d'une cour constitutionnelle, pour rappeler avec plus de force encore le principe de la prééminence des traités sur les dispositions de droit interne et la possibilité, pour elle, de sanctionner ce principe, par l'annulation de normes qui seraient contraires à ces traités —, la modification proposée des articles 107bis et 107ter devrait entièrement rassurer chacun sur la possibilité, malgré la non-révision de l'article 4, d'établir de tels traités, souhaités par tous.

En d'autres termes et pour conclure sur ce point, ma réponse est négative quant à l'ouverture générale à révision de l'article 4 et ce pour combattre des idées qui ne me semblent pas actuellement recueillir une large adhésion, comme l'introduction du droit de vote, à quelque niveau que ce soit, pour tous les étrangers et sans réciprocité. Par contre, je réponds par l'affirmative si cela se réalise par le biais des dispositions que nous soumettons à révision, dans le but d'accorder le droit de vote aux citoyens européens dans le cadre de traités et dans le respect du principe de la réciprocité.

M. Lepaffe s'est interrogé sur le caractère extrêmement large de l'ouverture que le gouvernement donne par sa déclaration de révision et qu'il demande à la Chambre et au Sénat de soutenir. Il estime également que le gouvernement aurait dû préciser, de façon plus stricte, ses intentions. Je rappellerai que la déclaration de révision est un acte triple, émanant de chacune des branches du pouvoir législatif, c'est-à-dire les deux Chambres et le Roi.

Le gouvernement n'ayant pas voulu préjuger l'attitude que le constituant pourrait adopter à propos de la réforme de l'Etat, actuellement en discussion, a voulu retenir toutes les propositions de révision de la Constitution, qui ne lui paraissaient pas déraisonnables, ou susceptibles de nuire à la cohérence de l'œuvre future que le constituant serait amené à accomplir.

Le gouvernement a d'ailleurs précisé dans l'exposé des motifs de son projet de déclaration de révision, qu'il souhaite « une réforme efficace et cohérente des institutions, susceptible d'accorder aux Communautés et aux Régions une autonomie réelle, dans le cadre de l'Etat belge qui reste uni sur le plan politique, économique et monétaire ».

Toutes les propositions raisonnables qui ont été faites dans ce domaine ont donc trouvé grâce aux yeux du préconstituant.

J'ajoute, monsieur Lepaffe, que les déclarations de révision de 1981 et de 1978 étaient déjà relativement larges, en tout cas en ce qui concerne la déclaration de 1978 et que vous y avez, vous aussi, contribué.

En ce qui concerne l'article 59bis, il est exact que l'ensemble de cet article est soumis à révision et pas seulement les paragraphes traitant de la problématique de la communautarisation éventuelle de l'enseignement.

Je souligne, par ailleurs, que ces matières particulièrement sensibles, sont régies par des lois à majorité qualifiée, qui exigent une majorité plus difficile à obtenir que la majorité constitutionnelle simple, c'est-à-dire la majorité des deux tiers.

Je rassure M. Lepaffe, s'il doit encore l'être. En effet, l'article 107quater qui détermine les compétences des Régions et leur rôle dans la Constitution, ainsi que l'article 26bis qui précise les normes auxquelles devront être soumis les organes des Régions et la valeur juridique qu'elles peuvent en attendre ne sont intentionnellement pas soumis à révision.

Mme Herman s'est réjouie de la déclaration de révision du titre II visant à insérer des dispositions permettant de proclamer et de garantir de façon plus précise, dans notre Constitution, les droits et libertés prévus par la Convention européenne des droits de l'homme.

La formule finalement choisie par la commission du Sénat me paraît beaucoup plus heureuse que celle initialement proposée par le gouvernement qui s'était contenté de suggérer l'adjonction d'un article 7bis relatif à la protection de la vie familiale et privée, car elle permettra d'apporter,

au titre II, les corrections nécessaires à cet effet. Cette déclaration de révision n'est donc pas limitée, mais à mes yeux, en tout cas, elle ne pourrait conduire à apporter des limites aux libertés et droits existant actuellement en vertu du titre II de la Constitution.

Mme Herman a rappelé également que le seul vote intervenu en commission et ayant en quelque sorte modifié les intentions initiales du gouvernement un peu contre son gré, concerne l'introduction dans le chapitre 3 du titre III de dispositions visant à déterminer les compétences respectives du pouvoir législatif et du pouvoir exécutif. Ces dispositions existent d'ailleurs dans des constitutions étrangères, notamment dans celle de la Cinquième République française.

La commission a refusé cette adjonction, mais j'entends préciser, le gouvernement n'ayant pas l'intention de déposer un amendement à cet égard, que l'article 26, qui est soumis à révision, peut parfaitement être modifié pour y introduire des dispositions de même nature. Rien n'empêche, en effet, le constituant de déterminer, au moment où il précise l'exercice du pouvoir législatif, l'étendue de cet exercice, moyennant bien sûr, la majorité constitutionnelle nécessaire.

Cela ne signifie d'ailleurs pas que le constituant veuille restreindre les compétences du pouvoir législatif, mais il pourrait, en tout cas, préciser ce qui doit être garanti par la loi et ne peut faire l'objet de délégations de pouvoir. Doit-il aller plus loin et préciser ce qui peut faire l'objet de délégations de pouvoir? Il a toute liberté, à cet égard, mais je tiens à dire, d'une part, que nous ne réintroduisons pas d'amendement à ce propos et, d'autre part, que nous estimons qu'un même débat peut être ouvert, par le constituant, à l'occasion de la discussion de l'article 26.

M. Hazette est intervenu spécialement à propos de l'article 59bis de la Constitution. Je lui propose de se référer, en ce qui concerne l'esprit qui doit présider à cette révision et les garanties qui doivent l'entourer, aux propos que le Premier ministre a tenus, à cette tribune, lors de la déclaration du gouvernement récemment installé.

A cet égard, et dans l'esprit de la paix scolaire qui règne depuis près de trente ans dans notre pays, il disait: «Le gouvernement propose aux partis signataires du Pacte scolaire de 1958, de s'engager à inscrire dans la Constitution, au cours de la prochaine législature, à l'article 17, les garanties telles que définies dans le Pacte scolaire, et à l'article 107ter, les mécanismes destinés à en assurer le respect, préalablement à la révision de l'article 59bis, paragraphe 2, 2°, de la Constitution, en vue d'une communautarisation de l'enseignement.»

Il précisait ensuite ce qui serait inscrit dans l'article 107ter et concluait: «Le gouvernement invitera les partis signataires du Pacte scolaire de 1958 à prendre cet engagement, avant le vote, dans une Chambre, du projet de déclaration de révision de l'article 59bis, paragraphe 2, 2°, de la Constitution.»

A ma connaissance, le Premier ministre a invité les signataires originaires du Pacte scolaire à se prononcer sur l'esprit de ces garanties et de cet engagement.

Je crois pouvoir affirmer que les contacts qui ont eu lieu à cette occasion, et qui ont encore connu des développements tout récents, sont particulièrement encourageants et que le gouvernement estime, à cet égard, qu'en votant la déclaration de révision de l'article 59bis, un préjugé favorable existe, en ce sens que les groupes politiques s'accordent mutuellement sur la nécessité de garantir la paix scolaire.

Il est bien entendu, monsieur Hazette, que la déclaration de révision de l'article 59bis ne préjuge pas si l'article 59bis doit être révisé, de façon isolée, par le constituant ou s'il devra l'être simultanément avec d'autres dispositions de la Constitution, voire dans la même foulée. Le constituant est libre de décider à quel moment et avec quels autres articles, il révisé telle ou telle disposition.

Enfin, en ce qui concerne l'article 131 et en réponse à monsieur Van In, je dirai que le constituant a toujours été prudent au sujet des garanties concernant la déclaration de révision. Nous avons touché à la Charte fondamentale à plusieurs reprises au cours de ces dernières années. Ce travail, toujours difficile, exige beaucoup de précautions. Il faut, certes, tenir compte de l'évolution, mais aussi de la nécessité de conserver un certain nombre d'acquis et d'imposer les temps de réflexion voulus avant les déclarations de révision indispensables.

De heer Van In. — Twintig jaar!

Ann. parl. Sénat — Session ordinaire 1987-1988
Parlem. Hand. Senaat — Gewone zitting 1987-1988

M. Gol, Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles. — C'est pourquoi le gouvernement n'a pas cru devoir proposer à révision l'article 131.

Monsieur le Président, après les débats auxquels j'ai assisté en commission du Sénat et de la Chambre et, aujourd'hui, dans cette assemblée, je me réjouis de l'importance que les parlementaires accordent à cette matière essentielle qu'est la réforme de l'Etat. Comme l'a dit tout à l'heure Mme Herman, ce ne sera sans doute pas, comme l'aurait voulu le constituant de 1831, l'enjeu essentiel et même unique de l'épreuve électorale à laquelle chacun de nous sera confronté le 13 décembre. Mais personne dans ce pays ne peut sous-estimer l'importance de la réforme de nos institutions qui doit permettre que le pays s'occupe aussi, et en même temps, des autres problèmes auxquels il doit faire face. C'est pourquoi, je le répète, je me réjouis de l'importance que le Parlement accorde à cette déclaration de révision.

En soumettant à révision des articles déterminés de la Constitution, les hommes politiques veulent permettre au constituant de bâtir avec précision les institutions futures en modifiant, de manière tout aussi précise, lesdits articles. C'est un travail ingrat et souvent mal compris de l'opinion publique, mais que nos institutions parlementaires assurent beaucoup mieux qu'on ne le croit à l'extérieur.

Je le dis en toute sérénité: il est bien plus facile de tenir, sur la réforme de l'Etat, des propos généraux et «convenables» en n'apportant aucune solution à aucun conflit, en ne tranchant aucune controverse et en ne prenant en compte aucun des intérêts contradictoires!

J'ai été frappé, ces derniers jours, de la façon dont on a présenté un ouvrage dont le principal «mérite» est de n'apporter aucune réponse aux vraies difficultés de la réforme de l'Etat et dont le principal argument de vente est d'être rédigé par des personnes qui n'auront aucune responsabilité en cette matière. Cela rend d'autant plus méritoire l'effort que le Parlement consent pour réformer vraiment nos institutions. (*Applaudissements sur les bancs de la majorité.*)

De Voorzitter. — Daar niemand meer het woord vraagt, is de beraadslaging gesloten.

Plus personne ne demandant la parole, la discussion est close.

Wij bespreken nu de ontwerpen en de voorstellen die werden ingediend, artikel per artikel, de numerieke volgorde respecterend en de respectieve amendementen.

Je signale que des amendements, signés par moins de trois membres, ont été présentés à différents projets de déclaration.

Ik deel u mee dat amendementen ondertekend door minder dan drie leden, zijn ingediend op verschillende ontwerpen van verklaring.

Puis-je considérer que ces amendements sont appuyés?

Mag ik aannemen dat deze amendementen gesteund worden? (*Talrijke leden staan op.*)

Aangezien deze amendementen reglementair gesteund worden, maken ze deel uit van de bespreking.

Ces amendements étant régulièrement appuyés, il feront partie du débat.

Ik stel voor, de stemming over de ontwerpen en voorstellen van verklaring tot herziening van de Grondwet en de stemming over de amendementen aan te houden tot na de beraadslaging.

Je vous propose de réserver jusqu'à la fin de la discussion le vote sur les projets et propositions de déclaration de révision de la Constitution et le vote sur les amendements. (*Assentiment.*)

Il en est ainsi décidé.

Dan is hiertoe besloten.

Het eerste ontwerp van verklaring betreft de herziening van artikel 1 van de Grondwet.

Le premier projet de déclaration concerne la révision de l'article premier de la Constitution:

«Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 1^{er} de la Constitution.»

«De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 1 van de Grondwet.»

M. Lallemand et consorts proposent l'amendement que voici :

« Modifier comme suit la disposition relative à l'article premier :

« Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 1^{er}, alinéa premier, de la Constitution. »

« De bepaling met betrekking tot artikel 1 te wijzigen als volgt :

« De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 1, eerste lid, van de Grondwet. »

La parole est à M. Lallemand.

M. Lallemand. — Monsieur le Président, nous avons eu le sentiment d'une méprise lors du vote en commission et nous estimons qu'il n'y a pas pleine clarté à ce sujet dans le rapport. C'est pourquoi nous redéposons notre amendement afin de bien définir la portée de notre intention dans la demande de révision de cet article.

M. Dehousse a demandé tout à l'heure à M. Henrion, qui présidait l'assemblée, de pouvoir faire une déclaration lors de l'examen de l'article premier.

M. le Président. — La parole est à M. Dehousse.

M. Dehousse. — Monsieur le Président, avant d'en venir au texte précis de l'article 1^{er}, je voudrais, en partie à titre personnel, formuler un certain nombre de considérations qui dépassent cet article mais qui justifient notre préoccupation.

Le caractère personnel de cette déclaration s'explique par le fait que les événements m'ont donné l'occasion de participer, de façon différente mais régulière, aux travaux parlementaires de 1970, de 1980 et à la discussion d'aujourd'hui. J'y ai d'ailleurs peu de mérite, sinon celui de l'âge, mais il est permis de dire que l'âge donne de l'expérience. En tout cas, Hemingway déclarait : « Les hommes en vieillissant ne deviennent pas sages ; ils deviennent prudents. » Et peut-être, en effet, faut-il l'être davantage à propos de cette révision-ci qu'à propos des précédentes.

Comment ne pas être frappé en effet — comme Mme Herman l'a souligné tout à l'heure — par la différence de méthode qui prévaut dans l'organisation des travaux parlementaires ? Comment ne pas relever l'évolution non seulement des méthodes, mais aussi de l'essence même et de la fonction du Parlement ? Comment ne pas mesurer la décadence du Parlement pendant les quinze années écoulées ? Comment ne pas voir, dans le caractère extraordinairement succinct du projet de déclaration déposé par le gouvernement, le témoignage d'une suffisance, voire d'un mépris affiché par l'exécutif à l'endroit du législatif ?

Cette précipitation soudaine et curieuse, qui ressemble furieusement à de l'impréparation, a conduit à discuter, dans les circonstances que l'on sait, de la mise en révision d'un nombre considérable d'articles de la Constitution. A cet égard, le gouvernement me semble porter une lourde responsabilité, notamment suite aux encommissionnements successifs des problèmes que nous traitons aujourd'hui, problèmes que nous invitions le futur Parlement à régler. Le rôle des diverses commissions créées se réduit au néant dans le rapport, excellent d'ailleurs, que M. Weckx et Mme Delruelle ont déposé : pas un mot ne figure quant à leurs travaux ; pas un mot non plus des déclarations présidant ou non à la formation d'un gouvernement, pour la bonne raison qu'il n'y avait rien à rapporter.

Il y a, me semble-t-il, un contraste entre la préoccupation exprimée très légitimement par chacun, notamment par M. Lallemand et par Mme Herman, et cette atmosphère d'où la méfiance n'est pas absente. Ce climat curieux prouve-t-il le caractère quasiment inéluctable de la révision ? L'avenir nous dira si celle-ci se fera rapidement ou non, mais de toute façon, je fais volontiers le pari que nous nous retrouverons tôt ou tard face aux mêmes problèmes.

Tout à l'heure, M. Lepaffe a qualifié d'importante l'intervention de M. De Bondt, et je souscris à cette affirmation, mais j'ai aussi écouté avec intérêt l'intervention de notre collègue M. Henrion, notamment lorsqu'il s'interroge sur la nature de l'Etat, même si je crois, comme lui du reste, que l'appellation de « modèle innommé » ne fait rien d'autre que de nommer l'innommable et ne résout pas la difficulté.

Il faut, à cet égard, prendre un certain recul et en revenir à la théorie française, à la théorie générale de l'Etat. A partir du moment où l'on accepte un postulat de cette théorie, à savoir qu'il y a, d'une part, des

Etats unitaires et, d'autre part, des Etats qui ne le sont pas, il est clair que, depuis 1970, la Belgique n'est plus un Etat unitaire mais un Etat d'un type particulier qui répond, vaille que vaille, à notre attente même s'il n'est pas parfait, et dont le caractère n'est, en vérité, pas tellement plus particulier que le fédéralisme de bien d'autres Etats.

Chacun, sauf peut-être les Belges, croit son fédéralisme classique, et transposable ; dans la réalité des faits, le droit comparé montre qu'il n'en est rien.

A cet égard, il me paraît que le mot clé reste celui de M. Gaston Eyskens en février 1970 : « L'Etat unitaire est dépassé par les faits. » Tout le reste a découlé de là, découle de là et, de toute évidence, la discussion d'aujourd'hui l'a montré, découlera encore de là. De quelle manière ? C'est une autre affaire qui concerne le constituant lui-même et non le préconstituant.

J'ai été très heureux aussi d'entendre M. Henrion déclarer qu'il faut tirer du concept fédéral tout ce qu'il permet d'en tirer. C'est bien mon avis, mais c'est une des raisons pour lesquelles, me semble-t-il, si on ne veut pas vivre un jour une crise autrement difficile que celle-ci, il faudra songer à ne pas trop tarder à procéder à la réforme de l'Etat. Sinon, précisément en tirant du concept fédéral tout ce qu'il permet, on en viendra à aborder la révision de l'Etat, non plus à partir de l'Etat central lui-même mais à partir de ses différentes composantes. Dans un fédéralisme classique, c'est ainsi que les choses se passent. La construction est parfois plus ardue, mais elle donne souvent des résultats plus clairs sur le plan juridique.

A travers tout ce qui a été dit, et c'est ma troisième remarque, on n'a pas suffisamment mis en évidence le maintien des lignes essentielles de la réforme de l'Etat — d'autres orateurs l'ont constaté avant moi, et le ministre vient, du reste, de le confirmer —, notamment le maintien des trois Régions, de leur autonomie ainsi que de celle des Communautés. A cet égard, je souligne l'importance du maintien de l'article 26bis, qui demeure à mes yeux un des articles garants de la souveraineté des composantes de l'Etat. Sur ce point, je m'écarte radicalement de la thèse défendue par les orateurs du FDF, encore que je souscrive tout à fait à ce que M. Lepaffe a dit tout à l'heure sur les problèmes posés par la mise en révision totale de l'article 59bis. Mais ceci est, à mon avis, un autre problème dont nous parlerons lorsque nous discuterons de cet article.

Il n'en reste pas moins qu'en plus du maintien des lignes essentielles, on voit apparaître des nouveautés importantes. Je n'en relèverai que deux.

La première, c'est que des menaces graves sont formulées à l'encontre du Parlement. Elles apparaissent aujourd'hui pour la première fois dans une longue suite de déclarations de révision de la Constitution.

Quand je parle de menaces sur le Parlement, je ne vise pas les modifications en matière d'organisation. Nous n'avons que trop attendu la réforme du Sénat dont on discute depuis quinze ans et il est évident que nous ne la ressentons pas comme une menace.

Qu'il me soit toutefois permis de dire que la révision de la Constitution, si elle doit s'accomplir normalement, doit faire en sorte que les différentes institutions-clés de l'Etat central soient représentatives des Régions et des Communautés. C'est vrai pour le Sénat, c'est vrai également pour la Cour constitutionnelle.

En ce qui concerne plus particulièrement le Sénat, je suis moins intéressé par l'idée d'un Sénat paritaire que par celle d'un Sénat véritablement représentatif des Régions et des Communautés, c'est-à-dire faisant appel, pour la prise de ses décisions, à des règles de majorité spéciale ou de majorité qualifiée.

Par menaces à l'encontre du Parlement, j'entends des menaces formulées à l'encontre de son fonctionnement et de son rôle. Le ministre de la Réforme des Institutions vient d'en parler il y a un instant. Ces menaces me paraissent caractéristiques d'une équipe gouvernementale abonnée aux pouvoirs spéciaux et qui veut les banaliser pour mieux domestiquer le Parlement.

A cet égard, loin d'être partisan de l'utilisation de l'article 26 telle que le ministre vient de la décrire, je considère, au contraire, que la déclaration du ministre elle-même est tout à fait représentative d'un état d'esprit hostile au Parlement. En effet, nous savons très bien — le ministre lui-même le rappelle — que la révision de la Constitution est normalement l'œuvre conjointe de la Chambre, du Sénat et du gouvernement. Le ministre n'ignore pas que la commission de révision du Sénat s'est opposée aux nouvelles méthodes qu'il préconise mais, loin de prendre ce refus en considération, il décide de contourner la difficulté et de

procéder d'une autre manière. C'est un triste état d'esprit. On n'est pas très regardant sur le choix des moyens, en tout cas sur les bancs du gouvernement!

Autre menace, mais à certains égards seulement: l'instauration du référendum. A l'instar du philosophe Esopé, je dirai que le référendum me paraît à la fois la meilleure et la pire des choses. La meilleure parce qu'il rapproche le citoyen du pouvoir et de la décision; la pire, parce que, de même que la roche Tarpéienne est proche du Capitole — les «barbares» l'ont appris, monsieur le ministre —, de même le référendum est proche du plébiscite et l'on est quelquefois à deux doigts de faire dire au peuple bien autre chose que ce qu'il souhaite exprimer.

M. Gol, Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles. — Monsieur Dehousse, voilà plus de vingt ans que je vous entends tenir de tels propos; ils ne deviennent pas plus malins avec le temps.

M. Dehousse. — Tout le monde ne peut pas changer d'avis tout le temps. Nous ne nous sommes pas opposés en commission à l'introduction du référendum, mais cela ne nous empêche pas de relever une étrange dualité dans les déclarations du gouvernement. Ainsi vous venez, monsieur le Vice-Premier ministre, de déclarer à cette tribune que le référendum ne peut pas permettre la remise en cause de la réforme de l'Etat car l'article 131 n'est pas ouvert à révision. Je souscris à cette affirmation, mais en soulignant qu'elle s'inscrit à l'opposé de ce que le Premier ministre a déclaré voici quinze jours, lors d'une émission télévisée importante. Parlant à l'ensemble des citoyens, il a, au contraire, dépeint la réforme de l'Etat comme étant le lieu d'impact normal et presque souhaitable du référendum. Quand, du reste, des journalistes lui ont demandé si un référendum au sujet du nucléaire était possible, il a répondu aussitôt qu'il ne pouvait en être question.

Monsieur le ministre, je suis prêt en ce qui me concerne à affronter un référendum dans beaucoup de domaines, par exemple sur l'avortement, sujet qui mériterait à coup sûr une consultation de la population. S'il se dégageait sur ce point une convergence, ce dont je ne doute pas, j'en serais ravi. Cependant, le référendum, comme le Sénat, comme la Cour constitutionnelle, comme l'ensemble des institutions, devra respecter lui aussi les traits fédéraux de l'Etat, c'est-à-dire la représentativité des Régions et des Communautés. Des exemples historiques évidents incitent du reste à ce qu'il en soit bien ainsi.

Dans ma conclusion je désirerais revenir au discours de M. De Bondt.

M. le Président. — Veuillez conclure, monsieur Dehousse.

M. Dehousse. — J'en viens précisément à ma conclusion, monsieur le Président.

Comme M. De Bondt, je vois dans la révision, la possibilité d'une action constructive. M. De Bondt souhaite que cette action conduise à l'autonomie de la Communauté flamande. En ce qui me concerne, je la crois nécessaire pour permettre à la Wallonie de s'inscrire dans une Europe qui se construit, et j'en dirai de même pour Bruxelles.

Enfin, en ce qui concerne l'article 1^{er}, alinéa 1, repris en page 4 du document numéro 639, je rappelle que M. Lallemand et notre groupe ont demandé qu'il soit modifié afin de mettre en évidence le caractère fédéral de la Belgique, Etat composé de Régions et de Communautés. C'est le thème de toute mon intervention. Mais il ne s'ensuit pas, bien au contraire, que tout l'article 1^{er} doive être mis en révision.

J'aimerais dès lors que notre amendement soit retenu, car, dans l'article 1^{er}, figure également un alinéa 3, qui permet, depuis 1970, la solution du problème des Fourons. Nous ne souhaitons absolument pas que cet alinéa soit mis en révision compte tenu des efforts qui ont été consentis dans cette assemblée notamment — je pense plus particulièrement au rôle de M. Servais, à l'époque président du PSC — pour qu'une solution soit trouvée. Cette solution n'a jamais été appliquée jusqu'à présent. Mais c'est une raison supplémentaire pour en maintenir la possibilité et non pour l'écarter. (*Applaudissements sur certains bancs socialistes et sur ceux du FDF.*)

M. le Président. — Plus personne ne demandant la parole, nous passons au point suivant.

De heer Wyninckx stelt voor te verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 2 van de Grondwet.

M. Wyninckx propose de déclarer qu'il y a lieu à révision de l'article 2 de la Constitution.

De heer Wyninckx stelt eveneens voor te verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 3 van de Grondwet.

M. Wyninckx propose également de déclarer qu'il y a lieu à révision de l'article 3 de la Constitution.

Daar niemand het woord vraagt, gaan wij over tot het volgende punt.

M. Lallemand et consorts proposent de déclarer qu'il y a lieu à révision de l'article 3bis de la Constitution.

De heer Lallemand c.s. stellen voor te verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 3bis van de Grondwet.

Quelqu'un demande-t-il la parole? Personne ne demandant la parole, nous passons au point suivant:

«Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision du titre I^{er} de la Constitution en vue d'insérer un article 3quater relatif aux Régions telles que définies à l'article 107quater.»

«De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van titel I van de Grondwet om een artikel 3quater in te voegen betreffende de Gewesten zoals deze bepaald zijn in artikel 107quater.»

La parole est à M. Moureaux.

M. Moureaux. — Monsieur le Président, je voudrais rappeler brièvement dans quel esprit le groupe PS voterait l'insertion d'un article 3quater. Pour ce faire, je me réfère aux travaux préparatoires de la première révision qui a envisagé cet article.

Dans le rapport de notre ancien chef de groupe, M. Pierson, du 5 novembre 1978, on lisait ceci: «Dans la déclaration, il est suggéré d'introduire un article 3quater en vue d'insérer dans la Constitution l'existence des Régions. Un membre se pose la question de savoir si l'utilisation du terme «Région» ne va pas prêter à confusion, puisque l'article 3bis dit que la Belgique comprend quatre régions linguistiques et que l'article 3quater dirait que la Belgique comprend trois Régions. Ne faudrait-il pas préciser que les Régions visées à l'article 3quater sont celles qui sont définies à l'article 107quater, c'est-à-dire la Région wallonne, la Région flamande et la Région bruxelloise? Un autre commissaire se demande s'il ne serait pas préférable d'insérer l'article 107quater dans le texte de l'article 3quater. Votre commission, poursuit le rapporteur, préfère cependant la première formule et propose donc — c'est le texte que le gouvernement a repris à cette occasion-ci — que soit inséré un nouvel article 3quater en vue d'introduire dans la Constitution l'existence des Régions telles que définies à l'article 107quater.»

Comme cela a encore été souligné dans les discussions en commission cette année, il est clair que si des modifications sont apportées à la géographie de l'organisation de la Constitution, c'est sans modification du contenu de l'article 107quater. Ce n'est pas parce qu'on reprendrait partie de celui-ci à l'article 3quater, qu'on pourrait modifier le contenu de l'article 107quater.

Il est donc bien clair que dans l'esprit du groupe PS, l'article 107quater ne peut être soumis à révision ni directement, ni indirectement. (*Applaudissements sur les bancs socialistes et sur ceux du FDF.*)

M. le Président. — La parole est à M. Lagasse.

M. Lagasse. — Monsieur le Président, j'estime, pour ma part, qu'il convient de compléter l'intervention importante que vient de faire M. Moureaux par référence au débat qui a eu lieu au sein de la commission en début de semaine au sujet de l'article 3quater. En effet, un échange de vues, par moments assez confus, a eu lieu; le rapport ne reprend pas — il ne peut tout reprendre — une déclaration très claire que le ministre Dehaene a faite, en réponse à une question précise et claire elle aussi et qu'il n'est pas inutile de rappeler ici.

On a vu ces derniers temps certains chroniqueurs de la presse flamande prétendre qu'à la faveur d'un article 3^{quater} (nouveau) relatif aux Régions définies à l'article 107^{quater}, il devait être possible de revenir sur la situation de la Région bruxelloise, cette troisième Région qui est reconnue formellement par cet article 107^{quater}, au même titre et sur le même plan que les deux autres Régions. Cette thèse peut paraître invraisemblable, mais c'est ce qui a été soutenu par certains!

Aussi, nous avons interrogé, en commission, le gouvernement de la façon la plus directe, sur le point de savoir si l'insertion d'un article 3^{quater} « relatif aux Régions telles que définies dans l'article 107^{quater} », pourrait modifier directement ou indirectement l'objet, ou la portée, ou les conséquences pratiques des règles inscrites à l'article 107^{quater}.

A cette question précise, le ministre Dehaene a répondu par la négative. Nous devons ici, en présence du ministre, prendre acte de cette réponse, faite sans ambages, ni réserves: c'est en raison de cette déclaration que l'insertion d'un article 3^{quater} pourrait être acceptée. (*Applaudissements sur les bancs du FDF et sur certains bancs socialistes.*)

M. le Président. — Plus personne ne demandant la parole, nous abordons le point suivant.

MM. Lallemand et consorts, d'une part, ainsi que **M. Wyninckx**, d'autre part, proposent de déclarer qu'il y a lieu à révision de l'article 4 de la Constitution.

De heer Lallemand c.s. evenals de heer Wyninckx stellen voor te verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 4 van de Grondwet.

La parole est à **M. Lallemand**.

M. Lallemand. — Monsieur le Président, j'ai développé tout à l'heure les raisons pour lesquelles nous maintenons notre proposition de déclaration de révision de l'article 4.

Je voudrais cependant préciser mes propos qui ont pu être mal compris.

Il est clair que notre proposition limite l'octroi de droits politiques réciproque. La révision proposée n'a d'autre portée que de faciliter l'intégration européenne.

Je voulais ainsi éliminer quelques erreurs d'interprétation qui paraissent avoir été faites.

M. le Président. — La parole est à **M. Moureaux**.

M. Moureaux. — Monsieur le Président, afin d'éviter toute équivoque, je voudrais répéter en d'autres termes les propos très clairs, mais déformés par la suite, qu'a tenus ce matin notre chef de groupe concernant la proposition du groupe socialiste de soumettre à révision l'article 4 de la Constitution. En effet, cette demande de mise en révision pose un problème qu'il importe de définir clairement.

Pour écarter tout malentendu, je signale que cette proposition, que nous défendons unanimement, ne contredit pas la position de la fédération bruxelloise du Parti socialiste en la matière. Celle-ci, en effet, a clairement fait part de son hostilité, dans le contexte politique actuel, à l'octroi du droit de vote aux immigrés. En fait, la proposition de révision de l'article 4 ne comporte aucun changement par rapport à cette position de principe.

Nous maintenons donc, comme nous l'avons fait dans notre texte, que, selon nous, l'octroi du droit de vote aux immigrés doit être et rester lié à la citoyenneté. Nous estimons précisément pour cette raison, qu'il faut être de bon compte et envisager un lien entre l'octroi du droit de vote et notre espérance, à mon avis, commune, d'assister à la naissance d'une citoyenneté européenne. Le jour où une citoyenneté européenne, totale ou partielle, comme l'a dit le ministre Gol tout à l'heure, serait instaurée, il serait logique, dans le cadre de la réciprocité, que le droit de vote puisse être accordé à un étranger, citoyen d'un Etat de la CEE, pour autant que cet Etat accorde ce droit aux Belges.

Nous avouons ne pas bien comprendre, en fonction de ce que je viens de préciser clairement, l'opposition de certains à la mise en révision de l'article 4. Elle est peut-être due, comme l'a dit le ministre dans sa réponse, à l'existence d'une autre possibilité contenue dans les textes mis en révision consistant notamment en l'introduction d'une disposition relative aux traités internationaux.

Dans ce cas, s'il est vrai que les propositions de mise en révision telles qu'elles sont formulées par le gouvernement donnent — ce qu'a dit **M. Gol** — ouverture à l'octroi de ce droit de vote dans le cadre de traités internationaux, pourquoi ne pas lever la difficulté qui pourrait résulter de l'article 4?

Cette opposition peut aussi s'expliquer par l'existence d'une certaine hypocrisie. Nous craignons d'ailleurs que cette dernière, dans un domaine aussi délicat, ne règne en maître ces jours-ci. En effet, nous avons vu en commission l'ensemble de la majorité, y compris le PSC, voter contre la mise en révision de l'article 4. Par contre, quelques heures plus tard, nous lisons dans *La Libre Belgique* la longue interview d'un jeune candidat PSC reprochant à la fédération bruxelloise du Parti socialiste sa position en matière de droit de vote des immigrés.

L'hypocrisie est encore plus évidente lorsque, après cette déclaration nous fustigeant, un ministre éminent du même parti, **M. Michel**, utilise, dans une interview, le mot « barbares » (*exclamations sur divers bancs*) en parlant des étrangers. Selon la première version, il ne s'agirait que d'une partie des immigrés et, selon la seconde, tous les immigrés seraient concernés.

M. Windels. — Vous êtes historien, je crois? Vous connaissez la signification de *barbaroi*!

M. Moureaux. — J'aurais peut-être été enclin à croire les explications lénifiantes du ministre du gouvernement si je n'avais entendu hier, à la BRT, le texte exact de l'interview enregistrée du ministre Michel.

Dès l'instant où l'on écoute cette interview, on ne peut plus avoir le moindre doute sur le sens des propos qui ont été tenus.

Je dirais même que faisant honneur à sa profession, le journaliste qui interviewait le ministre a attiré son attention sur la gravité des propos qu'il tenait et que c'est en connaissance de cause que le ministre Michel a répété les phrases qui ont été, à juste titre, regrettées.

M. Close. — C'est la montagne qui accouche d'une souris!

M. Moureaux. — Venant de vous, monsieur Close, cette interruption a tout son sel parce que, bien entendu, on sait exactement dans quel horizon vous vous situez dans cette assemblée. Vous l'avez démontré à suffisamment de reprises dans vos interventions. (*Applaudissements sur les bancs socialistes et vives protestations sur les bancs PRL.*)

M. Vandenhoute. — Monsieur Moureaux, ce n'est certainement pas vous qui avez des leçons de patriotisme et de fidélité à ses idéaux à donner à l'honorable membre, le général Close.

M. Moureaux. — On a les amis qu'on mérite et si **M. Michel** n'a, pour le défendre, que le général Close, nous savons exactement ce qu'il faut en penser. (*Nouvelles protestations sur les bancs du PRL.*)

M. le Président. — Monsieur Moureaux, voulez-vous conclure?

M. Moureaux. — Monsieur le Président, je laisse à l'assemblée l'occasion de s'exprimer aussi.

M. le Président. — Quant à moi, je donne à l'assemblée l'occasion de respecter le règlement qui vous accorde cinq minutes de temps de parole.

M. Moureaux. — Je ne l'ai pas dépassé, monsieur le Président.

M. le Président. — Permettez-moi de vous faire remarquer que vous parlez depuis dix minutes, monsieur Moureaux.

M. Moureaux. — Je dirai, en terminant, que cette affaire est très regrettable pour notre pays. Je demande au gouvernement, qui est représenté, de nous dire si les propos du ministre Michel correspondent ou non à sa pensée. (*Violentes protestations sur les bancs du PSC.*) Nous attendons que vous vous exprimiez clairement à ce sujet, messieurs.

J'ose espérer qu'il n'en est rien, mais je dis aussi aux ministres présents que la Belgique n'est, que je sache, pas une sous-préfecture, mais un Etat qui doit se faire respecter dans le monde, qui a une diplomatie, des relations internationales et que pareilles déclarations le déshonorent et lui font perdre son crédit à l'étranger. (*Applaudissements sur les bancs socialistes.*)

Je demande que le gouvernement désavoue clairement les propos qui ont été ainsi tenus. (*Nouveaux applaudissements sur les mêmes bancs.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Pataer, die ik erop wijs dat hij slechts over 5 minuten beschikt voor het verdedigen van dit amendement.

De heer Pataer. — Mijnheer de Voorzitter, in de algemene bespreking heb ik het woord niet genomen.

De Voorzitter. — Mijnheer Pataer, u had op dat ogenblik het woord moeten vragen.

De heer Pataer. — Mijnheer de Voorzitter, ik wil beklemtonen dat ik in de algemene bespreking opzettelijk niet het woord heb gevraagd omdat ik bepaalde artikelen wenste toe te lichten.

Wanneer u mijn spreektijd nu beperkt, voel ik mij benadeeld.

Mevrouw Delruelle-Ghobert. — Verlies dan maar geen tijd, mijnheer Pataer!

De heer Pataer. — Wat artikel 4 betreft, wil de regering niet tot herziening overgaan niettegenstaande de voorstellen van mijn fractie, PS en Agalev-Ecolo.

Gelet op de aanwezigheid van vele duizenden vreemdelingen in ons land, die zich hier al jaren hebben gevestigd en zonder meer deel uitmaken van onze pluriforme en multiculturele samenleving, zou het toch minstens de moeite waard zijn, in alle sereniteit te onderzoeken of er al dan niet aan sommige categorieën van vreemdelingen bepaalde politieke rechten kunnen of moeten worden toegekend.

Door de nukkige weigering van de regering, en in het bijzonder van haar minister van Justitie, te volgen, maakt u, dames en heren van de meerderheid, deze discussie voor de komende jaren onmogelijk, zoniet onvruchtbaar. Ik vraag me af waarom.

Waarom toch die debatangst? Of is het faalangst? Waarom weigert u uzelf of uw opvolgers een technisch middel aan de hand te doen om eventueel, en met een gekwalificeerde meerderheid, in een nieuwe Grondwet bepaalde politieke rechten toe te kennen aan vreemde «landgenoten» en Europese «medeburgers», zoals met betrekking tot het gemeentelijk kiesrecht, reeds gebeurd is in landen als Nederland, Zweden, Noorwegen en Denemarken.

Ik denk dat deze landen toch model kunnen staan voor hun democratische gezindheid en ook voor hun sociale vrede.

De heer Henrion, ondervoorzitter, treedt als voorzitter op

Er zijn hier collega's die volgende week, bij de start van de kiesstrijd, nog vlug-vlug een wetsvoorstel willen laten goedkeuren om een te groot politicus van een te klein arrondissement wat meer kiezers aan te bieden. Dat zijn de prioriteiten waarmee men ons soms pleegt op te zadelen. Dat de niet-verlening van gemeentekiesrecht aan migranten de wet op de gemeenteraadsverkiezingen geheel scheeftrekt, beroert de meerderheid veel minder.

Ik spreek van «scheeftrekking» omdat de gemeentekieswet het aantal gemeenteraadsleden bepaalt volgens het aantal inwoners en niet op basis van het aantal Belgische ingezetenen. Daaruit volgt dat in 1982, alleen al in de Brusselse agglomeratie, 56 gemeenteraadsleden uit alle partijen samen hun zetel aan de niet-kiesgerechtigde vreemdelingen hadden te danken.

Zij die — uit electorale angst — opwerpen dat de mentaliteit in België nog niet rijp is om kiesrecht toe te kennen aan migranten, zouden de resultaten moeten bestuderen van een enquête van de Nederlandse Omroepstichting. Vijf maanden vóór de verkiezingen in Nederland, in november 1985, was 45 pct. van de ondervraagde Nederlanders voor het verlenen van het kiesrecht en op de verkiezingsdag zelf was dat percentage opgelopen tot 65 pct.

Ik vraag de leden van de meerderheid en desnoods ook sommige leden van de oppositie wat ze denken van de «waarschuwing» van de minister van Justitie, in de commissie voor de Hervorming van de Instellingen, dat een herziening van artikel 4 de mogelijkheid opent om politieke rechten toe te kennen aan vreemdelingen afkomstig van buiten de EEG. Waarom moest de minister daarvoor waarschuwen? Ik zal herhalen wat hij hier letterlijk zei: *pour empêcher des idées*. Er is een minister in dit

halfroond die het nodig vindt bepaalde ideeën een halt toe te roepen. Zover zijn we gekomen.

Stel je voor dat we een constituante de rampzalige mogelijkheid zouden bieden om daarover te beraadslagen. Na het Heizeldrama, de *Herald of Free Enterprise*, het stemrecht voor migranten. Drie rampen op twee jaar tijd!

De heer Weckx. — Een beetje eerbied voor de slachtoffers.

De heer Pataer. — Voor de migranten bedoelt u, mijnheer Weckx? Daar ben ik graag toe bereid.

Tijdens de discussie in de commissie werd verwezen naar de bespreking van de grondwetsherziening in 1978 om te stellen dat sommigen toen betwistten dat voor de toekenning van gemeentelijk kiesrecht aan vreemdelingen een grondwetsherziening nodig was. De befaamde constitutionalist Rigaux van de UCL was toen — of is misschien nog — de mening toegedaan dat dit niet hoefde, dat een gewone wet volstond. In een advies van de Raad van State met betrekking tot een wetsvoorstel van de kamerleden Sleeckx en Van Velthoven wordt de stelling van de professor tegengesproken.

Ik wil dit debat hier niet heropenen, maar er gewoon op wijzen dat het bestaan zelf van deze juridische controverses me een bijkomende reden lijkt om dit artikel ernstig te herzien, al was het maar om juist te bepalen wat onder «politieke rechten» dient te worden verstaan en om een einde te maken aan een juridische twistvraag.

Het gaat om meer dan alleen maar het actief en het passief stemrecht. Het gaat ook om het recht om benoemd te worden voor het uitoefenen van een openbaar ambt, gaande van het ophalen van vuilnis tot het ambt van Eerste minister, ... gaande van benoemingen voor het leven tot tijdelijke functies met het statuut van DAC, BTK of TWW.

De heer Van In. — Voor het ambt van burgemeester van Voeren!

De heer Pataer. — Bij het nalezen van de besprekingen rond de grondwetsherziening van 1978 heb ik tot mijn zeer aangename verrassing vastgesteld dat toen wel een lid van de meerderheid, namelijk PSC-

heeft ingediend, dus niet zomaar gesteund, maar ingediend.

Als ik mij niet vergis, behoort mevrouw Rijckmans, jammer genoeg misschien, niet meer tot ons gezelschap. Dat is zeer spijtig, want dan zouden we nu kunnen zeggen dat er nog PSC'ers zijn die vreemdelingen niet gelijkschakelen met barbaren. Nu is er niemand meer van de meerderheid, ook niet uit kringen van de christelijke arbeidersbeweging, die de moed van zijn of haar overtuiging heeft kunnen opbrengen om het voorstel te steunen dat hier is voorgelegd.

De heer Leemans treedt opnieuw als voorzitter op

Ik vernoem hier uitdrukkelijk de christelijke arbeidersbeweging omdat precies het ACV en ACW in 1983, en ook nog nadien, de eis van het stemrecht en de verkiesbaarheid voor migranten duidelijk hebben geponeerd, weliswaar onder bepaalde voorwaarden.

Dat uitgerekend een minister van Sociale Zaken en Institutionele Hervormingen zweeg als vermoord als Vice-Eerste minister Gol zijn brutale waarschuwing in de commissie liet horen, is een van die merkwaardige politieke fenomenen dat wel weer zal te maken hebben met de wetenschap «hoe ver men soms te ver kan gaan», om de gevleugelde woorden van een bekend politicus te citeren.

Niet alleen ACV-eisen maar zelfs CEPES-nota's waarin, als wij bepaalde kranteberichten mogen geloven, de herziening van artikel 4 werd voorgesteld, hebben het blijkbaar moeten afleggen tegen de onwil, mijnheer de minister, van uw collega Vice-Premier en minister van Institutionele Hervormingen.

Wij staan hier mijlen ver van de bewogen oproep van gemeenschapsminister Steyaert op een colloquium in 1981, waar zij heeft gezegd: «Het volle gewicht moet worden gelegd op een beleid van emancipatie en integratie gericht op het positief aanvaarden van de migrantenaanwezigheid als een blijvend gegeven in onze samenleving.» Dit is een andere visie op het beleid dan die welke hier tot uiting komt en die ook blijkt uit een artikel van de financiewet die wij volgende week zullen bespreken waar men de euvelen heeft gehad om de zogenoemde reïntegratiepremie nog te verhogen opdat nog meer migranten ons land zouden verlaten.

Collega's, op dit ogenblik wordt in Limburg betoogd voor het stemrecht van migranten. Als die betogers vanavond op radio en TV moeten horen dat een meerderheid van de Senaat elke discussie over het migrantenstemrecht radicaal afwijst, kan ik mij best voorstellen dat dit stemgedrag als een provocatie zal overkomen. U hebt de keus. (*Applaus op verschillende banken.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan mevrouw De Pauw.

Mevrouw De Pauw-Deveen. — Mijnheer de Voorzitter, ik verwijs naar de uiteenzetting van de heer Seeuws tijdens de algemene bespreking en naar de verantwoording van de heer Wyninckx bij dit amendement.

M. le Président. — MM. Trussart et Gryp proposent de déclarer qu'il y a lieu à révision de l'article 4, alinéa 2, de la Constitution.

De heren Trussart en Gryp stellen voor te verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 4, alinea 2, van de Grondwet.

La parole est à M. Trussart.

M. Trussart. — Monsieur le Président, je me réfère à mon intervention dans laquelle je disais clairement notre opposition au rejet des propositions de révision de l'article 4, qui permettrait d'accorder des droits politiques aux citoyens non belges, originaires non seulement de la CEE, mais également de toute autre région.

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Van In.

De heer Van In. — Mijnheer de Voorzitter, om straks een stemverklaring overbodig te maken, wil ik erop wijzen dat de Volksunie van oordeel is dat de situatie van de vreemdelingen kan worden geregeld via artikel 5 van de Grondwet dat voor herziening vatbaar is verklaard.

M. le Président. — Plus personne ne demandant la parole, nous passons aux points suivants.

«Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 5 de la Constitution.»

«De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 5 van de Grondwet.»

«Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 6, deuxième alinéa, deuxième membre de phrase, de la Constitution.»

«De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 6, tweede lid, tweede zinsdeel, van de Grondwet.»

M. le Président. — Personne ne demandant la parole, nous passons au point suivant.

De heer Wyninckx stelt voor te verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 6bis van de Grondwet.

M. Wyninckx propose de déclarer qu'il y a lieu à révision de l'article 6bis de la Constitution.

Het woord is aan mevrouw De Pauw.

Mevrouw De Pauw-Deveen. — Mijnheer de Voorzitter, ik verwijs naar de verantwoording bij dit amendement.

M. le Président. — M. Lallemand et consorts proposent de déclarer qu'il y a lieu à révision de l'article 6bis de la Constitution.

De heer Lallemand c.s. stelt voor te verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 6bis van de Grondwet.

La parole est à M. Lallemand.

M. Lallemand. — Monsieur le Président, je me réfère à la déclaration faite en commission.

M. le Président. — Plus personne ne demandant la parole, nous passons au point suivant.

MM. Trussart et Gryp proposent de déclarer qu'il y a lieu à révision du titre II de la Constitution, par l'insertion d'un article 6ter (nouveau).

De heren Trussart en Gryp stellen voor te verklaren dat er reden bestaat tot herziening van titel II van de Grondwet, door inlassing van een artikel 6ter (nieuw).

La parole est à M. Trussart.

M. Trussart. — Monsieur le Président, je me réfère également à ma justification.

M. le Président. — M. Lallemand et consorts proposent également de déclarer qu'il y a lieu à révision du titre II par l'insertion d'un article 6ter (nouveau).

De heer Lallemand c.s. stelt eveneens voor te verklaren dat er reden bestaat tot herziening van titel II door inlassing van een artikel 6ter (nieuw).

La parole est à M. Lallemand.

M. Lallemand. — Je me réfère à ma justification écrite, monsieur le Président.

M. le Président. — Plus personne ne demandant la parole, nous passons au point suivant:

«Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision du titre II de la Constitution en vue d'insérer des dispositions nouvelles permettant d'assurer la protection des droits et libertés garantis par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.»

«De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van titel II van de Grondwet om nieuwe bepalingen in te voegen die de bescherming moeten verzekeren van de rechten en vrijheden gewaarborgd door het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden.»

Personne ne demandant la parole, nous abordons le point suivant.

M. Lallemand et consorts proposent de déclarer qu'il y a lieu à révision de l'article 11.

De heer Lallemand c.s. stelt voor te verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 11.

La parole est à M. Lallemand.

M. Lallemand. — Je me réfère à ma justification écrite, monsieur le Président.

De Voorzitter. — Vraagt niemand het woord?

Dan gaan wij over tot het volgende punt.

De heer Pataer en mevrouw Aelvoet stellen voor te verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 16, tweede lid, van de Grondwet, ten einde het kerkelijk huwelijk volledig onafhankelijk te maken van het burgerlijk huwelijk, door het verbod te schrappen dat een kerkelijk huwelijk voorafgaat aan het burgerlijk huwelijk.

M. Pataer et Mme Aelvoet proposent de déclarer qu'il y a lieu à révision de l'article 16, deuxième alinéa, de la Constitution, afin de rendre le mariage religieux totalement indépendant du mariage civil en supprimant l'interdiction de faire précéder le mariage civil du mariage religieux.

Het woord is aan de heer Pataer.

De heer Pataer. — Mijnheer de Voorzitter, ik heb dit voorstel van verklaring tot herziening ongeveer een jaar geleden ingediend samen met collega Aelvoet, in de vaste maar tegelijk naïeve overtuiging dat dit op algemene instemming zou worden onthaald. Ik heb moeten vaststellen dat ik me wellicht niet voor het eerst of voor het laatst heb vergist.

Ons voorstel om het kerngezonde grondwettelijk principe van de scheiding van kerk en staat consequent door te trekken door het kerkelijk huwelijk niet langer verplichtend te laten voorafgaan door het burgerlijk huwelijk, werd allesbehalve op applaus onthaald. Zowel kerkelijke kringen als de georganiseerde vrijzinnigheid reageerden zeer wantrouwig of zelfs negatief.

Ik poog te begrijpen waarom.

Bepaalde conservatief-kerkelijke milieus zijn dit voorstel niet genegen omdat de binding van beide huwelijken een bijkomende waarborg is voor de stabiliteit van het huwelijk, meer bepaald van het kerkelijk huwelijk. Met andere woorden, de kerk bedient zich van de burgerlijke wet om de kerkelijke morele voorschriften beter te doen naleven. We zouden ons kunnen wagen aan een vergelijkend commentaar bij de houding van de kerk ten opzichte van de strafbepalingen met betrekking tot abortus, maar ik zal dat niet doen.

Sta me alleen toe te zeggen dat een kerkgemeenschap die burgerlijke wetten nodig heeft om de eigen leefregels te doen naleven, niet getuigt van veel geloof, hoop en liefde ten opzichte van het bevrijdend karakter van de eigen boodschap.

Bepaalde kringen van vrijzinnigen pleiten voor het behoud van dit artikel omdat ze het aanzien als een verworvenheid en een overwinning van de moderne jacobijnse lekenstaat op het « Ancien Régime ».

De eerste Belgische grondwetgever wou immers definitief duidelijk maken dat het huwelijk, als burgerlijk contract, uitsluitend onderworpen mocht zijn aan de voorschriften van de burgerlijke overheid en hij wou aldus een einde maken aan een ultramontaans prerogatief van de kerkelijke overheid.

Ik heb alle begrip voor de ontstaansgeschiedenis van dit artikel maar ik meen dat de verdedigers ervan zich vergissen als ze oordelen dat de zaak van de vrijzinnigen daarmee wordt gediend.

Het artikel zondigt, hoe dan ook, tegen het principe van de scheiding van kerk en staat. De Staat hoeft zich niet te bemoeien met godsdienstige plechtigheden zolang de openbare orde en de goede zeden er niet door worden bedreigd. Evenzo komt het de kerk niet toe te dicteren wat wetgever of regering te doen valt.

Trouwens, wat betekent een « huwelijksinzegening »?

De rooms-katholieke kerk van 1830 is niet meer die van 1987. Ook in de kerk zijn de woorden van Mao-Tse-Toeng « laat duizend bloemen bloeien » — soms tot ergernis van Rome — werkelijkheid geworden. Niet alle huwelijksinzegeningen gebeuren volgens het kanonieke (wet)boekje.

Ik wil er trouwens aan herinneren dat conform de leer van het concilie van Trente, de bedienaars van het huwelijk de huwenden zelf zijn en niet de priester.

Voorts wil ik eraan herinneren dat er, naast een soort abortustoerisme toch een soort huwelijksstoerisme richting Nederland bestaat, om de simpele reden dat daar een kerkelijk huwelijk los van het burgerlijk huwelijk niet verboden is.

De vrees dat inzegenars van een kerkelijk huwelijk er opnieuw burgerrechtelijke gevolgen zouden willen aan verbinden, is ongegrond gelet op een ander artikel van de Grondwet dat door niemand voor herziening vatbaar wordt verklaard, namelijk artikel 109 waarin staat dat het opmaken van de akten van de burgerlijke stand uitsluitend tot de bevoegdheid van de gemeentelijke overheid behoort.

Samen met professor Hoefnagels, vrijzinnig humanist en hoogleraar burgerlijk recht aan de Erasmus-universiteit van Rotterdam, moet ik erop wijzen dat artikel 16 van de Grondwet volkomen in strijd is met het Europees Verdrag van de rechten van de mens.

Op een colloquium van SEVI, op 17 januari 1987, verklaarde professor Hoefnagels, dat burgers vrij zijn om hun samenwonen aan hogere machten op te dragen en dat hij het heel vreemd vond dat christelijke partijen dit artikel 16 niet willen wijzigen, maar dat het natuurlijk erg leuk zou zijn als filosofisch-pluralistische partijen dit zouden voorstellen.

In de commissie heeft collega Lallemand gevraagd of dit voorstel soms niet is ingegeven door fiscale overwegingen. Mijn antwoord is neen.

Overigens is die opmerking totaal irrelevant nu in de fiscale hervormingsplannen van zowat alle partijen de decumulatie van de inkomens van gehuwden staat ingeschreven.

Ik rond af met de stille, vertwijfelde hoop uit te spreken dat sommige collega's nu wat meer begrip hebben gekregen voor mijn argumenten, zodat mijn voorstel hier meer steun zal krijgen dan in de commissie. Laten we, de bijbelse woorden indachtig, aan God toekennen wat aan God toekomt en aan Caesar, wat aan Caesar toekomt. Laten we vooral, samen, de laatste overblijfselen opruimen van het monsterverbond tussen de liberalen en de katholieken uit de eerste jaren van ons Koninkrijk. (*Applaus op de socialistische banken*).

De Voorzitter. — Dames en heren, vanochtend waren er ongeveer 15 senatoren in de zaal. Nu zijn er veel meer, maar ik heb de indruk dat er op het ogenblik minder wordt geluisterd en dat de woorden van de heer Pataer als een *vox clamantis in deserto* waren.

Plus personne ne demandant la parole, nous passons au point suivant :

« Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 17 de la Constitution à l'exception des mots « l'enseignement est libre; toute mesure préventive est interdite ».

« De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 17 van de Grondwet met uitzondering van de woorden « het onderwijs is vrij; elke preventieve maatregel is verboden ».

Personne ne demandant la parole, nous passons au point suivant.

MM. Lepaffe et Lagasse proposent de déclarer qu'il y a lieu à révision du titre II de la Constitution, en vue d'insérer un article 17bis qui garantisse l'égalité en matière scolaire et organise un recours devant la Cour d'arbitrage pour assurer cette égalité.

De heren Lepaffe en Lagasse stellen voor te verklaren dat er reden is tot herziening van titel II van de Grondwet met het oog op de invoeging van een artikel 17bis waarin de gelijkheid inzake onderwijs wordt gewaarborgd en een regeling wordt ingevoerd voor het instellen van beroep bij het Arbitragehof om die gelijkheid te waarborgen.

La parole est à M. Lagasse.

M. Lagasse. — Monsieur le Président, il y a un instant, notre collègue, M. Dehousse, nous disait que l'âge et l'expérience l'avaient rendu prudent. Vous ne serez donc pas étonné si je deviens très prudent ...! Et je le suis spécialement au sujet de l'article 17 tel qu'il nous est proposé par le gouvernement.

Nul n'ignore, je présume, dans quel contexte cette initiative est prise et la connexité qui existe entre cette proposition et celle relative à l'article 59bis, paragraphe 2, 2°.

Le projet du gouvernement tend à permettre une modification de l'article 17, à l'exception seulement des huit ou neuf premiers mots : cela nous paraît trop vague et, dès lors, dangereux.

Nous savons tous que les Chambres constituantes, dans le cadre des textes que nous allons voter, seront libres d'adopter ce qu'elles voudront. Je ne veux nullement faire de procès d'intention, mais cette façon de procéder permettrait de bouleverser complètement le régime actuel en matière d'enseignement.

Or, l'objectif poursuivi aujourd'hui par tous les partis lorsqu'on parle de modifier l'article 17, en connexion avec l'article 59bis, est d'insérer dans la Constitution, avec toutes les garanties qui s'y attacheront, un texte reprenant les principes du Pacte scolaire. Ces garanties ont été accordées d'abord par un pacte et, ensuite, par une loi, mais une loi ordinaire, qui pourrait être modifiée par une majorité simple.

L'objectif est donc bien circonscrit : constitutionnaliser les principes d'un pacte scolaire.

Dès lors, il nous paraît prudent et sage d'inscrire cet objectif, non pas en offrant la possibilité de modifier un article sans aucune limitation, mais bien en insérant un article nouveau, un article 17bis. En agissant ainsi, en effet, il est possible de délimiter l'objet de la disposition future. (*Applaudissements sur les bancs FDF*).

De heer Van In. — Mijnheer de Voorzitter, wij zullen het woord vragen op het ogenblik van de stemmingen, niet om een uiteenzetting te houden, maar om de regering de aangekondigde verklaring te laten afleggen.

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Pataer.

De heer Pataer. — Mijnheer de Voorzitter, het voorstel van de regering om dit artikel te herzien zal door onze fractie en mezelf worden gesteund, zij het niet helemaal om dezelfde redenen.

De meerderheidspartijen zouden willen dat de toekomstige constituant in artikel 17 het principe inschrijft van «het pluralisme in het onderwijs in het kader van de schoolvrede», met andere woorden de grondwettelijke bekrachtiging van ons verzuild onderwijssysteem. Als die bedoeling in werkelijkheid wordt omgezet, betekent zulks dat voorstanders van ontzuiling, in de richting van één groot net van pluralistische gemeenschapsscholen, opnieuw zullen moeten aandringen op een herziening van de Grondwet. Zover hebben we het dus gebracht.

Ik heb in de commissie de vraag gesteld waarom niet meteen wordt voorgesteld in de Grondwet vast te leggen dat er een vrije keuze van ziekenfonds bestaat en dat er vijf landsbonden zijn. Ik zou zo kunnen doorgaan met de vrije keuze van ziekenhuizen, het grondwettelijk vastleggen van sociaal-culturele koepels enzovoort. Waanzin natuurlijk, maar de eerste tekenen zijn er toch.

Het ziet er, hoe dan ook, naar uit dat het herschrijven van artikel 17 niet van een leien dakje zal lopen.

Het is duidelijk dat vanuit de SP, die men toch zal nodig hebben om een tweede meerderheid te halen, er zal worden op aangedrongen eerst een deugdelijk akkoord te bereiken over de Autonome Raad voor het rijksonderwijs, een akkoord waarbij zou moeten worden voorkomen dat de politieke verzuiling officieel ook in het rijksonderwijs haar intrede doet.

Kan er nog worden gesproken van een net van confessionele scholen en de noodzaak van een grondwettelijke bescherming van het voortbestaan van dit net, want dat is de bedoeling, als we zien hoe menige katholieke school met open armen kinderen ontvangt die totaal ongodsdienstig worden opgevoed en die in schoolverband worden vrijgesteld van het bijwonen van godsdienstige oefeningen?

Iedereen weet dat er in alle netten een feitelijk intern filosofisch pluralisme bestaat, zowel bij de ouders en kinderen als bij de leerkrachten. De latere grondwetgever zou het interne pluralisme moeten erkennen vanuit een cultuur van bewuste gemeenschappelijkheid en verdraagzame confrontatie eerder dan het structureel externe pluralisme waarop nu wordt aangedrongen.

Daarvan uitgaande wil ik stellen dat in artikel 17 eveneens de bescherming van het privé-leven van het personeel van het vrij onderwijs zal moeten worden ingeschreven, want ook dat is een principe dat ooit in het Schoolpact werd opgenomen. De vrijheid van het vrij onderwijs is immers een zeer rekbaar en een zeer relatief begrip.

We zouden aan die ongehuwde zwangere onderwijzeres, die onlangs werd ontslagen in een Gentse katholieke school, eens moeten vragen hoe vrij ze was om te kiezen tussen ofwel tegen haar zin een huwelijk aangaan, ofwel een abortus verrichten of laten verrichten, ofwel aan de deur van haar school te worden gezet.

Neem er ook nota van dat ik, als me de kans wordt gegeven, in het nieuwe artikel 17 zal proberen in te schrijven dat de vrije scholen die leven uit de hand van de gemeenschap, een publiekrechtelijk statuut moeten krijgen, zodat de gemeenschap een serieuze vinger in de pap heeft bij de samenstelling van de inrichtende machten, met onder meer ruimte voor rechtstreekse zeggenschap van ouders en personeelsleden.

Ooit heeft oud-minister De Saeger op een CVP-congres gepleit voor één net van Vlaamse pluralistische gemeenschapsscholen te Brussel. Met Bob Dylan zeg ik — zingen doe ik niet —: *the times they are a changing.* (Applaus op de socialistische banken.)

M. le Président. — Plus personne ne demandant la parole, nous passons aux points suivants.

«Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 18 de la Constitution, en vue d'y ajouter un alinéa permettant d'élargir les garanties de la presse aux autres moyens d'information.»

«De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 18 van de Grondwet, door toevoeging van een lid om de waarborgen van de drukpers uit te breiden tot de andere informatiemiddelen.»

«Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 22 de la Constitution.»

«De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 22 van de Grondwet.»

«Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision du titre II de la Constitution, par l'insertion d'un article 24bis relatif aux droits économiques et sociaux.»

«De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van titel II van de Grondwet, door invoeging van een artikel 24bis betreffende de economische en sociale rechten.»

«Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision du titre II de la Constitution, par l'insertion d'un article 24ter relatif à la publicité et à la motivation des actes de l'administration, et au médiateur.»

«De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van titel II van de Grondwet, door invoeging van een artikel 24ter betreffende de openbaarheid van bestuur, de motivering van de bestuurshandelingen, en de ombudsman.»

M. Lallemand et consorts proposent de déclarer qu'il y a lieu à révision du titre II par l'insertion d'un article 24ter.

De heer Lallemand c.s. stelt voor, te verklaren dat er reden bestaat tot herziening van titel II door invoeging van een artikel 24ter.

La parole est à M. Lallemand.

M. Lallemand. — Monsieur le Président, je me réfère aux justifications qui ont été données.

De Voorzitter. — Daar niemand meer het woord vraagt, gaan wij over tot het volgende punt.

De heer Wyninckx stelt voor te verklaren dat er reden bestaat tot herziening van titel II van de Grondwet, door invoeging van een artikel 24ter (nieuw).

M. Wyninckx propose de déclarer qu'il y a lieu à révision du titre II de la Constitution, par l'insertion d'un article 24ter (nouveau).

Daar niemand het woord vraagt, gaan wij over tot de volgende punten:

«De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 26 van de Grondwet.»

«Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 26 de la Constitution.»

«De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 27 van de Grondwet.»

«Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 27 de la Constitution.»

Het woord is aan de heer Seeuws.

De heer Seeuws. — Mijnheer de Voorzitter, voor de leden die vanochtend afwezig waren, verwijs ik naar mijn toelichting.

De Voorzitter. — Daar niemand meer het woord vraagt, gaan wij over tot de volgende punten.

De heer Wyninckx stelt voor te verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 29 van de Grondwet.

M. Wyninckx propose de déclarer qu'il y a lieu à révision de l'article 29 de la Constitution.

M. Lallemand et consorts proposent également de déclarer qu'il y a lieu à révision de l'article 29.

De heer Lallemand c.s. stelt eveneens voor te verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 29.

Daar niemand het woord vraagt, gaan wij over tot het volgende punt.

De heer Van In stelt voor te verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 31 van de Grondwet.

M. Van In propose de déclarer qu'il y a lieu à révision de l'article 31 de la Constitution.

Het woord is aan de heer Van In.

De heer Van In. — Mijnheer de Voorzitter, ik verwijs naar mijn verantwoording.

De Voorzitter. — Daar niemand meer het woord vraagt, gaan wij over tot het volgende punt.

De heren Trussart en Gryp stellen voor te verklaren dat er reden bestaat tot herziening van titel III van de Grondwet door invoeging van een artikel 31ter (nieuw).

MM. Trussart et Gryp proposent de déclarer qu'il y a lieu à révision du titre III de la Constitution, par l'insertion d'un article 31ter (nouveau).

Het woord is aan de heer Gryp.

De heer Gryp. — Mijnheer de Voorzitter, ik verwijs naar mijn verantwoording.

De Voorzitter. — Daar niemand meer het woord vraagt, gaan wij over tot de volgende punten:

«De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van titel III van de Grondwet om nieuwe bepalingen in te voegen betreffende het referendum.»

«Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision du titre III de la Constitution par l'insertion de dispositions nouvelles relatives au référendum.»

«Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision du titre III de la Constitution par l'insertion d'un article nouveau relatif aux compétences exclusives du pouvoir national.»

«De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van titel III van de Grondwet om een nieuw artikel in te voegen betreffende de exclusieve bevoegdheden van de nationale macht.»

«Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision du titre III de la Constitution par l'insertion d'un article nouveau relatif aux compétences résiduelles et concurrentes.»

«De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van titel III van de Grondwet om een nieuw artikel in te voegen betreffende de residuaire en de concurrerende bevoegdheden.»

«Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision du titre III, chapitre premier, de la Constitution, par l'insertion d'une section relative aux

compétences respectives de la Chambre des représentants et du Sénat ainsi qu'au fonctionnement de ces institutions.»

«De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van titel III, eerste hoofdstuk, van de Grondwet, door invoeging van een afdeling met betrekking tot de respectieve bevoegdheden van de Kamer van volksvertegenwoordigers en de Senaat en de werking van deze instellingen.»

«Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 32 de la Constitution.»

«De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 32 van de Grondwet.»

«Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 36 de la Constitution.»

«De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 36 van de Grondwet.»

Daar niemand het woord vraagt, gaan wij over tot het volgende punt.

De heer Van In stelt voor te verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 38bis van de Grondwet.

M. Van In propose de déclarer qu'il y a lieu à révision de l'article 38bis de la Constitution.

Daar niemand het woord vraagt, gaan wij over tot het volgende punt.

De heren Trussart en Gryp stellen voor te verklaren dat er reden bestaat tot herziening van titel III van de Grondwet, door invoeging van een artikel 40bis (nieuw).

MM. Trussart et Gryp proposent de déclarer qu'il y a lieu à révision du titre III de la Constitution, par l'insertion d'un article 40bis (nouveau).

Het woord is aan de heer Gryp.

De heer Gryp. — Mijnheer de Voorzitter, ik verwijs naar mijn verantwoording.

De Voorzitter. — Daar niemand meer het woord vraagt, gaan wij over tot de volgende punten:

«De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 41 van de Grondwet.»

«Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 41 de la Constitution.»

«Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision du titre III, chapitre premier, de la Constitution, par l'insertion d'un article 41bis relatif à l'adoption des textes de loi après une seconde lecture.»

«De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van titel III, eerste hoofdstuk, van de Grondwet, door invoeging van een artikel 41bis betreffende het aannemen van wetteksten na een tweede lezing.»

«Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 42 de la Constitution.»

«De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 42 van de Grondwet.»

«Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 47, premier alinéa, de la Constitution, en ce qui concerne les mots «domiciliés depuis six mois au moins dans la même commune.»

«De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 47, eerste lid, van de Grondwet, wat betreft de woorden «die sinds ten minste zes maanden hun woonplaats hebben in dezelfde gemeente.»

«Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 48, premier alinéa, de la Constitution.»

«De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 48, eerste lid, van de Grondwet.»

«Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 49 de la Constitution.»

«De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 49 van de Grondwet.»

«Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 50, premier alinéa, 1^o, 3^o et 4^o, de la Constitution.»

«De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 50, eerste lid, 1^o, 3^o en 4^o, van de Grondwet.»

Daar niemand het woord vraagt, gaan wij over tot het volgende punt.

De heer Wyninckx stelt voor te verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 51 van de Grondwet.

M. Wyninckx propose de déclarer qu'il y a lieu à révision de l'article 51 de la Constitution.

Daar niemand het woord vraagt, gaan wij over tot de volgende punten :

«Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 52 de la Constitution.»

«De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 52 van de Grondwet.»

«Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision du titre III, chapitre premier, section première, de la Constitution, en vue d'y ajouter une disposition relative aux députés de droit.»

«De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van titel III, eerste hoofdstuk, eerste afdeling, van de Grondwet, om er een bepaling aan toe te voegen betreffende de volksvertegenwoordigers van rechtswege.»

«Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 53 de la Constitution.»

«De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 53 van de Grondwet.»

«Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 54 de la Constitution.»

«De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 54 van de Grondwet.»

«Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 55 de la Constitution.»

«De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 55 van de Grondwet.»

«Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 56 de la Constitution.»

«De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 56 van de Grondwet.»

«Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 56ter de la Constitution.»

«De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 56ter van de Grondwet.»

«Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 56quater de la Constitution.»

«De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 56quater van de Grondwet.»

«Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 57 de la Constitution.»

«De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 57 van de Grondwet.»

«Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 58 de la Constitution.»

«De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 58 van de Grondwet.»

«Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 59 de la Constitution.»

«De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 59 van de Grondwet.»

«Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 59bis de la Constitution.»

«De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 59bis van de Grondwet.»

La parole est à M. Desmarests.

M. Desmarests. — Monsieur le Président, je ne suis pas intervenu ce matin dans la discussion parce que, dans l'ensemble, je suis d'accord sur les propositions formulées à l'issue des travaux de commission, en particulier quand les articles soumis à révision protègent les droits individuels, instaurent le référendum ou une limite à la taxation fiscale, par exemple.

Je voudrais dire ici clairement pourquoi, seul peut-être dans cette assemblée, je m'oppose à la révision de l'article 59bis. Je voterai contre, non pas que les garanties à inscrire à l'article 17 me paraissent insuffisantes, mais parce que pour ma part, je pense que ceci est de nature à rassurer ceux qui craignent — comme l'a dit un jour le président de mon parti — plus de pouvoir pour les Flamands et plus d'argent pour les socialistes en Wallonie. Mais faisons taire ces polémiques. Ceci est valable pour autant, bien entendu, que contrairement à certains accords antérieurs, il ne s'agisse pas d'un chiffon de papier de plus.

Cela étant dit, je voudrais intervenir sur deux points. En ce qui concerne le premier, je n'ai pas été convaincu quand, en réponse à une intervention de M. Lepaffe, si je ne m'abuse, M. Gol a donné les raisons pour lesquelles on ouvrirait à révision tout l'article 59bis.

Je comprends bien les raisons de ceux qui souhaitent que l'article 59bis soit soumis à révision pour permettre la communautarisation de l'enseignement. Mais je me demande pourquoi il fallait ouvrir à révision tout le 59bis. Il suffisait, me semble-t-il, pour atteindre cet objectif, d'ouvrir à révision le paragraphe 2 de cet article de la Constitution. En ouvrant à révision tout le 59bis, et plus particulièrement les paragraphes 3 et surtout 4, nous risquons de mettre indirectement en péril les facilités reconnues aux Flamands dans les communes à facilités situées en Région wallonne et aux francophones dans les communes à facilités situées en Région flamande et plus singulièrement autour de Bruxelles. Il importe d'y être particulièrement attentifs.

Il n'était pas nécessaire d'ouvrir à révision ces paragraphes-là pour communautariser l'enseignement.

Nous menons au pas de charge une déclaration de révision de la Constitution dont notre assemblée a la primeur, une fois n'est pas

coutume. Et cependant, comme vous l'avez remarqué, monsieur le Président, nous étions seulement une quinzaine ce matin et en tout cas jamais trente.

J'invite l'assemblée à une large réflexion avant de mettre en péril un équilibre antérieur — le système des communes à facilités pour les uns et les autres — qui risquerait par ce biais d'être rediscuté.

Je sais qu'il appartient au constituant de décider sur le fond; je sais aussi que la majorité des deux tiers sera requise pour modifier les paragraphes 3 et 4. Mais je m'interroge tout de même, monsieur le ministre, sur l'opportunité d'ouvrir à révision la totalité de l'article; ne suffisait-il pas d'ouvrir à révision le paragraphe 2 pour atteindre un objectif que, du reste, je ne partage pas? Il n'est pas trop tard pour réfléchir sur ce point important. Je voudrais entendre le ministre — que dis-je? tout le gouvernement — sur cette question.

Pourquoi suis-je fondamentalement opposé à la révision de l'article 59bis? Ce n'est pas par cléricisme. Je ne suis pas cléric et ne l'ai jamais été. Ce n'est pas non plus en raison d'un manque de confiance à l'égard de l'accord intervenu entre les partis; je crois à la bonne foi de chacun. D'ailleurs, l'expérience française a démontré qu'on ne pouvait plus remettre en cause certains droits fondamentaux de l'enseignement libre. Nous assisterions à de violentes réactions de l'opinion publique, comme ce fut le cas en 1955. Aucun parti ne résisterait à un tel mouvement.

Je serai peut-être seul tout à l'heure — mais cela m'est égal — à m'opposer à la communautarisation de l'enseignement, car elle constitue un pas fondamental, à mon sens irréversible, dans la voie du fédéralisme à deux.

Trois cents milliards seraient transférés du national au communautaire, soit 16,5 p.c. du budget de l'Etat. D'autres matières suivront dans la foulée. Je pense notamment à la politique scientifique parce que j'ai été responsable de ce secteur en tant que ministre. Je vous conjure de ne pas intervenir dans ce domaine car nous souffrons déjà de notre petite taille. C'est au niveau européen qu'il faut agir. En communautarisant, vous sacrifieriez des milliards et des chercheurs, ce qui n'aurait pas de sens.

Je pourrais vous citer bien d'autres exemples. On fusionnera évidemment Région et Communauté; et certes, on peut débattre de cette question. Mais croyez-moi: une fois que cette percée aura été opérée, il ne sera plus possible de revenir en arrière. Il s'agira d'une fuite en avant.

Que dire de Bruxelles dans un système de fédéralisme à deux? C'est évidemment le *rijksgebied*. Mais je ne veux pas trop insister sur le problème bruxellois car vous penseriez que je réagis en tant que Bruxellois. Mon opposition vient de ce que je ne conçois pas un fédéralisme à deux. Un historien pourrait-il me contredire? Existe-il un exemple, dans l'histoire du monde, d'un pays unitaire — même si certains n'aiment pas le mot — qui se soit confédéralisé à deux et qui n'ait pas « éclaté » après quelques dizaines d'années, voire quelques années seulement?

Je ne crois pas au discours de ceux qui affirment être pour le maintien des fonctions essentielles d'un Etat national, telles que la défense, la politique étrangère, l'unité économique et monétaire et la sécurité sociale. Comment allez-vous maintenir un système de sécurité sociale unique si vous ne menez pas une politique économique unique et une politique financière unique? Que dire du problème de la répartition de la dette?

Bien que je ne me fasse aucune illusion sur les votes qui interviendront, je voudrais néanmoins faire passer un message. Je prends date aujourd'hui: créer un fédéralisme à deux, c'est institutionnaliser les oppositions sur la base de deux sous-nationalismes linguistiques.

M. de Wasseige. — Et maintenant?

M. Desmarests. — Mais vous voulez aggraver la situation, c'est ce que je vous reproche.

J'ai voté, en tant que Vice-Premier ministre, les lois de 1980 mais je suis sûr, après l'expérience que nous avons vécue, que cette voie est suicidaire. Un fédéralisme sur de telles bases n'existe nulle part et n'a jamais existé. La citation *fortissimae sunt Belgae* n'est pas indiquée dans ce cas. Il ne faut pas se croire plus forts que les autres! Il y a un exemple: la Tchécoslovaquie. Mais la pérennité du système tchécoslovaque n'est assurée que par les tanks russes.

Vous allez permettre la création de deux Etats basés sur un nationalisme d'ordre linguistique, de deux entités antagonistes qui, tel deux béliers, ne cesseront de s'opposer.

En 1980, comme lors de chaque réforme, on nous avait annoncé la pacification. Cette pacification, je n'en ai vu nulle trace. Je constate, au contraire, qu'à force de réformer, les deux communautés s'opposent de plus en plus.

On sourit des idées du groupe Coudenberg, composé de Flamands, de Wallons, d'industriels mais aussi de syndicalistes, de personnes de tous les milieux et pas seulement, comme l'a affirmé un journal flamand, de membres d'un seul parti.

Je vous demande de bien réfléchir avant d'ouvrir cette voie. Je ne suis pas partisan du retour à « l'unitarisme de papa » et je ne l'ai jamais été: on a toujours mal compris mon propos et ma campagne. Je suis partisan d'un vrai fédéralisme à plusieurs qui offre plus de fluidité et où les oppositions ne sont pas systématiques dès l'abord. Je prône un vrai fédéralisme comme celui institué aux Etats-Unis, en Suisse, en Allemagne ou en Autriche, car celui-là est viable, permet aux différentes entités de vivre ensemble. Ici, on organise les oppositions, on organise la destruction de l'Etat belge et on fait le malheur de dix millions d'habitants.

Réfléchissez donc bien, ne commettez pas cette erreur historique! Il n'existe dans l'histoire aucun exemple d'un tel système qui ait survécu.

Je le répète à nouveau: je serai peut-être le seul, tout à l'heure, à voter contre l'article 59bis mais cela m'est égal. En effet, l'histoire a besoin, à certains moments, d'hommes qui osent affirmer, seuls, qu'elle leur donnera, hélas, raison. Croyez bien que je n'aime pas jouer les Cassandre. Et vous savez fort bien — toute ma carrière l'a montré — que je suis un homme ouvert aux compromis.

Je comprends très bien les évolutions que vivent certaines régions du pays et j'ai toujours montré beaucoup de compréhension à l'égard du nationalisme flamand qui devait reconquérir certaines positions, à la suite de l'attitude inqualifiable de certains francophones, au cours des siècles précédents.

Je sais qu'un discours ne change jamais un vote, mais je vous mets en garde car je crains, hélas, que l'avenir ne me donne un jour raison. (*Applaudissements sur divers bancs.*)

M. le Président. — M. Lallemand et consorts proposent l'amendement que voici:

« Modifier comme suit la disposition relative à l'article 59bis:

« Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 59bis, § 2, § 2bis, § 4, premier alinéa, § 4bis et § 8. »

« De bepaling met betrekking tot artikel 59bis te wijzigen als volgt:

« De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 59bis, § 2, § 2bis, § 4, eerste lid, § 4bis en § 8. »

La parole est à M. Lallemand.

M. Lallemand. — Je serai très bref, monsieur le Président. L'amendement que nous proposons vise à limiter les possibilités de révision de l'article 59bis aux paragraphes 2, 2bis, 4, alinéa 1^{er}, 4bis et 8. Il s'agit donc d'une disposition restrictive. Les garanties accordées par l'article 59bis, voté en 1980, justifient la limitation stricte de la révision aux paragraphes que j'ai indiqués.

M. le Président. — MM. Lepaffe et Lagasse proposent les amendements que voici:

« Remplacer par ce qui suit la disposition relative à l'article 59bis:

« Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision:

— De l'article 59bis, § 2, 2^o, pour abroger les exceptions au principe de la communautarisation de l'enseignement et pour étendre ce principe aux relations internationales;

— De l'article 59bis, § 2, de la Constitution en vue d'y insérer un 4^o relatif à la communautarisation de la coopération au développement;

— De l'article 59bis de la Constitution en vue d'y insérer un § 9, relatif aux deux commissions bruxelloises de la culture. »

« De bepaling met betrekking tot artikel 59bis te vervangen als volgt:

« De Kamers verklaren dat er redenen zijn tot herziening:

— Van artikel 59bis, § 2, 2^o, van de Grondwet om de uitzonderingen op het beginsel van de communautarisering van het onderwijs af te

schaffen en om dit beginsel uit te breiden tot de internationale betrekkingen;

— *Van artikel 59bis, § 2, van de Grondwet met het oog op de toevoeging van een 4^e betreffende de communautarisering van de ontwikkelingssamenwerking;*

— *Van artikel 59bis van de Grondwet met het oog op de toevoeging van een § 9 betreffende de twee Brusselse commissies voor de cultuur.»*

La parole est à M. Lagasse.

M. Lagasse. — Monsieur le Président, la première partie de l'intervention de M. Desmaretz a, je suppose, retenu l'attention de notre assemblée autant que la seconde; en tout cas, elle va me permettre d'être beaucoup plus bref pour la justification de nos amendements.

En effet, je crois que M. Desmaretz — chacun sait que nos avis diffèrent sur de très nombreux points — a eu raison d'insister sur le caractère dangereux et, pour tout dire, inacceptable d'une disposition tendant à mettre en révision la totalité de l'article 59bis.

Avez-vous relu récemment cet article? Je vous rappelle qu'il est le plus long de la Constitution et que par son contenu il en vaut bien dix autres.

Soit dit par parenthèse: dans la justification de mon amendement, j'ai fait mention des huit paragraphes de l'article 59bis, c'est une erreur, en réalité il y en a dix, car depuis la première rédaction de l'article, on a ajouté deux paragraphes «bis»!

Il s'agit donc, en fait, de l'équivalent de dix articles, et non pas des plus simples, qui seraient ainsi «ouverts à tous les vents»!

En demandant une révision de l'article 59bis, nul n'a l'intention, aujourd'hui, de bouleverser ce qui a été construit par le biais des deux révisions constitutionnelles précédentes. L'intention réelle, affirmée en tout cas dans tous les partis, consiste essentiellement à permettre la communautarisation complète de l'enseignement. Un large accord paraît se dessiner à ce sujet, puisque des garanties sont envisagées par le biais de l'article 17, dont on a parlé tout à l'heure. Il n'en reste pas moins que le texte tel que le gouvernement le présente permettrait d'aller beaucoup plus loin.

A ce sujet, M. Gol nous a donné tout à l'heure une réponse qui ne m'a absolument pas convaincu. En fait, il a essayé de nous rassurer en faisant valoir que, pour les lois prises en application de l'article 59bis de la Constitution, on prévoit les majorités surqualifiées: non seulement les deux tiers, mais encore la majorité dans chaque communauté.

C'est répondre à côté de la question.

Tout d'abord, ce n'est pas exact pour toutes les applications de l'article 59bis — cela ne concerne que quelques paragraphes; par exemple pour le 4^e, le 5^e, le 6^e, le 7^e, le 8^e, la majorité spéciale, «surqualifiée», n'est pas requise —, mais surtout, en suivant le projet, la préconstituante permettrait aux Chambres élues demain de modifier n'importe quel paragraphe de l'article 59bis, avec le quorum et la majorité des deux tiers; la garantie que représente la majorité dans chacun des groupes linguistiques n'interviendrait pas à ce stade.

Ou bien M. Gol ne nous a pas compris ou bien il a cru possible de nous bernier.

Le système proposé par le gouvernement est dangereux et il ne répond pas à ce qui est l'intention de quiconque aujourd'hui. Il est de nature à permettre demain, et pendant les quatre années que pourront durer éventuellement la législature prochaine, de retoucher n'importe lequel des paragraphes et des alinéas de l'article 59bis.

M. Desmaretz a cité un exemple montrant combien cela pouvait être dangereux. Je pourrais en évoquer d'autres.

Moi aussi, je fais appel à cette assemblée et je lui dis: réfléchissez à deux fois. Pour l'objectif recherché, il est suffisant de prévoir la révision du paragraphe 2, 2^e, de l'article 59bis; c'est là, et uniquement là, qu'il est question de l'enseignement.

J'en viens aux autres parties de nos amendements.

Nous souhaitons voir ajouter un 4^e pour permettre la communautarisation de la coopération au développement. On en a peu parlé, puisque notre travail est conduit au pas de charge et tambour battant. Cependant cette idée avait obtenu un large soutien lors de débats antérieurs.

En outre, nous demandons, dans nos amendements, de prévoir la possibilité d'ajouter un paragraphe qui permettrait de rattacher les commissions française et néerlandaise de la Culture de Bruxelles aux

deux Conseils de communauté. Cela nous paraît indispensable puisque, à l'heure actuelle, on s'en rend compte, les agglomérations et fédérations de communes ne sont plus justifiées. C'est du reste pour cette raison que, de tous côtés, on a demandé leur suppression et la révision des articles 108bis et 108ter.

Monsieur le Président, je vous demanderai un vote distinct sur chacun des amendements que je viens de défendre. (*Applaudissements sur les bancs du FDF et sur certains bancs socialistes.*)

M. le Président. — Plus personne ne demandant la parole, nous passons aux points suivants:

«Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 59ter de la Constitution.»

«De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 59ter van de Grondwet.»

«Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision du titre III de la Constitution en vue d'insérer des dispositions nouvelles relatives aux Conseils de communauté et régionaux.»

«De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van titel III van de Grondwet om nieuwe bepalingen in te voegen betreffende de Gemeenschaps- en de Gewestraden.»

«Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 60 de la Constitution.»

«De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 60 van de Grondwet.»

«Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 61 de la Constitution.»

«De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 61 van de Grondwet.»

Daar niemand het woord vraagt, gaan wij over tot het volgende punt.

De heer Van In stelt voor te verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 65 van de Grondwet.

M. Van In propose de déclarer qu'il y a lieu à révision de l'article 65 de la Constitution.

Het woord is aan de heer Van In.

De heer Van In. — Mijnheer de Voorzitter, ik verwijs naar mijn verantwoording.

M. le Président. — Plus personne ne demandant la parole, nous passons au point suivant.

M. Lallemand et consorts proposent de déclarer qu'il y a lieu à révision de l'article 66, deuxième et troisième alinéas, de la Constitution.

De heer Lallemand c.s. stelt voor te verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 66, tweede en derde lid, van de Grondwet.

Personne ne demandant la parole, nous passons aux points suivants:

«Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 68 de la Constitution.»

«De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 68 van de Grondwet.»

«Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 70, premier alinéa, de la Constitution, pour ce qui concerne les mots «le deuxième mardi d'octobre.»

«De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 70, eerste lid van de Grondwet, wat betreft de woorden «de tweede dinsdag van oktober.»

«Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 71 de la Constitution.»

«De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 71 van de Grondwet.»

Personne ne demandant la parole, nous passons au point suivant:

M. Lallemand et consorts proposent de déclarer qu'il y a lieu à révision de l'article 73 de la Constitution.

De heer Lallemand c.s. stelt voor te verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 73 van de Grondwet.

Personne ne demandant la parole, nous passons au point suivant.

«Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 86 de la Constitution.»

«De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 86 van de Grondwet.»

Daar niemand het woord vraagt, gaan wij over tot het volgende punt.

De heer Van In stelt voor te verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 86bis van de Grondwet.

M. Van In propose de déclarer qu'il y a lieu à révision de l'article 86bis de la Constitution.

Het woord is aan de heer Van In.

De heer Van In. — Mijnheer de Voorzitter, ik verwijs naar mijn verantwoording.

De Voorzitter. — Daar niemand meer het woord vraagt, gaan wij over tot de volgende punten:

«De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 88 van de Grondwet.»

«Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 88 de la Constitution.»

«Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 90 de la Constitution.»

«De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 90 van de Grondwet.»

«Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 91 de la Constitution.»

«De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 91 van de Grondwet.»

Personne ne demandant la parole, nous passons au point suivant:

M. Lallemand et consorts proposent de déclarer qu'il y a lieu à révision de l'article 91bis, alinéa 4, de la Constitution.

De heer Lallemand c.s. stelt voor te verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 91bis, vierde lid, van de Grondwet.

Personne ne demandant la parole, nous passons au point suivant.

«Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision du titre III de la Constitution en vue d'insérer des dispositions nouvelles relatives aux exécutifs communautaires et régionaux.»

«De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van titel III van de Grondwet om nieuwe bepalingen in te voegen betreffende de gemeenschaps- en de gewestexecutieven.»

Daar niemand het woord vraagt, gaan wij over tot het volgende punt.

De heer Van In stelt voor te verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 94 van de Grondwet.

M. Van In propose de déclarer qu'il y a lieu à révision de l'article 94 de la Constitution.

Het woord is aan de heer Van In.

De heer Van In. — Mijnheer de Voorzitter, ik verwijs naar mijn verantwoording.

De Voorzitter. — Daar niemand meer het woord vraagt, gaan wij over tot de volgende punten:

«De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 95, tweede lid, van de Grondwet, met uitzondering van de woorden «dit hof treedt niet in de beoordeling van de zaken zelf.»

«Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 95, deuxième alinéa, de la Constitution, à l'exception des mots «cette cour ne connaît pas du fond des affaires.»

«Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 96, deuxième alinéa, de la Constitution.»

«De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 96, tweede lid, van de Grondwet.»

«Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 98 de la Constitution, en vue d'y ajouter un alinéa élargissant la garantie du jury aux autres moyens d'information.»

«De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 98 van de Grondwet, om er een lid aan toe te voegen dat de waarborg van de jury uitbreidt tot de andere informatiemiddelen.»

«Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 99, deuxième, troisième et quatrième alinéas, de la Constitution.»

«De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 99, tweede, derde en vierde lid, van de Grondwet.»

Daar niemand het woord vraagt, gaan wij over tot de volgende punten.

De heer Van In stelt volgend amendement voor:

«Bepaling met betrekking tot artikel 99: de woorden «tweede, derde en vierde lid» te doen vervallen.»

«Disposition relative à l'article 99: supprimer les mots «alinéas 1, 2, 3 et 4.»

De heer Van In stelt voor te verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 101 van de Grondwet.

M. Van In propose de déclarer qu'il y a lieu à révision de l'article 101 de la Constitution.

Het woord is aan de heer Van In.

De heer Van In. — Mijnheer de Voorzitter, ik verwijs naar mijn verantwoording.

De Voorzitter. — Daar niemand meer het woord vraagt, gaan wij over tot het volgende punt:

« Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 104 de la Constitution, en vue d'abroger la disposition transitoire. »

« De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 104 van de Grondwet, om de overgangsbepaling op te heffen. »

M. Lallemand et consorts proposent l'amendement que voici :

« Disposition relative à l'article 104: supprimer les mots « en vue de supprimer la disposition transitoire. »

« Bepaling met betrekking tot artikel 104: de woorden « om de overgangsbepaling op te heffen » te doen vervallen. »

Personne ne demandant la parole, nous passons aux points suivants :

« Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 107 de la Constitution. »

« De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 107 van de Grondwet. »

« Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision du chapitre III du titre III de la Constitution, en vue d'y ajouter un article 107bis relatif au rapport entre les normes du droit interne et celles du droit international et supranational. »

« De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van hoofdstuk III van titel III van de Grondwet, om er een artikel 107bis aan toe te voegen betreffende de verhouding tussen de normen van het interne recht en de normen van het internationaal en supranationaal recht. »

« Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision du titre III de la Constitution en vue d'y insérer un chapitre nouveau relatif aux juridictions administratives et au Conseil d'Etat. »

« De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van titel III van de Grondwet om een nieuw hoofdstuk in te voegen betreffende de administratieve rechtscolleges en de Raad van State. »

« Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision du chapitre IIIbis du titre III de la Constitution en vue d'y insérer des dispositions relatives à la prévention et au règlement des conflits d'intérêts. »

« De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van hoofdstuk IIIbis van titel III van de Grondwet om er bepalingen aan toe te voegen betreffende de voorkoming en de beslechting van belangenconflicten. »

« Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 107ter de la Constitution. »

« De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 107ter van de Grondwet. »

Daar niemand het woord vraagt, gaan wij over tot het volgende punt.

De heer Wyninckx stelt voor te verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 107quater van de Grondwet.

M. Wyninckx propose de déclarer qu'il y a lieu à révision de l'article 107quater de la Constitution.

De heer Van In stelt eveneens voor te verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 107quater van de Grondwet.

M. Van In propose également de déclarer qu'il y a lieu à révision de l'article 107quater de la Constitution.

Het woord is aan de heer Van In.

De heer Van In. — Mijnheer de Voorzitter, in de tekst die uit het politiek akkoord tussen de regeringspartijen voortspruit, wordt artikel 107quater, de tekst die de gewestelijke bevoegdheden moet regelen, niet voor herziening vatbaar verklaard.

Het is evident dat, zoals reeds bij de algemene bespreking werd gezegd, het « vergeten » van een bepaald artikel een hypotheek kan leggen op de goede werking van de constituanten.

Het is mogelijk dat, al dan niet ingevolge de pathetische oproep van bepaalde leden van deze vergadering, een volgende meerderheid de moeilijkheden opnieuw voor zich uitschuift of bepaalde problemen in de diepvries opbergt. Zo worden de moeilijkheden alleen vergroot omdat de afstand tussen het werkelijke en het wettelijke land blijft bestaan.

Het zijn niet de Vlaams-nationalisten die de communautaire hypotheek op alle belangrijke dossiers in het land hebben gelegd. Wij stellen het alleen maar vast, zoals een goede notaris bepaalde zaken constateert. Wij hebben vastgesteld dat in dit land alles bevroren lijkt, dat er geen wezenlijke beslissingen meer kunnen worden genomen omdat alles bevroren is in de communautaire tegenstellingen, en vooral omdat een bepaalde minderheid in ons land altijd maar meer naar zich wil toehalen omdat men niet wil uitgaan van een fatsoenlijk federaal bestel.

De herziening van het artikel 107quater is hoogstnodig, is onontbeerlijk, voor het samenleven van wat wij met ongelukkige bewoordingen gemeenschappen en gewesten hebben genoemd.

Wanneer wij in het land van twee volksgemeenschappen uitgaan, is het evident dat de wettelijke benadering van deze volksgemeenschappen bijna identiek moet zijn en dat er alleen overlapping kan gebeuren op die terreinen waar het niet anders kan. Dit houdt ook in dat in het hoofdstedelijk gebied, beperkt tot de huidige negentien gemeenten, paritair beheer tussen de beide gemeenschappen moet mogelijk zijn op basis van een andere bevoegdheidsregeling, dan op het eigen territorium van de gemeenschappen.

Wanneer deze afbakening niet gebeurt en de paritaire beheersregeling in de hoofdstad Brussel niet wordt georganiseerd, zal men in lengte van jaren de huidige moeilijkheden meeslepen en de toekomst van onze mensen verder hypothekeren.

Mijnheer de Voorzitter, de eerste burger van ons land, ik stel u de volgende vraag.

Wanneer wij de volgende legislatuur tot constituanten maken, in wiens belang is het dan? In het belang van een Kamer of van een Senaat, van een of andere regeringsmeerderheid, of in het belang van alle ingezetenen in ons land, van elke man, van elke vrouw?

Dames en heren, u die een andere mening, die ik respecteer, bent toegeedaan, het zijn niet de Vlaams-nationalisten die ten grondslag liggen aan de onoverkomelijke impasse waarin wij ons bevinden. Maar wij willen niet medeplichtig zijn voor het in stand houden van deze impasse. Wij willen de hypotheek lichten. Wij willen in een Vlaams perspectief, in een Europees perspectief nieuwe kansen creëren.

Laten wij moedig zijn, laten wij denken aan de mensen die het nodig hebben, laten wij alle prullaria die wij sedert meer dan 150 jaar meeslepen, opzij schuiven en denken aan wat belangrijk is: de toekomst van de mensen in ons land. (Applaus op de banken van de Volksunie.)

De Voorzitter. — Het woord is aan mevrouw De Pauw.

Mevrouw De Pauw-Deveen. — Mijnheer de Voorzitter, vanmorgen heeft de heer Seeuws uiteengezet waarom wij vinden dat artikel 107quater van de Grondwet voor herziening vatbaar moet worden verklaard. Ik wil daar een en ander aan toevoegen.

In artikel 107quater staat niet dat Brussel hetzelfde statuut moet hebben als de andere twee gewesten. Toch wordt dit artikel door een aantal Franstaligen aldus geïnterpreteerd. Nochtans is het ondenkbaar dat Brussel een statuut à part entière zou hebben; dat kan immers alleen in het nadeel van Brussel uitvallen.

Indien Brussel wordt behandeld als de andere twee gewesten wordt het sterk benadeeld. De criteria voor de verdeelsleutel voor de gewesten vallen immers zeer ongunstig uit voor Brussel, omdat de oppervlakte van het Gewest een van de criteria is. Wallonië heeft daar wel baat bij,

maar de solidariteit *Wallonie-Bruxelles* is ver te zoeken. Wallonië zal immers nooit aanvaarden dat het criterium oppervlakte zou wegvallen.

Er zijn essentiële verschillen tussen Brussel en de twee grote gewesten.

Ten eerste, is Brussel een stedelijk gebied met praktisch geen primaire sector, op een paar koeien na in de buurt van de basiliek van Koekelberg.

Ten tweede, heeft Brussel zijn eigen specifieke problemen op financieel vlak, wat de bevolking betreft — ik denk aan de veroudering van de Brusselse bevolking en aan het aantal buitenlanders, probleem dat de andere gewesten in veel mindere mate kennen; ook de verkrotting van de woningen is een van die specifieke problemen.

Ten derde heeft Brussel zeer belangrijke eigen taken: Brussel is de hoofdstad van België, van Vlaanderen, van de Franse Gemeenschap, van Europa; Brussel is een economisch centrum op nationaal en internationaal vlak; Brussel is een dienstcentrum, zeer belangrijk voor de tertiaire sector; Brussel is een financieel centrum, kijk maar naar het groot aantal banken; Brussel is zelfs industrieel belangrijk, de spits technologieën zijn er geïnstalleerd; Brussel is tenslotte een centrum voor onderwijs en cultuur.

Daaruit moet worden besloten dat juist die specificiteit van Brussel een eigen statuut vergt, in het eigen belang van de hoofdstad.

Als Brusselaar ben ik ten eerste bekommerd om de toekomst van ons aller hoofdstad. Brussel verder als gewest behandelen, betekent immers de ondergang. Daarom moet artikel 107*quater* voor wijziging vatbaar worden verklaard. Dat betekent niet dat Brussel minderwaardig zou worden. Een aantal gewestelijke bevoegdheden kunnen worden behouden, de sociale huisvesting bijvoorbeeld, maar de nare gevolgen van een gewestelijk statuut moeten worden uitgeschakeld. Dat kan alleen door een wijziging van artikel 107*quater*. (*Applaus op de socialistische banken.*)

M. le Président. — Plus personne ne demandant la parole, nous passons au point suivant:

«Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 108, 6^o du deuxième alinéa, troisième et quatrième alinéas, de la Constitution.»

«De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 108, 6^o van het tweede lid, derde en vierde lid, van de Grondwet.»

De heer Van In stelt volgend amendement voor:

«Bepaling met betrekking tot artikel 108: de woorden «6^o, tweede lid, derde en vierde lid» te doen vervallen.»

«Disposition relative à l'article 108: supprimer les mots «6^o du deuxième alinéa, troisième et quatrième alinéas.»

Daar niemand het woord vraagt, gaan wij over tot de volgende punten:

«Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 108^{bis} de la Constitution.»

«De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 108^{bis} van de Grondwet.»

«Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 108^{ter} de la Constitution.»

«De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 108^{ter} van de Grondwet.»

«Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 110, § 4, de la Constitution.»

«De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 110, § 4, van de Grondwet.»

M. Lallemand et consorts proposent l'amendement que voici:

«Disposition relative à l'article 110: supprimer les mots «§ 4.»

«Bepaling met betrekking tot artikel 110: de woorden «§ 4» te doen vervallen.»

De heer Van In stelt eveneens volgend amendement voor:

«Bepaling met betrekking tot artikel 110: de woorden «§ 4» te doen vervallen.»

«Disposition relative à l'article 110: supprimer les mots «§ 4.»

Daar niemand het woord vraagt, gaan wij over tot het volgende punt.

«Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 112, deuxième alinéa, de la Constitution.»

«De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 112, tweede lid, van de Grondwet.»

De heer Van In stelt volgend amendement voor:

«Bepaling met betrekking tot artikel 112: de woorden «tweede lid» te doen vervallen.»

«Disposition relative à l'article 112: supprimer les mots «alinéa 2.»

Daar niemand het woord vraagt, gaan wij over tot de volgende punten:

«Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 113 de la Constitution.»

«De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 113 van de Grondwet.»

«Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 114 de la Constitution.»

«De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 114 van de Grondwet.»

«Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 115 de la Constitution.»

«De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 115 van de Grondwet.»

«Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision du titre IV de la Constitution en vue d'y insérer un article 115^{bis} relatif à la détermination d'un maximum absolu de la pression fiscale et parafiscale.»

«De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van titel IV van de Grondwet om er een artikel 115^{bis} in te voegen betreffende de vaststelling van een absoluut maximum van fiscale en parafiscale druk.»

«Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 116 de la Constitution.»

De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 116 van de Grondwet.»

«Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 117 de la Constitution en y ajoutant un deuxième alinéa élargissant éventuellement aux conseillers laïques les dispositions de l'alinéa premier.»

«De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 117 van de Grondwet door toevoeging van een tweede lid dat eventueel de in het eerste lid opgenomen voorzieningen uitbreidt tot de lekenconsulenten.»

Daar niemand het woord vraagt, gaan wij over tot het volgende punt.

De heer Wyninckx stelt voor te verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 120 van de Grondwet.

M. Wyninckx propose de déclarer qu'il y a lieu à révision de l'article 120 de la Constitution.

Daar niemand het woord vraagt, gaan wij over tot het volgende punt.

De heren Trussart en Gryp stellen voor te verklaren dat er reden bestaat tot herziening van titel V van de Grondwet, door invoeging van een artikel 122 (nieuw).

MM. Trussart et Gryp proposent de déclarer qu'il y a lieu à révision du titre V de la Constitution, par l'insertion d'un article 122 (nouveau).

Daar niemand het woord vraagt, gaan wij over tot de volgende punten:

« Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 127 de la Constitution. »

« De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 127 van de Grondwet. »

« Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 129 de la Constitution. »

« De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 129 van de Grondwet. »

Daar niemand het woord vraagt, gaan wij over tot het volgende punt.

De heer Wyninckx stelt voor te verklaren dat er reden bestaat tot herziening van titel VI van de Grondwet, door invoeging van een artikel 130bis (nieuw).

M. Wyninckx propose de déclarer qu'il y a lieu à révision du titre VI de la Constitution, par l'insertion d'un article 130bis (nouveau).

Het woord is aan mevrouw De Pauw.

Mevrouw De Pauw-Deveen. — Mijnheer de Voorzitter, de heer Wyninckx trekt dit voorstel in.

De Voorzitter. — Aangezien dit voorstel tot herziening is ingetrokken, gaan wij over tot het volgende punt.

De heer Wyninckx stelt voor te verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 131 van de Grondwet.

M. Wyninckx propose de déclarer qu'il y a lieu à révision de l'article 131 de la Constitution.

De heren Trussart en Gryp stellen eveneens voor te verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 131 van de Grondwet.

MM. Trussart et Gryp proposent également de déclarer qu'il y a lieu à révision de l'article 131 de la Constitution.

De même, M. Lallemand et consorts proposent de déclarer qu'il y a lieu à révision de l'article 131 de la Constitution.

Ook de heer Lallemand c.s. stelt voor te verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 131 van de Grondwet.

De heer Van In stelt eveneens voor te verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 131 van de Grondwet.

M. Van In propose aussi de déclarer qu'il y a lieu à révision de l'article 131 de la Constitution.

Daar niemand het woord vraagt, gaan wij over tot de volgende punten:

« Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 132 de la Constitution en vue de l'abroger. »

« De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 132 van de Grondwet om het op te heffen. »

« Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 134 de la Constitution. »

« De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 134 van de Grondwet. »

« Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 135 de la Constitution en vue de l'abroger. »

« De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 135 van de Grondwet om het op te heffen. »

« Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 137 de la Constitution en vue de l'abroger. »

« De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 137 van de Grondwet om het op te heffen. »

« Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 140 de la Constitution. »

« De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 140 van de Grondwet. »

« Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision du titre VIII de la Constitution en vue de le compléter par insertion d'une disposition finale permettant aux Chambres constituantes d'adapter la numérotation des articles de la Constitution ainsi que les subdivisions de celle-ci en titres, chapitres et sections, et de modifier la terminologie des dispositions non soumises à révision pour les mettre en concordance avec la terminologie des nouvelles dispositions. »

« De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van titel VIII van de Grondwet om deze aan te vullen door invoeging van een slotbepaling die aan de grondwetgevende Kamers toestaat de nummering van de artikelen van de Grondwet evenals de onderverdeling in titels, hoofdstukken en afdelingen aan te passen, en de terminologie van de niet aan herziening onderworpen bepalingen te wijzigen om deze in overeenstemming te brengen met de terminologie van de nieuwe bepalingen. »

Dames en heren, zoals afgesproken, gaan wij nu over tot de aangehouden stemmingen.

Comme nous en étions convenus, nous allons procéder maintenant aux votes réservés.

Ik weet hoe verstrooid men kan zijn als men op een zaterdagavond moet stemmen. Sta mij toe even toe te lichten wat met de fractievoorzitters is overeengekomen.

We zullen bij zitten en opstaan stemmen over de ontwerpen van verklaring tot herziening van de artikelen van de Grondwet, waarvan de lijst door de commissie aan de openbare vergadering is voorgelegd en waarbij geen amendementen werden ingediend. Over de voorstellen en de artikelen, waarbij amendementen werden ingediend, gaan wij over tot naamstemming.

Nous passons au vote sur l'amendement de M. Lallemand et consorts au projet de déclaration de révision de l'article premier.

Wij stemmen over het amendement van de heer Lallemand c.s. bij het ontwerp van verklaring tot herziening van artikel 1.

— Il est procédé au vote nominatif.

Er wordt tot naamstemming overgegaan.

152 membres sont présents.

152 leden zijn aanwezig.

106 votent non.

106 stemmen neen.

46 votent oui.

46 stemmen ja.

En conséquence, l'amendement n'est pas adopté.
Derhalve is het amendement niet aangenomen.

Ont voté non :

Hebben neen gestemd :

Mme Aelvoet, MM. Aerts, Anciaux, Anthuenis, Antoine, Aubecq, Bascour, Bens, Bock, Boël, J. A. Bosmans, J. H. Bosmans, Mme Buyse, MM. Cardoen, Cerexhe, Chabert, Claeys, Clerdent, Close, Conrotte, Cooreman, Dalem, De Bondt, De Clercq, Decléty, de Clippele, De Cooman, Dehaene, De Kerpel, Deleecq, Mmes Delruelle-Ghobert, Demeulenaere-Dewilde, MM. Demuyter, Deneir, Deprez, Descamps, Desmarests, Mme D'Hondt-Van Opdenbosch, MM. Didden, Doumont, Evers, Falise, Flagothier, Friederichs, A. Geens, G. Geens, Gijs, J. Gillet, Mme L. Gillet, MM. Glibert, Gryp, Hansenne, Hatry, Hazette, Henrion, Mme Herman-Michielsens, MM. Kelchtermans, Langendries, Laverge, Lenfant, Lutgen, Mme Mayence-Goossens, MM. Meyntjens, Nicolas, Noerens, Ottenbourg, Mme Panneels-Van Baelen, MM. Pataer, Pede, Peetermans, Pouillet, Remacle, Saulmont, Smeers, Mme Smitt, M. Sondag, Mme Staels-Dompas, MM. Swaelen, Trussart, Mme Tyberghien-Vandenbussche, MM. Vaes, Van Daele, Vandekerckhove, Van den Broeck, Vandenhaute, Vandenhove, Mme Van den Poel-Welkenhuysen, MM. Vanderborcht, Vandermarliere, Van Der Niepen, Vandersmissen, J. Van Eetvelt, V. Van Eetvelt, Van Grembergen, Vanhaverbeke, Van houtte, Van In, Vanlerberghe, Van Nevel, Vannieuwenhuyze, Van Ooteghem, Mme Van Puymbroeck, MM. Van Rompaey, Vervaet, Waltniel, Weckx, Willemsens, Windels, Wintgens et Leemans.

Ont voté oui :

Hebben ja gestemd :

MM. Adriaenssens, Basecq, Belot, Borremans, Collignon, Content, De Bremaeker, Dehousse, Mme De Pauw-Deveen, MM. De Smeyter, de Wasseige, Deworme, De Wulf, Donnay, Dufour, Egemeers, Eicher, Gevenois, Grosjean, Guillaume, Hofman, Holsbeke, Hotyat, Knuts, Lagasse, Lallemand, Leclercq, Lepaffe, Mme Lieten-Croes, MM. Minet, Mommerency, Moureaux, Mouton, Paque, Pataer, Péciaux, Poulain, Mme Rifflet-Knauer, MM. Schellens, Seeuws, Taminiaux, Toussaint, Mme Truffaut, MM. Van Der Niepen, Vanlerberghe et Verschuere.

M. le Président. — Nous passons au vote sur le projet de déclaration de révision de l'article premier de la Constitution.

Wij stemmen over het ontwerp van verklaring tot herziening van artikel 1 van de Grondwet.

— Il est procédé au vote nominatif.

Er wordt tot naamstemming overgegaan.

153 membres sont présents.

153 leden zijn aanwezig.

123 votent oui.

123 stemmen ja.

28 votent non.

28 stemmen neen.

2 s'abstiennent.

2 onthouden zich.

En conséquence, le projet de déclaration est adopté.

Derhalve is het ontwerp van verklaring aangenomen.

Il sera transmis à la Chambre des représentants.

Het zal aan de Kamer van volksvertegenwoordigers worden overgezonden.

Ont voté oui :

Hebben ja gestemd :

M. Andriaenssens, Mme Aelvoet, MM. Aerts, Anciaux, Anthuenis, Antoine, Aubecq, Bascour, Bens, Bock, Boël, J. A. Bosmans, J. H. Bosmans, Mme Buyse, MM. Cardoen, Cerexhe, Chabert, Claeys, Clerdent, Close, Conrotte, Content, Cooreman, Dalem, De Baere, De Bondt, De Bremaeker, De Clercq, Decléty, de Clippele, De Cooman, Dehaene, De Kerpel, Deleecq, Mme Demeulenaere-Dewilde, MM. Demuyter,

Deneir, Mme De Pauw-Deveen, MM. Deprez, De Seranno, Desmarests, De Smeyter, De Wulf, Mme D'Hondt-Van Opdenbosch, MM. Didden, Doumont, Egemeers, Evers, Falise, Flagothier, Friederichs, A. Geens, G. Geens, Gijs, J. Gillet, Mme L. Gillet, MM. Glibert, Gryp, Hansenne, Hatry, Hazette, Henrion, Mme Herman-Michielsens, MM. Holsbeke, Kelchtermans, Knuts, Langendries, Laverge, Lenfant, Mme Lieten-Croes, MM. Lutgen, Meyntjens, Mommerency, Nicolas, Noerens, Ottenbourg, Mme Panneels-Van Baelen, MM. Pataer, Pede, Peetermans, Pouillet, Remacle, Saulmont, Schellens, Seeuws, Smeers, Mme Smitt, M. Sondag, Mme Staels-Dompas, MM. Swaelen, Trussart, Mme Tyberghien-Vandenbussche, MM. Vaes, Van Daele, Vandekerckhove, Van den Broeck, Vandenhaute, Vandenhove, Mme Van den Poel-Welkenhuysen, MM. Vanderborcht, Vandermarliere, Van Der Niepen, Vandersmissen, J. Van Eetvelt, V. Van Eetvelt, Van Grembergen, Vanhaverbeke, Van houtte, Van In, Vanlerberghe, Van Nevel, Vannieuwenhuyze, Van Ooteghem, Mme Van Puymbroeck, MM. Van Rompaey, Verschuere, Vervaet, Waltniel, Weckx, Willemsens, Windels, Wintgens et Leemans.

Ont voté non :

Hebben neen gestemd :

MM. Basecq, Belot, Borremans, Collignon, Dehousse, de Wasseige, Deworme, Donnay, Dufour, Eicher, Gevenois, Grosjean, Guillaume, Hofman, Hotyat, Lallemand, Leclercq, Minet, Moureaux, Mouton, Paque, Péciaux, Poulain, Mme Rifflet-Knauer, M. Taminiaux, Mme Thyry, M. Toussaint et Mme Truffaut.

Se sont abstenus :

Hebben zich onthouden :

MM. Lagasse et Lepaffe.

De Voorzitter. — Mijnheer Seeuws, mogen wij één enkele stemming houden over het voorstel van de heer Wyninckx om ook de artikelen 2 en 3 van de Grondwet voor herziening vatbaar te verklaren?

De heer Seeuws. — Jawel, mijnheer de Voorzitter.

De Voorzitter. — Wij stemmen nu over de voorstellen van de heer Wyninckx om de artikelen 2 en 3 van de Grondwet voor herziening vatbaar te verklaren.

Nous passons au vote sur les propositions de déclaration de M. Wyninckx relatives à la révision des articles 2 et 3 de la Constitution.

— Er wordt tot naamstemming overgegaan.

Il est procédé au vote nominatif.

154 leden zijn aanwezig.

154 membres sont présents.

93 stemmen neen.

93 votent non.

31 stemmen ja.

31 votent oui.

30 onthouden zich.

30 s'abstiennent.

Derhalve zijn de voorstellen van verklaring niet aangenomen.

En conséquence, les propositions de déclaration ne sont pas adoptées.

Hebben neen gestemd :

Ont voté non :

MM. Aerts, Anciaux, Anthuenis, Antoine, Aubecq, Bascour, Bens, Bock, Boël, J. A. Bosmans, J. H. Bosmans, Mme Buyse, MM. Cardoen, Cerexhe, Chabert, Claeys, Clerdent, Close, Conrotte, Cooreman, Dalem, De Bondt, De Clercq, Decléty, de Clippele, De Cooman, Dehaene, De Kerpel, Deleecq, Mmes Delruelle-Ghobert, Demeulenaere-Dewilde, MM. Demuyter, Deneir, Deprez, Descamps, De Seranno, Desmarests, Didden, Doumont, Evers, Falise, Flagothier, Friederichs, G. Geens, Gijs, J. Gillet, Mme L. Gillet, MM. Glibert, Hansenne, Hatry, Hazette, Henrion, Mme Herman-Michielsens, MM. Kelchtermans, Langendries,

Laverge, Lenfant, Lutgen, Mme Mayence-Goossens, MM. Nicolas, Noerens, Ottenbourg, Mme Panneels-Van Baelen, MM. Pedé, Peetermans, Pouillet, Remacle, Saulmont, Smeers, Mme Smitt, M. Sondag, Mme Staels-Dompas, M. Swaelen, Mme Tyberghien-Vandenbussche, MM. Van Daele, Van den Broeck, Vandenhaute, Mme Van den Poel-Welkenhuysen, MM. Vanderborcht, Vandermarliere, Vandersmissen, J. Van Eetvelt, V. Van Eetvelt, Vanhaverbeke, Van houtte, Van Nevel, Vannieuwenhuyze, Van Rompaey, Waltniel, Weckx, Windels, Wintgens et Leemans.

Hebben ja gestemd:

Ont voté oui:

M. Adriaenssens, Mme Aelvoet, MM. Content, De Baere, De Bremaeker, Mme De Pauw-Deveene, MM. De Smeyter, De Wulf, Egelmeeers, A. Geens, Gryp, Holsbeke, Knuts, Mme Lieten-Croes, MM. Meyntjens, Mommerency, Pataer, Schellens, Seeuws, Trussart, Vaes, Vandekerckhove, Vandenbove, Van Der Niepen, Van Grembergen, Van In, Vanlerberghe, Van Ooteghem, Mme Van Puymbroeck, MM. Verschuere et Vervaeke.

Hebben zich onthouden:

Se sont abstenus:

MM. Basecq, Belot, Borremans, Collignon, Dehoussé, de Wasseige, Deworme, Donnay, Dufour, Eicher, Gevenois, Grosjean, Guillaume, Hofman, Hotyat, Lagasse, Lallemand, Leclercq, Lepaffe, Minet, Moureaux, Mouton, Paque, Pécriaux, Poulain, Mme Rifflet-Knauer, M. Taminiaux, Mme Thiry, M. Toussaint et Mme Truffaut.

M. le Président. — Nous passons au vote sur la proposition de déclaration de M. Lallemand et consorts relative à la révision de l'article 3bis de la Constitution.

Wij stemmen over het voorstel van verklaring van de heer Lallemand c.s. om artikel 3bis van de Grondwet voor herziening vatbaar te verklaren.

— Il est procédé au vote nominatif.

Er wordt tot naamstemming overgegaan.

155 membres sont présents.

155 leden zijn aanwezig.

102 votent non.

102 stemmen neen.

34 votent oui.

34 stemmen ja.

19 s'abstiennent.

19 onthouden zich.

En conséquence, la proposition de déclaration n'est pas adoptée.

Derhalve is het voorstel van verklaring niet aangenomen.

Ont voté non:

Hebben neen gestemd:

MM. Aerts, Anciaux, Anthuenis, Antoine, Aubecq, Bascour, Bens, Bock, Boël, J. A. Bosmans, J. H. Bosmans, Mme Buyse, MM. Cardoen, Cerexhe, Chabert, Claeyss, Clerdent, Close, Conrotte, Cooreman, Dalem, De Bondt, De Clercq, Decléry, de Clippele, De Cooman, Dehaene, De Kerpel, Deleek, Mmes Delruelle-Ghobert, Demeulenaere-Dewilde, MM. Demuyter, Deneir, Deprez, Descamps, De Seranno, Desmaretts, Mme D'Hondt-Van Opdenbosch, MM. Didden, Doumont, Evers, Falise, Flagothier, Friederichs, A. Geens, G. Geens, Gijs, J. Gillet, Mme L. Gillet, MM. Glibert, Hansenne, Hatry, Hazette, Henrion, Mme Herman-Michielsens, MM. Kelchtermans, Langendries, Laverge, Lenfant, Lutgen, Mme Mayence-Goossens, MM. Meyntjens, Nicolas, Noerens, Ottenbourg, Mme Panneels-Van Baelen, MM. Pedé, Peetermans, Pouillet, Remacle, Saulmont, Smeers, Mme Smitt, M. Sondag, Mme Staels-Dompas, M. Swaelen, Mme Tyberghien-Vandenbussche, MM. Van Daele, Vandekerckhove, Van den Broeck, Vandenhaute, Mme Van den Poel-Welkenhuysen, MM. Vanderborcht, Vandermarliere, Vandersmissen, J. Van Eetvelt, V. Van Eetvelt, Van Grembergen, Vanhaverbeke, Van houtte, Van In, Van Nevel, Vannieuwenhuyze, Van Ooteghem, Van Rompaey, Vervaeke, Waltniel, Weckx, Willemsens, Windels, Wintgens et Leemans.

Ont voté oui:

Hebben ja gestemd:

Mme Aelvoet, MM. Basecq, Belot, Borremans, Collignon, Dehoussé, de Wasseige, Deworme, Donnay, Dufour, Eicher, Gevenois, Grosjean, Gryp, Guillaume, Hofman, Hotyat, Lagasse, Lallemand, Leclercq, Minet, Moureaux, Mouton, Paque, Pécriaux, Poulain, Mme Rifflet-Knauer, M. Taminiaux, Mme Thiry, M. Toussaint, Mme Truffaut, MM. Trussart, Vaes et Mme Van Puymbroeck.

Se sont abstenus:

Hebben zich onthouden:

MM. Adriaenssens, Content, De Baere, De Bremaeker, Mme De Pauw-Deveene, MM. De Smeyter, De Wulf, Egelmeeers, Holsbeke, Knuts, Mme Lieten-Croes, MM. Mommerency, Pataer, Schellens, Seeuws, Vandenbove, Van Der Niepen, Vanlerberghe et Verschuere.

De Voorzitter. — Wij stemmen over het ontwerp van verklaring tot herziening van titel I van de Grondwet om een artikel 3quater in te voegen.

Nous passons au vote sur le projet de déclaration de révision du titre I^{er} de la Constitution en vue d'insérer un article 3quater.

— Dit ontwerp van verklaring tot herziening van titel I van de Grondwet, bij zitten en opstaan in stemming gebracht, wordt aangenomen.

Ce projet de déclaration de révision du titre I^{er} de la Constitution, mis aux voix par assis et levé, est adopté.

Derhalve zal het ontwerp van verklaring aan de Kamer van volksvertegenwoordigers worden overgezonden.

En conséquence, le projet de déclaration sera transmis à la Chambre des représentants.

De Voorzitter. — Wij stemmen nu over het voorstel van de heer Wyninckx, artikel 4 van de Grondwet voor herziening vatbaar te verklaren.

Nous passons au vote sur la proposition de déclaration de M. Wyninckx relative à la révision de l'article 4 de la Constitution.

— Er wordt tot naamstemming overgegaan.

Il est procédé au vote nominatif.

152 leden zijn aanwezig.

152 membres sont présents.

95 stemmen neen.

95 votent non.

57 stemmen ja.

57 votent oui.

Derhalve is het voorstel van verklaring niet aangenomen.

En conséquence, la proposition de déclaration n'est pas adoptée.

Hebben neen gestemd:

Ont voté non:

MM. Aerts, Anciaux, Anthuenis, Antoine, Aubecq, Bascour, Bens, Bock, J. A. Bosmans, J. H. Bosmans, Mme Buyse, MM. Cardoen, Cerexhe, Chabert, Claeyss, Clerdent, Close, Conrotte, Cooreman, Dalem, De Bondt, De Clercq, Decléry, de Clippele, De Cooman, Dehaene, De Kerpel, Deleek, Mmes Delruelle-Ghobert, Demeulenaere-Dewilde, MM. Demuyter, Deneir, Deprez, Descamps, De Seranno, Desmaretts, Didden, Doumont, Evers, Falise, Flagothier, Friederichs, G. Geens, Gijs, J. Gillet, Mme L. Gillet, MM. Glibert, Hansenne, Hatry, Hazette, Henrion, Mme Herman-Michielsens, MM. Kelchtermans, Lagasse, Langendries, Laverge, Lenfant, Lepaffe, Lutgen, Mainil, Mme Mayence-Goossens, MM. Nicolas, Noerens, Ottenbourg, Mme Panneels-Van Baelen, MM. Pedé, Peetermans, Remacle, Saulmont, Smeers, Mme Smitt, M. Sondag, Mme Staels-Dompas, M. Swaelen, Mme Tyberghien-Vandenbussche, MM. Van Daele, Van den Broeck, Vandenhaute, Mme Van den Poel-Welkenhuysen, MM. Vanderborcht, Vandermarliere, Vandersmissen, J. Van Eetvelt, V. Van Eetvelt, Vanhaverbeke, Van houtte, Van Nevel, Vannieuwenhuyze, Van Rompaey, Waltniel, Weckx, Willemsens, Windels, Wintgens et Leemans.

Hebben ja gestemd :

Ont voté oui :

M. Adriaenssens, Mme Aelvoet, MM. Basecq, Belot, Borremans, Collignon, Content, De Baere, De Bremaeker, Dehousse, Mme De Pauw-Deveen, MM. De Smeyter, de Wasseige, Deworme, De Wulf, Donnay, Dufour, Egelmeers, Eicher, A. Geens, Gevenois, Grosjean, Gryp, Guillaume, Hofman, Holsbeke, Hotyat, Knuts, Lallemand, Leclercq, Mme Lieten-Croes, MM. Meyntjens, Minet, Moureaux, Mouton, Paque, Pataer, Pécriaux, Poulain, Mme Rifflet-Knauer, MM. Schellens, Seeuws, Taminiaux, Mme Thiry, M. Toussaint, Mme Truffaut, MM. Trussart, Vaes, Vandekerckhove, Vandenhove, Van Der Niepen, Van Grembergen, Van In, Vanlerberghe, Van Ooteghem, Mme Van Puymbroeck et M. Vervaeke.

M. le Président. — MM. Lallemand et consorts ont également proposé de déclarer qu'il y a lieu à procéder à la révision de l'article 4.

De heer Lallemand c.s. stelt eveneens voor te verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 4.

Le vote que le Sénat vient d'émettre implique le rejet de cette proposition de déclaration de révision de la Constitution.

De stemming die de Senaat heeft uitgebracht impliceert de verwerping van dit voorstel van verklaring tot herziening van de Grondwet.

De Voorzitter. — Wij stemmen nu over het voorstel van de heren Trussart en Gryp om alinea 2 van artikel 4 van de Grondwet voor herziening vatbaar te verklaren.

Nous passons au vote sur la proposition de déclaration de MM. Trussart et Gryp relative à la révision de l'alinéa 2 de l'article 4 de la Constitution.

— Er wordt tot naamstemming overgegaan.

Il est procédé au vote nominatif.

153 leden zijn aanwezig.

153 membres sont présents.

94 stemmen neen.

94 votent non.

35 stemmen ja.

35 votent oui.

24 onthouden zich.

24 s'abstiennent.

Derhalve is het voorstel van verklaring niet aangenomen.

En conséquence, la proposition de déclaration n'est pas adoptée.

Hebben neen gestemd :

Ont voté non :

MM. Aerts, Anciaux, Anthuenis, Antoine, Aubecq, Bascour, Bens, Bock, Boël, J. A. Bosmans, J. H. Bosmans, Mme Buyse, MM. Cardoen, Cerehe, Chabert, Claeys, Clerdent, Close, Conrotte, Cooreman, Dalem, De Bondt, De Clercq, Decléty, de Clippele, De Cooman, Dehaene, De Kerpel, Deleek, Mmes Delruelle-Ghobert, Demeulenaere-Dewilde, MM. Demuyter, Deneir, Deprez, Descamps, De Seranno, Desmaret, Mme D'Hondt-Van Opdenbosch, MM. Didden, Doumont, Evers, Flagothier, Friederichs, G. Geens, Gijs, J. Gillet, Mme L. Gillet, MM. Glibert, Hansenne, Hatry, Hazette, Henrion, Mme Herman-Michielsens, MM. Kelchtermans, Langendries, Laverge, Lenfant, Lutgen, Mainil, Mme Mayence-Goossens, MM. Nicolas, Noerens, Ottenbourg, Mme Panneels-Van Baelen, MM. Pede, Peetermans, Remacle, Saulmont, Smeers, Mme Smitt, M. Sondag, Mme Staels-Dompas, M. Swaelen, Mme Tyberghien-Vandenbussche, MM. Van Daele, Van den Broeck, Vandenhoute, Mme Van den Poel-Welkenhuysen, MM. Vanderborgh, Vandermarliere, Vandersmissen, J. Van Eervelt, V. Van Eervelt, Vanhaverbeke, Van houtte, Van Nevel, Vannieuwenhuyze, Van Rompaey, Waltniel, Weckx, Willemsens, Windels, Wintgens et Leemans.

Hebben ja gestemd :

Ont voté oui :

Mme Aelvoet, MM. Basecq, Belot, Borremans, Collignon, Dehousse, de Wasseige, Donnay, Dufour, Eicher, Falise, Gevenois, Grosjean, Gryp,

Guillaume, Hofman, Hotyat, Lagasse, Leclercq, Lepaffe, Minet, Moureaux, Mouton, Paque, Pataer, Pécriaux, Poulain, Mme Rifflet-Knauer, M. Taminiaux, Mme Thiry, M. Toussaint, Mme Truffaut, MM. Trussart, Vaes et Mme Van Puymbroeck.

Hebben zich onthouden :

Se sont abstenus :

MM. Adriaenssens, Content, De Baere, De Bremaeker, Mme De Pauw-Deveen, MM. De Smeyter, De Wulf, Egelmeers, A. Geens, Holsbeke, Knuts, Mme Lieten-Croes, MM. Meyntjens, Schellens, Seeuws, Vandekerckhove, Vandenhove, Van Der Niepen, Van Grembergen, Van In, Vanlerberghe, Van Ooteghem, Verschueren et Vervaeke.

M. le Président. — Nous passons au vote sur le projet de déclaration de révision de l'article 5 de la Constitution.

Wij stemmen over het ontwerp van verklaring tot herziening van artikel 5 van de Grondwet.

— Ce projet de déclaration, mis aux voix par assis et levé, est adopté.

Dit ontwerp van verklaring, bij zitten en opstaan in stemming gebracht, wordt aangenomen.

En conséquence, le projet de déclaration sera transmis à la Chambre des représentants.

Derhalve zal het ontwerp van verklaring aan de Kamer van volksvertegenwoordigers worden overgezonden.

M. le Président. — Nous passons au vote sur le projet de déclaration de révision de l'article 6, alinéa 2, deuxième membre de phrase, de la Constitution.

Wij stemmen over het ontwerp van verklaring tot herziening van artikel 6, tweede lid, tweede zinsdeel, van de Grondwet.

— Ce projet de déclaration, mis au voix par assis et levé, est adopté.

Dit ontwerp van verklaring, bij zitten en opstaan in stemming gebracht, wordt aangenomen.

En conséquence, le projet de déclaration sera transmis à la Chambre des représentants.

Derhalve zal het ontwerp van verklaring aan de Kamer van volksvertegenwoordigers worden overgezonden.

M. le Président. — Nous passons au vote sur la proposition de déclaration de M. Wyninckx et sur celle de M. Lallemand et consorts relatives à la révision de l'article 6bis de la Constitution.

Wij stemmen over het voorstel van de heer Wyninckx en over het voorstel van de heer Lallemand c.s. om artikel 6bis van de Grondwet voor herziening vatbaar te verklaren.

— Il est procédé au vote nominatif.

Er wordt tot naamstemming overgegaan.

153 membres sont présents.

153 leden zijn aanwezig.

93 votent non.

93 stemmen neen.

60 votent oui.

60 stemmen ja.

En conséquence, les propositions de déclaration ne sont pas adoptées.

Derhalve zijn de voorstellen van verklaring niet aangenomen.

Ont voté non :

Hebben neen gestemd :

MM. Aerts, Anciaux, Anthuenis, Antoine, Aubecq, Bascour, Bens, Bock, Boël, J. A. Bosmans, J. H. Bosmans, Mme Buyse, MM. Cardoen, Cerehe, Chabert, Claeys, Clerdent, Close, Conrotte, Cooreman, Dalem, De Bondt, De Clercq, Decléty, de Clippele, De Cooman, Dehaene, De Kerpel, Deleek, Mmes Delruelle-Ghobert, Demeulenaere-Dewilde, MM. Demuyter, Deneir, Deprez, Descamps, De Seranno, Desmaret, Mme D'Hondt-Van Opdenbosch, MM. Didden, Doumont, Evers, Falise, Flagothier, Friederichs, Gijs, J. Gillet, Mme L. Gillet, MM. Glibert, Hansenne, Hatry, Hazette, Henrion, Mme Herman-Michielsens, MM.

Kelchtermans, Langendries, Laverge, Lenfant, Lutgen, Mainil, Mme Mayence-Goossens, MM. Nicolas, Noerens, Ottenbourg, Mme Panneels-Van Baelen, MM. Pedé, Peetermans, Remacle, Saulmont, Smeers, Sondag, Mme Staels-Dompas, M. Swaelen, Mme Tyberghien-Vandenbussche, MM. Van Daele, Van den Broeck, Vandenhoute, Mme Van den Poel-Welkenhuysen, MM. Vanderborght, Vandermarliere, Vandermissen, J. Van Eetvelt, V. Van Eetvelt, Vanhaverbeke, Van houtte, Van Nevel, Vannieuwenhuyze, Van Rompaey, Waltniel, Weckx, Willemsens, Windels, Wintgens et Leemans.

Ont voté oui :

Hebben ja gestemd :

M. Adriaenssens, Mme Aelvoet, MM. Basecq, Bataille, Belot, Borremans, Collignon, Content, De Baere, De Bremaeker, Dehousse, Mme De Pauw-Deveven, MM. De Smeyter, de Wasseige, Deworme, De Wulf, Donnay, Dufour, Egemeers, Eicher, A. Geens, Gevenois, Grosjean, Gryp, Guillaume, Hofman, Holsbeke, Hotyat, Knuts, Lagasse, Leclercq, Lepaffe, Mme Lieten-Croes, MM. Meyntjens, Minet, Moureaux, Mouton, Paque, Pataer, Pécriaux, Poulain, Mme Rifflet-Knauer, MM. Schellens, Seeuws, Taminiaux, Mme Thiry, M. Toussaint, Mme Truffaut, MM. Trussart, Vaes, Vandekerckhove, Vandenhove, Van Der Niepen, Van Grembergen, Van In, Vanlerberghe, Van Ooteghem, Mme Van Puymbroeck, MM. Verschuere et Vervaeke.

M. le Président. — Nous passons au vote sur la proposition de déclaration de MM. Trussart et Gryp et sur celle de M. Lallemand et consorts tendant à l'insertion dans la Constitution d'un article 6ter (nouveau).

Wij stemmen over het voorstel van de heer Trussart en de heer Gryp en over het voorstel van de heer Lallemand c.s. tot invoering van een artikel 6ter (nieuw).

— Il est procédé au vote nominatif.

Er wordt tot naamstemming overgegaan.

154 membres sont présents.

154 leden zijn aanwezig.

94 votent non.

94 stemmen neen.

60 votent oui.

60 stemmen ja.

En conséquence, les propositions de déclaration ne sont pas adoptées. Derhalve zijn de voorstellen van verklaring niet aangenomen.

Ont voté non :

Hebben neen gestemd :

MM. Aerts, Anciaux, Anthuenis, Antoine, Aubecq, Bascour, Bataille, Bens, Bock, Boël, J. A. Bosmans, J. H. Bosmans, Mme Buyse, MM. Cardoen, Cerexhe, Chabert, Claeys, Clerdent, Close, Conrotte, Cooreman, Dalem, De Bondt, De Clercq, Decléty, de Clippele, De Cooman, Dehaene, De Kerpel, Deleecq, Mmes Delruelle-Ghobert, Demeulenaere-Dewilde, MM. Demuyter, Deneir, Deprez, Descamps, De Seranno, Desmarests, Mme D'Hondt-Van Opdenbosch, MM. Didden, Doumont, Evers, Falise, Flaghothier, Friederichs, Gijs, J. Gillet, Mme L. Gillet, MM. Glibert, Hansenne, Hatry, Hazette, Henrion, Mme Herman-Michielsens, MM. Kelchtermans, Langendries, Laverge, Lenfant, Lutgen, Mainil, Mme Mayence-Goossens, MM. Nicolas, Noerens, Ottenbourg, Mme Panneels-Van Baelen, MM. Pedé, Peetermans, Remacle, Saulmont, Smeers, Mme Smitt, MM. Sondag, Swaelen, Mme Tyberghien-Vandenbussche, MM. Van Daele, Van den Broeck, Vandenhoute, Mme Van den Poel-Welkenhuysen, MM. Vanderborght, Vandermarliere, Vandermissen, J. Van Eetvelt, V. Van Eetvelt, Vanhaverbeke, Van houtte, Van Nevel, Vannieuwenhuyze, Van Rompaey, Waltniel, Weckx, Willemsens, Windels, Wintgens et Leemans.

Ont voté oui :

Hebben ja gestemd :

M. Adriaenssens, Mme Aelvoet, MM. Basecq, Belot, Borremans, Collignon, Content, De Baere, De Bremaeker, Dehousse, Mme De Pauw-Deveven, MM. De Smeyter, de Wasseige, Deworme, De Wulf, Donnay, Dufour, Egemeers, Eicher, A. Geens, Gevenois, Grosjean, Gryp, Guillaume, Hofman, Holsbeke, Hotyat, Knuts, Lagasse, Lallemand, Leclercq,

Lepaffe, Mme Lieten-Croes, MM. Meyntjens, Minet, Moureaux, Mouton, Paque, Pataer, Pécriaux, Poulain, Mme Rifflet-Knauer, MM. Schellens, Seeuws, Taminiaux, Mme Thiry, M. Toussaint, Mme Truffaut, MM. Trussart, Vaes, Vandekerckhove, Vandenhove, Van Der Niepen, Van Grembergen, Van In, Vanlerberghe, Van Ooteghem, Mme Van Puymbroeck, MM. Verschuere et Vervaeke.

M. le Président. — Je mets aux voix le projet de déclaration de révision du titre II de la Constitution en vue d'insérer des dispositions relatives aux droits et libertés.

Ik breng in stemming het ontwerp van verklaring tot herziening van titel II van de Grondwet om bepalingen in te voegen betreffende de rechten en vrijheden.

— Ce projet de déclaration, mis aux voix par assis et levé, est adopté.

Dit ontwerp van verklaring, bij zitten en opstaan wordt aangenomen.

En conséquence, le projet de déclaration sera transmis à la Chambre des représentants.

Derhalve zal het ontwerp van verklaring aan de Kamer van volksvertegenwoordigers worden overgezonden.

M. le Président. — Nous passons au vote sur la proposition de déclaration de M. Lallemand et consorts relative à la révision de l'article 11.

Wij stemmen over het voorstel van de heer Lallemand c.s. om artikel 11 van de Grondwet voor herziening vatbaar te verklaren.

— Il est procédé au vote nominatif.

Er wordt tot naamstemming overgegaan.

140 membres sont présents.

140 leden zijn aanwezig.

81 votent non.

81 stemmen neen.

52 votent oui.

52 stemmen ja.

7 s'abstiennent.

7 onthouden zich.

En conséquence, la proposition de déclaration n'est pas adoptée.

Derhalve is het voorstel van verklaring niet aangenomen.

Ont voté non :

Hebben neen gestemd :

MM. Aerts, Anciaux, Anthuenis, Antoine, Aubecq, Bascour, Bataille, Bens, Bock, Boël, J. A. Bosmans, J. H. Bosmans, Mme Buyse, MM. Cardoen, Cerexhe, Chabert, Claeys, Clerdent, Close, Conrotte, Cooreman, Dalem, De Bondt, De Clercq, Decléty, de Clippele, De Cooman, De Kerpel, Deleecq, Mme Demeulenaere-Dewilde, MM. Deneir, Deprez, De Seranno, Desmarests, Didden, Doumont, Evers, Falise, Flaghothier, Friederichs, G. Geens, Gijs, J. Gillet, Mme L. Gillet, MM. Glibert, Hatry, Hazette, Henrion, Kelchtermans, Laverge, Lenfant, Lutgen, Noerens, Ottenbourg, Peetermans, Saulmont, Smeers, Mme Smitt, M. Sondag, Mme Staels-Dompas, M. Swaelen, Mme Tyberghien-Vandenbussche, MM. Van Daele, Van den Broeck, Vandenhoute, Mme Van den Poel-Welkenhuysen, MM. Vanderborght, Vandermarliere, Vandermissen, J. Van Eetvelt, V. Van Eetvelt, Vanhaverbeke, Van houtte, Van Nevel, Vannieuwenhuyze, Van Rompaey, Waltniel, Weckx, Willemsens, Windels, Wintgens et Leemans.

Ont voté oui :

Hebben ja gestemd :

M. Adriaenssens, Mme Aelvoet, MM. Basecq, Belot, Borremans, Collignon, Content, De Baere, De Bremaeker, Dehousse, Mme De Pauw-Deveven, MM. De Smeyter, de Wasseige, Deworme, De Wulf, Donnay, Dufour, Egemeers, Eicher, Gevenois, Grosjean, Gryp, Guillaume, Hofman, Holsbeke, Hotyat, Knuts, Lagasse, Lallemand, Leclercq, Lepaffe, Mme Lieten-Croes, MM. Minet, Moureaux, Mouton, Paque, Pécriaux, Poulain, Mme Rifflet-Knauer, MM. Schellens, Seeuws, Taminiaux, Mme Thiry, M. Toussaint, Mme Truffaut, MM. Trussart, Vaes, Vandenhove.

Van Der Niepen, Vanlerberghe, Mme Van Puymbroeck et M. Verschueren.

Se sont abstenus :

Hebben zich onthouden :

MM. A. Geens, Meyntjens, Vandekerckhove, Van Grembergen, Van In, Van Ooteghem et Vervaeke.

De Voorzitter. — Wij stemmen nu over het voorstel van de heer Pataer en mevrouw Aelvoet om artikel 16, tweede lid, van de Grondwet voor herziening vatbaar te verklaren.

Nous passons au vote sur la proposition de déclaration de M. Pataer et de Mme Aelvoet relative à la révision de l'article 16, deuxième alinéa, de la Constitution.

— Er wordt tot naamstemming overgegaan.

Il est procédé au vote nominatif.

153 leden zijn aanwezig.

153 membres sont présents.

140 stemmen neen.

140 votent non.

6 stemmen ja.

6 votent oui.

7 onthouden zich.

7 s'abstiennent.

Derhalve is het voorstel van verklaring niet aangenomen.

En conséquence, la proposition de déclaration n'est pas adoptée.

Hebben neen gestemd :

Ont voté non :

MM. Adriaenssens, Aerts, Anciaux, Anthuenis, Antoine, Aubecq, Bascour, Basecq, Bataille, Belot, Bens, Bock, Boël, Borremans, J. A. Bosmans, J. H. Bosmans, Mme Buyse, MM. Cardoen, Cerexhe, Chabert, Claeys, Clerdent, Close, Collignon, Conrotte, Content, Cooreman, Dalem, De Baere, De Bondt, De Bremaeker, De Clercq, Decléry, de Clippele, De Cooman, Dehousse, De Kerpel, Deleek, Mmes Delruelle-Ghobert, Demeulenaere-Dewilde, MM. Demuyter, Deneir, Mme De Pauw-Deveene, MM. Deprez, Descamps, De Seranno, Desmaret, De Smeyster, de Wasseige, Deworme, Mme D'Hondt-Van Opdenbosch, MM. Didden, Donnay, Doumont, Dufour, Egelmeers, Eicher, Evers, Falise, Flaghothier, Friederichs, G. Geens, Gevenois, Gijs, J. Gillet, Mme L. Gillet, MM. Glibert, Grosjean, Guillaume, Hansenne, Hatry, Hazette, Henrion, Mme Herman-Michielsens, MM. Hofman, Holsbeke, Hotyat, Kelchtermans, Knuts, Lallemand, Langendries, Laverge, Leclercq, Lenfant, Lepaffe, Mme Lieten-Croes, MM. Lutgen, Mainil, Mme Mayence-Goossens, MM. Minet, Moureaux, Mouton, Nicolas, Noerens, Ottenbourg, Mme Panneels-Van Baelen, MM. Paque, Péciaux, Pede, Peetermans, Poulain, Pouillet, Remacle, Mme Rifflet-Knauer, MM. Saulmont, Schellens, Seeuws, Smeers, Mme Smitt, MM. Sondag, Swaelen, Taminiaux, Mme Thiry, M. Toussaint, Mmes Truffaut, Thyberghien-Vandenbussche, MM. Van Daele, Van den Broeck, Vandenhaute, Vandenhove, Mme Van den Poel-Welkenhuysen, MM. Vanderborgh, Vandermalie, Van Der Niepen, Vandersmissen, J. Van Eertvelt, V. Van Eertvelt, Vanhaverbeke, Van houtte, Vanlerberghe, Van Nevel, Vannieuwenhuyze, Van Rompaey, Verschueren, Waltniel, Weckx, Willemsens, Windels, Wintgens et Leemans.

Hebben ja gestemd :

Ont voté oui :

Mme Aelvoet, MM. Gryp, Pataer, Trussart, Vaes et Mme Van Puymbroeck.

Hebben zich onthouden :

Se sont abstenus :

MM. A. Geens, Meyntjens, Vandekerckhove, Van Grembergen, Van In, Van Ooteghem et Vervaeke.

De Voorzitter. — Wij stemmen over het ontwerp van verklaring tot herziening van artikel 17 van de Grondwet.

Nous passons au vote sur le projet de déclaration de révision de l'article 17 de la Constitution.

— Dit ontwerp van verklaring, bij zitten en opstaan in stemming gebracht, wordt aangenomen.

Ce projet de déclaration, mis au voix par assis et levé, est adopté.

Derhalve zal het ontwerp van verklaring aan de Kamer van volksvertegenwoordigers worden overgezonden.

En conséquence, le projet de déclaration sera transmis à la Chambre des représentants.

M. le Président. — Nous passons au vote sur la proposition de déclaration de MM. Lepaffe et Lagasse tendant à insérer un article 17bis dans la Constitution.

Wij stemmen over het voorstel van de heren Lepaffe en Lagasse tot invoeging van een artikel 17bis in de Grondwet.

— Il est procédé au vote nominatif.

Er wordt tot naamstemming overgegaan.

155 membres sont présents.

155 leden zijn aanwezig.

103 votent non.

103 stemmen neen.

24 votent oui.

24 stemmen ja.

28 s'abstiennent.

28 onthouden zich.

En conséquence, la proposition de déclaration n'est pas adoptée.

Derhalve is het voorstel van verklaring niet aangenomen.

Ont voté non :

Hebben neen gestemd :

MM. Aerts, Anciaux, Anthuenis, Antoine, Aubecq, Bascour, Bataille, Bens, Bock, Boël, J. A. Bosmans, J. H. Bosmans, Buchmann, Mme Buyse, MM. Cardoen, Cerexhe, Chabert, Claeys, Clerdent, Close, Conrotte, Cooreman, Dalem, De Bondt, De Clercq, Decléry, de Clippele, De Cooman, De Kerpel, Deleek, Mmes Delruelle-Ghobert, Demeulenaere-Dewilde, MM. Demuyter, Deneir, Deprez, Descamps, De Seranno, Desmaret, Mme D'Hondt-Van Opdenbosch, MM. Didden, Doumont, Evers, Falise, Flaghothier, Friederichs, A. Geens, G. Geens, Gijs, J. Gillet, Mme L. Gillet, MM. Glibert, Hansenne, Hatry, Hazette, Henrion, Mme Herman-Michielsens, MM. Kelchtermans, Langendries, Laverge, Lenfant, Lutgen, Mainil, Mme Mayence-Goossens, MM. Meyntjens, Nicolas, Noerens, Ottenbourg, Mme Pannels-Van Baelen, MM. Pede, Peetermans, Pouillet, Remacle, Mme Rifflet-Knauer, MM. Saulmont, Smeers, Mme Smitt, M. Sondag, Mme Staels-Dompas, M. Swaelen, Mme Tyberghien-Vandenbussche, MM. Van Daele, Vandekerckhove, Van den Broeck, Vandenhaute, Mme Van den Poel-Welkenhuysen, MM. Vandermarliere, Vandersmissen, J. Van Eertvelt, V. Van Eertvelt, Van Grembergen, Vanhaverbeke, Van houtte, Van In, Van Nevel, Vannieuwenhuyze, Van Ooteghem, Van Rompaey, Vervaeke, Waltniel, Weckx, Willemsens, Windels, Wintgens et Leemans.

Ont voté oui :

Hebben ja gestemd :

Mme Aelvoet, MM. Content, De Baere, De Bremaeker, Dehousse, De Smeyster, de Wasseige, De Wulf, Egelmeers, Gryp, Holsbeke, Knuts, Lagasse, Lepaffe, Mme Lieten-Croes, MM. Pataer, Schellens, Seeuws, Trussart, Vaes, Vandenhove, Vanlerberghe, Mme Van Puymbroeck et M. Verschueren.

Se sont abstenus :

Hebben zich onthouden :

MM. Adriaenssens, Basecq, Belot, Borremans, Collignon, Mme De Pauw-Deveene, MM. Deworme, Donnay, Dufour, Eicher, Gevenois, Grosjean, Guillaume, Hofman, Hotyat, Lallemand, Leclercq, Minet, Moureaux, Mouton, Paque, Péciaux, Poulain, Taminiaux, Mme Thiry, M. Toussaint, Mme Truffaut et M. Van Der Niepen.

M. le Président. — Je mets aux voix le projet de déclaration de révision de l'article 18 de la Constitution.

Wij stemmen over het ontwerp van verklaring tot herziening van artikel 18 van de Grondwet.

— Ce projet, mis aux voix par assis et levé, est adopté.

Dit ontwerp, bij zitten en opstaan in stemming gebracht, wordt aangenomen.

En conséquence, le projet de déclaration sera transmis à la Chambre des représentants.

Derhalve zal het ontwerp van verklaring aan de Kamer van volksvertegenwoordigers worden overgezonden.

M. le Président. — Je mets aux voix le projet de déclaration de révision de l'article 22 de la Constitution.

Wij stemmen over het ontwerp van verklaring tot herziening van artikel 22 van de Grondwet.

— Ce projet de déclaration, mis aux voix par assis et levé, est adopté.

Dit ontwerp van verklaring, bij zitten en opstaan in stemming gebracht, wordt aangenomen.

En conséquence, le projet de déclaration sera transmis à la Chambre des représentants.

Derhalve zal het ontwerp van verklaring aan de Kamer van volksvertegenwoordigers worden overgezonden.

De Voorzitter. — Wij stemmen over het ontwerp van verklaring tot herziening van titel II van de Grondwet door invoeging van een artikel 24bis.

Nous passons au vote sur le projet de déclaration de révision du titre II de la Constitution, par l'insertion d'un article 24bis.

— Dit ontwerp van verklaring tot herziening van de Grondwet, bij zitten en opstaan in stemming gebracht, wordt aangenomen.

Ce projet de déclaration de révision, mis aux voix par assis et levé, est adopté.

Derhalve zal het ontwerp van verklaring aan de Kamer van volksvertegenwoordigers worden overgezonden.

En conséquence, le projet de déclaration sera transmis à la Chambre des représentants.

De Voorzitter. — Wij stemmen over het ontwerp van verklaring tot herziening van titel II van de Grondwet door invoeging van een artikel 24ter.

Nous passons au vote sur le projet de déclaration de révision du titre II de la Constitution, par l'insertion d'un article 24ter.

— Dit ontwerp van verklaring tot herziening van de Grondwet, bij zitten en opstaan in stemming gebracht, wordt aangenomen.

Ce projet de déclaration de révision, mis aux voix par assis et levé, est adopté.

Derhalve zal het ontwerp van verklaring aan de Kamer van volksvertegenwoordigers worden overgezonden.

En conséquence, le projet de déclaration sera transmis à la Chambre des représentants.

De Voorzitter. — Wij stemmen over het voorstel van de heer Wyninckx en over het voorstel van de heer Lallemand c.s. tot invoeging van een artikel 24ter (nieuw) in de Grondwet.

Nous passons au vote sur la proposition de M. Wyninckx et sur celle de M. Lallemand et consorts tendant à insérer un article 24ter (nouveau) dans la Constitution.

— Er wordt tot naamstemming overgegaan.

Il est procédé au vote nominatif.

156 leden zijn aanwezig.

156 membres sont présents.

96 stemmen neen.

96 votent non.

60 stemmen ja.

60 votent oui.

Derhalve zijn de voorstellen van verklaring niet aangenomen.

En conséquence, les propositions de déclaration ne sont pas adoptées.

Hebben neen gestemd :

Ont voté non :

MM. Aerts, Anciaux, Anthuenis, Antoine, Aubecq, Bascour, Bataille, Bens, Bock, Boël, J. A. Bosmans, J. H. Bosmans, Mme Buyse, MM. Cardoen, Cerehe, Chabert, Claeys, Clerdent, Close, Conrotte, Cooreman, Dalem, De Bondt, De Clercq, Decléry, de Clippele, De Cooman, Dehaene, De Kerpel, Deleecq, Mmes Delruelle-Ghobert, Demeulenaere-Dewilde, MM. Deneir, Deprez, Descamps, De Seranno, Desmaret, Mme D'Hondt-Van Opdenbosch, MM. Didden, Doumont, Evers, Falise, Flagothier, Friederichs, G. Geens, Gijs, J. Gillet, Mme L. Gillet, MM. Glibert, Hansenne, Hatry, Hazette, Henrion, Mme Herman-Michielsens, MM. Kelchtermans, Langendries, Laverge, Lenfant, Lutgen, Mainil, Mme Mayence-Goossens, MM. Nicolas, Noerens, Ottenbourg, Mme Panneels-Van Baelen, MM. Pede, Peetermans, Pouillet, Remacle, Saumont, Smeers, Mme Smitt, M. Sondag, Mme Staels-Dompas, M. Swaen, Mme Tyberghien-Vandenbussche, MM. Van Daele, Van den Broeck, Vandenhaute, Mme Van den Poel-Welkenhuysen, MM. Vanderborgh, Vandermarliere, Vandersmissen, J. Van Eetvelt, V. Van Eetvelt, Vanhaerbeke, Van houtte, Van Nevel, Vannieuwenhuysen, Van Rompaey, Waltniel, Weckx, Willemsens, Windels, Wintgens et Leemans.

Hebben ja gestemd :

Ont voté oui :

M. Adriaenssens, Mme Aelvoet, MM. Basecq, Belot, Borremans, Collignon, Content, De Baere, De Bremaeker, Dehousse, Mme De Pauw-Deveene, MM. De Smeyter, de Wasseige, Deworme, De Wulf, Donnay, Dufour, Egelmeeers, Eicher, A. Geens, Gevenois, Grosjean, Gryp, Guillaume, Hofman, Holsbeke, Hotyat, Knuts, Lagasse, Lallemand, Leclercq, Lepaffe, Mme Lieten-Croes, MM. Meyntjens, Minet, Moureaux, Mouton, Paque, Pataer, Pécriaux, Poulain, Mme Rifflet-Knauer, MM. Schelens, Secuws, Taminiaux, Mme Thiry, M. Toussaint, Mme Truffaut, MM. Trussart, Vaes, Vandekerckhove, Vandenhoove, Van Der Niepen, Van Grembergen, Van In, Vanlerberghe, Van Ooteghem, Mme Van Puymbroeck, MM. Verschuere en Vervaeke.

M. le Président. — Nous passons au vote sur le projet de déclaration de révision de l'article 26 de la Constitution.

Wij gaan over tot de stemming over het ontwerp van verklaring tot herziening van artikel 26 van de Grondwet.

— Ce projet de déclaration de révision, mis aux voix par assis et levé, est adopté.

Dit ontwerp van verklaring tot herziening van de Grondwet, bij zitten en opstaan in stemming gebracht, wordt aangenomen.

En conséquence, le projet de déclaration sera transmis à la Chambre des représentants.

Derhalve zal het ontwerp van verklaring aan de Kamer van volksvertegenwoordigers worden overgezonden.

M. le Président. — Nous passons au vote sur le projet de déclaration de révision de l'article 27 de la Constitution.

Wij stemmen over het ontwerp van verklaring tot herziening van artikel 27 van de Grondwet.

— Ce projet de déclaration de révision, mis aux voix par assis et levé, est adopté.

Dit ontwerp van verklaring tot herziening van de Grondwet, bij zitten en opstaan in stemming gebracht, wordt aangenomen.

En conséquence, le projet de déclaration sera transmis à la Chambre des représentants.

Derhalve zal het ontwerp van verklaring aan de Kamer van volksvertegenwoordigers worden overgezonden.

De Voorzitter. — Wij stemmen over het voorstel van de heer Wyninckx en over het voorstel van de heer Lallemand c.s. om artikel 29 van de Grondwet voor herziening vatbaar te verklaren.

Nous passons au vote sur la proposition de déclaration de M. Wyninckx et sur celle de M. Lallemand et consorts relatives à la révision de l'article 29 de la Constitution.

— Er wordt tot naamstemming overgegaan.

Il est procédé au vote nominatif.

153 leden zijn aanwezig.

153 membres sont présents.

96 stemmen neen.

96 votent non.

57 stemmen ja.

57 votent oui.

Derhalve zijn de voorstellen van verklaring niet aangenomen.

En conséquence, les propositions de déclaration ne sont pas adoptées.

Hebben neen gestemd:

Ont voté non:

MM. Aerts, Anciaux, Anthuenis, Antoine, Aubecq, Bascour, Bataille, Bens, Bock, Boël, J. A. Bosmans, J. H. Bosmans, Mme Buyse, MM. Cardoen, Cerexhe, Chabert, Claey, Close, Conrotte, Cooreman, Dalem, De Bondt, De Clercq, Decléry, de Clippele, De Cooman, Dehaene, De Kerpel, Deleek, Mmes Delruelle-Ghobert, Demeulenaere-Dewilde, MM. Demuyter, Deneir, Deprez, Descamps, De Seranno, Desmarts, Mme D'Hondt-Van Opdenbosch, MM. Didden, Doumont, Evers, Falise, Flagothier, Friederichs, G. Geens, Gijs, J. Gillet, Mme L. Gillet, MM. Glibert, Hansenne, Hatry, Hazette, Henrion, Mme Herman-Michielsens, MM. Kelchtermans, Langendries, Laverge, Lenfant, Lutgen, Mainil, Mme Mayence-Goossens, MM. Nicolas, Noerens, Ottenbourg, Mme Panneels-Van Baelen, MM. Pede, Peetermans, Poulet, Remacle, Saulmont, Smeers, Mme Smitt, M. Sondag, Mme Staels-Dompas, M. Swaelen, Mme Tyberghien-Vandenbussche, MM. Van Daele, Van den Broeck, Vandenhaute, Mme Van den Poel-Welkenhuysen, MM. Vanderborcht, Vandermarliere, Vandersmissen, J. Van Eetvelt, V. Van Eetvelt, Vanhaverbeke, Van houte, Van Nevel, Vannieuwenhuyze, Van Rompaey, Waltniel, Weckx, Willemsens, Windels, Wintgens et Leemans.

Hebben ja gestemd:

Ont voté oui:

M. Adriaenssens, Mme Aelvoet, MM. Basecq, Belot, Borremans, Collignon, Content, De Baere, Dehouze, Mme De Pauw-Deveene, MM. Deworme, De Wulf, Donnay, Dufour, Egelmeers, Eicher, A. Geens, Gevenois, Grosjean, Gryp, Guillaume, Hofman, Holsbeke, Hotyat, Knuts, Lagasse, Lallemand, Leclercq, Lepaffe, Mme Lieten-Croes, MM. Luyten, Meyntjens, Minet, Moureaux, Mouton, Paque, Pataer, Péciaux, Poulain, Mme Rifflet-Knauer, MM. Schellens, Seeuws, Taminiaux, Mme Thiry, M. Toussaint, Mme Truffaut, MM. Trussart, Vaes, Vandekerckhove, Vandenhove, Van Grembergen, Van In, Vanlerberghe, Van Ooteghem, Mme Van Puymbroeck, MM. Verschueren et Vervae.

De Voorzitter. — Wij stemmen nu over het voorstel van verklaring van de heer Van In om artikel 31 van de Grondwet voor herziening vatbaar te verklaren.

Nous passons au vote sur la proposition de déclaration de M. Van In tendant à la révision de l'article 31 de la Constitution.

— Er wordt tot naamstemming overgegaan.

Il est procédé au vote nominatif.

153 leden zijn aanwezig.

153 membres sont présents.

122 stemmen neen.

122 votent non.

31 stemmen ja.

31 votent oui.

Derhalve is het voorstel van verklaring niet aangenomen.

En conséquence, la proposition de déclaration n'est pas adoptée.

Hebben neen gestemd:

Ont voté non:

MM. Aerts, Anciaux, Anthuenis, Antoine, Aubecq, Bascour, Basecq, Bataille, Belot, Bens, Bock, Boël, J. A. Bosmans, J. H. Bosmans, Mme Buyse, MM. Cardoen, Cerexhe, Chabert, Claey, Clerdent, Close, Collignon, Conrotte, Cooreman, Dalem, De Bondt, De Clercq, Decléry, de Clippele, De Cooman, Dehaene, Dehouze, De Kerpel, Deleek, Mmes

Delruelle-Ghobert, Demeulenaere-Dewilde, MM. Deneir, Deprez, Descamps, De Seranno, Desmarts, de Wasseige, Deworme, Mme D'Hondt-Van Opdenbosch, MM. Didden, Donnay, Doumont, Dufour, Eicher, Evers, Falise, Flagothier, Friederichs, G. Geens, Gevenois, Gijs, J. Gillet, Mme L. Gillet, MM. Glibert, Grosjean, Guillaume, Hansenne, Hatry, Hazette, Henrion, Mme Herman-Michielsens, MM. Hofman, Hotyat, Kelchtermans, Lagasse, Lallemand, Langendries, Laverge, Lenfant, Lutgen, Mme Mayence-Goossens, MM. Minet, Moureaux, Mouton, Noerens, Ottenbourg, Mme Panneels-Van Baelen, MM. Paque, Péciaux, Pede, Peetermans, Poulain, Poulet, Remacle, Mme Rifflet-Knauer, MM. Saulmont, Smeers, Mme Smitt, MM. Sondag, Swaelen, Taminiaux, Mme Thiry, M. Toussaint, Mmes Truffaut, Tyberghien-Vandenbussche, MM. Van Daele, Van den Broeck, Vandenhaute, Mme Van den Poel-Welkenhuysen, MM. Vanderborcht, Vandermarliere, Vandersmissen, J. Van Eetvelt, V. Van Eetvelt, Vanhaverbeke, Van houte, Van Nevel, Vannieuwenhuyze, Van Rompaey, Waltniel, Weckx, Willemsens, Windels, Wintgens et Leemans.

Hebben ja gestemd:

Ont voté oui:

M. Adriaenssens, Mme Aelvoet, MM. De Baere, De Bremaeker, Mme De Pauw-Deveene, MM. De Smeyster, De Wulf, Egelmeers, A. Geens, Gryp, Holsbeke, Knuts, Mme Lieten-Croes, MM. Luyten, Meyntjens, Mommerency, Pataer, Schellens, Seeuws, Trussart, Vaes, Vandekerckhove, Vandenhove, Van Der Niepen, Van Grembergen, Van In, Vanlerberghe, Van Ooteghem, Mme Van Puymbroeck, MM. Verschueren et Vervae.

De Voorzitter. — Wij stemmen nu over het voorstel van verklaring van de heren Trussart en Gryp tot invoering van een artikel 31ter (nieuw) in de Grondwet.

Nous passons au vote sur la proposition de déclaration de MM. Trussart et Gryp tendant à insérer un article 31ter (nouveau) dans la Constitution.

— Er wordt tot naamstemming overgegaan.

Il est procédé au vote nominatif.

153 leden zijn aanwezig.

153 membres sont présents.

109 stemmen neen.

109 votent non.

7 stemmen ja.

7 votent oui.

37 onthouden zich.

37 s'abstiennent.

Derhalve is het voorstel van verklaring niet aangenomen.

En conséquence, la proposition de déclaration n'est pas adoptée.

Hebben neen gestemd:

Ont voté non:

MM. Adriaenssens, Aerts, Anciaux, Anthuenis, Antoine, Aubecq, Bascour, Bataille, Bens, Bock, Boël, J. A. Bosmans, J. H. Bosmans, Mme Buyse, MM. Cardoen, Cerexhe, Chabert, Claey, Clerdent, Close, Conrotte, Cooreman, Dalem, De Baere, De Bondt, De Bremaeker, De Clercq, Decléry, de Clippele, De Cooman, Dehaene, De Kerpel, Deleek, Mmes Delruelle-Ghobert, Demeulenaere-Dewilde, MM. Demuyter, Deneir, Deprez, Descamps, De Seranno, Desmarts, De Wulf, Mme D'Hondt-Van Opdenbosch, MM. Didden, Doumont, Egelmeers, Evers, Flagothier, Friederichs, G. Geens, Gijs, J. Gillet, Mme L. Gillet, MM. Glibert, Hansenne, Hatry, Hazette, Henrion, Holsbeke, Kelchtermans, Knuts, Langendries, Laverge, Lenfant, Mme Lieten-Croes, MM. Lutgen, Mainil, Mme Mayence-Goossens, MM. Nicolas, Noerens, Ottenbourg, Mme Panneels-Van Baelen, MM. Pataer, Peetermans, Poulet, Remacle, Saulmont, Schellens, Seeuws, Smeers, Mme Smitt, M. Sondag, Mme Staels-Dompas, M. Swaelen, Mme Tyberghien-Vandenbussche, MM. Van Daele, Van den Broeck, Vandenhaute, Vandenhove, Mme Van den Poel-Welkenhuysen, MM. Vanderborcht, Vandermarliere, Van Der Niepen, Vandersmissen, J. Van Eetvelt, V. Van Eetvelt, Vanhaverbeke, Van houte, Vanlerberghe, Van Nevel, Vannieuwenhuyze, Van Rompaey, Verschueren, Waltniel, Weckx, Willemsens, Windels, Wintgens et Leemans.

Hebben ja gestemd:

Ont voté oui:

Mme Aelvoet, MM. Gryp, Lepaffe, Pede, Trussart, Vaes et Mme Van Puymbroeck.

Hebben zich onthouden:

Se sont abstenus:

MM. Basecq, Belot, Borremans, Collignon, Dehousse, de Wasseige, Deworme, Donnay, Dufour, Eicher, A. Geens, Gevenois, Grosjean, Guillaume, Hofman, Hotyat, Lagasse, Lallemand, Leclercq, Luyten, Meyntjens, Minet, Moureaux, Mouton, Paque, Pécriaux, Poulain, Mme Rifflet-Knauer, M. Taminiaux, Mme Thiry, M. Toussaint, Mme Truffaut, MM. Vandekerckhove, Van Grembergen, Van In, Van Ooteghem et Vervae.

De Voorzitter. — Wij stemmen nu over het ontwerp van verklaring tot herziening van titel III van de Grondwet om nieuwe bepalingen in te voegen betreffende het referendum.

Nous passons au vote sur le projet de déclaration de révision du titre III de la Constitution par l'insertion de dispositions nouvelles relatives au référendum.

— Il est procédé au vote nominatif.

Er wordt tot naamstemming overgegaan.

155 membres sont présents.

155 leden zijn aanwezig.

97 votent oui.

97 stemmen ja.

24 votent non.

24 stemmen neen.

34 s'abstiennent.

34 onthouden zich.

En conséquence, le projet de déclaration est adopté.

Derhalve is het ontwerp van verklaring aangenomen.

Il sera transmis à la Chambre des représentants.

Het zal aan de Kamer van volksvertegenwoordigers worden overgezonden.

Ont voté oui:

Hebben ja gestemd:

MM. Aerts, Anciaux, Anthuenis, Antoine, Aubecq, Bascour, Bataille, Bens, Bock, Boël, J. A. Bosmans, J. H. Bosmans, Mme Buyse, MM. Cardoen, Cerexhe, Chabert, Claeys, Clerdent, Close, Conrotte, Cooreman, Dalem, De Bondt, De Clercq, Decléry, de Clippele, De Cooman, Dehaene, De Kerpel, Deleecq, Mmes Delruelle-Ghobert, Demeulenaere-Dewilde, MM. Deneir, Deprez, Descamps, De Seranno, Desmaret, Mme D'Hondt-Van Opdenbosch, MM. Didden, Doumont, Evers, Falise, Flagothier, Friederichs, G. Geens, Gijs, J. Gillet, Mme L. Gillet, MM. Glibert, Gryp, Hansenne, Hatry, Hazette, Henrion, Mme Herman-Michielsens, MM. Kelchtermans, Langendries, Laverge, Lenfant, Mainil, Mme Mayence-Goossens, MM. Nicolas, Noerens, Ottenbourg, Mme Panneels-Van Baelen, MM. Pede, Peetermans, Poulet, Remacle, Saulmont, Smeers, Mme Smitt, M. Sondag, Mme Staels-Dompas, M. Swaen, Mme Tyberghien-Vandenbussche, MM. Vaes, Van Daele, Van den Broeck, Vandenhaute, Mme Van den Poel-Welkenhuysen, MM. Vanderborght, Vandermarliere, Vandersmissen, J. Van Eetvelt, V. Van Eetvelt, Vanhaverbeke, Van houtte, Van Nevel, Vannieuwenhuize, Van Rompaey, Waltniel, Weckx, Willemsens, Windels, Wintgens et Leemans.

Ont voté non:

Hebben neen gestemd:

MM. Adriaensens, De Baere, De Bremaeker, Mme De Pauw-Deveen, MM. De Smeyter, De Wulf, Egelmeyers, A. Geens, Knuts, Mme Lieten-Croes, MM. Luyten, Meyntjens, Pataer, Schellens, Seeuws, Vandekerckhove, Vandenbove, Van Der Niepen, Van Grembergen, Van In, Vanlerberghe, Van Ooteghem, Verschuere en Vervae.

Se sont abstenus:

Hebben zich onthouden:

Mme Aelvoet, MM. Basecq, Belot, Borremans, Collignon, Dehousse, de Wasseige, Deworme, Donnay, Dufour, Eicher, Gevenois, Grosjean,

Guillaume, Hofman, Hotyat, Lagasse, Lallemand, Leclercq, Lepaffe, Lutgen, Minet, Moureaux, Mouton, Paque, Pécriaux, Poulain, Mme Rifflet-Knauer, M. Taminiaux, Mme Thiry, M. Toussaint, Mme Truffaut, M. Trussart et Mme Van Puymbroeck.

De Voorzitter. — Wij stemmen nu over het ontwerp van verklaring tot herziening van titel III van de Grondwet om een nieuw artikel in te voegen betreffende de exclusieve bevoegdheden van de nationale macht.

Nous passons au vote sur le projet de déclaration de révision du titre III de la Constitution par l'insertion d'un article nouveau relatif aux compétences exclusives du pouvoir national.

— Dit ontwerp van verklaring, bij zitten en opstaan in stemming gebracht, wordt aangenomen.

Ce projet de déclaration, mis aux voix par assis et levé, est adopté.

Derhalve zal het ontwerp van verklaring aan de Kamer van volksvertegenwoordigers worden overgezonden.

En conséquence, le projet de déclaration sera transmis à la Chambre des représentants.

De Voorzitter. — Wij stemmen over het ontwerp van verklaring tot herziening van titel III van de Grondwet om een nieuw artikel in te voegen betreffende de residuaire en de concurrerende bevoegdheden.

Nous passons au vote sur le projet de déclaration de révision du titre III de la Constitution par l'insertion d'un article nouveau relatif aux compétences résiduelles et concurrentes.

— Dit ontwerp van verklaring, bij zitten en opstaan in stemming gebracht, wordt aangenomen.

Ce projet de déclaration, mis aux voix par assis et levé, est adopté.

Derhalve zal het ontwerp van verklaring aan de Kamer van volksvertegenwoordigers worden overgezonden.

En conséquence, le projet de déclaration sera transmis à la Chambre des représentants.

De Voorzitter. — Wij stemmen nu over het ontwerp van verklaring tot herziening van titel III, eerste hoofdstuk, van de Grondwet door invoering van een afdeling met betrekking tot de respectieve bevoegdheden van de Kamer van volksvertegenwoordigers en de Senaat en de werking van deze instellingen.

Nous passons au vote sur le projet de déclaration de révision du titre III, chapitre premier, de la Constitution, par l'insertion d'une section relative aux compétences respectives de la Chambre des représentants et du Sénat ainsi qu'au fonctionnement de ces institutions.

— Dit ontwerp van verklaring, bij zitten en opstaan in stemming gebracht, wordt aangenomen.

Ce projet de déclaration, mis aux voix par assis et levé, est adopté.

Derhalve zal het ontwerp van verklaring aan de Kamer van volksvertegenwoordigers worden overgezonden.

En conséquence, le projet de déclaration sera transmis à la Chambre des représentants.

De Voorzitter. — Wij stemmen over het ontwerp van verklaring tot herziening van artikel 32 van de Grondwet.

Nous passons au vote sur le projet de déclaration de révision de l'article 32 de la Constitution.

— Het ontwerp van verklaring tot herziening, bij zitten en opstaan in stemming gebracht, wordt aangenomen.

Le projet de déclaration de révision, mis aux voix par assis et levé, est adopté.

Derhalve zal het ontwerp van verklaring aan de Kamer van volksvertegenwoordigers worden overgezonden.

En conséquence, le projet de déclaration sera transmis à la Chambre des représentants.

De Voorzitter. — Wij stemmen over het ontwerp van verklaring tot herziening van artikel 36 van de Grondwet.

Nous passons au vote sur le projet de déclaration de révision de l'article 36 de la Constitution.

— Het ontwerp van verklaring tot herziening, bij zitten en opstaan in stemming gebracht, wordt aangenomen.

Le projet de déclaration de révision, mis aux voix par assis et levé, est adopté.

Derhalve zal het ontwerp van verklaring aan de Kamer van volksvertegenwoordigers worden overgezonden.

En conséquence, le projet de déclaration sera transmis à la Chambre des représentants.

De Voorzitter. — Wij stemmen over het voorstel van de heer Van In om artikel 38bis van de Grondwet voor herziening vatbaar te verklaren.

Nous passons au vote sur la proposition de déclaration de M. Van In relative à la révision de l'article 38bis de la Constitution.

— Il est procédé au vote nominatif.

Er wordt tot naamstemming overgegaan.

147 membres sont présents.

147 leden zijn aanwezig.

134 votent non.

134 stemmen neen.

13 votent oui.

13 stemmen ja.

En conséquence, la proposition de déclaration n'est pas adoptée.

Derhalve is het voorstel van verklaring niet aangenomen.

Ont voté non :

Hebben neen gestemd :

MM. Adriaenssens, Aerts, Anciaux, Anthuenis, Antoine, Aubecq, Bas-cour, Basecq, Bataille, Belot, Bens, Bock, Boël, Borremans, J. A. Bosmans, J. H. Bosmans, Mme Buyse, MM. Cardoen, Cerexhe, Chabert, Claeys, Clerdent, Close, Collignon, Conrotte, Content, Cooreman, Dalem, De Baere, De Bondt, De Bremaeker, De Clercq, Decléty, de Clippele, De Cooman, Dehaene, Dehousse, De Kerpel, Delecek, Mmes Delruelle-Ghobert, Demeulenaere-Dewilde, MM. Demuyter, Deneir, Mme De Pauw-Deveen, MM. Deprez, Descamps, Desmaret, De Smeyter, de Wasseige, Deworme, De Wulf, Mme D'Hondt-Van Opdenbosch, MM. Didden, Donnay, Doumont, Dufour, Egelmeers, Eicher, Evers, Falise, Flagothier, G. Geens, Gevenois, Gijs, J. Gillet, Mme L. Gillet, MM. Glibert, Grosjean, Guillaume, Hansenne, Hatry, Hazette, Henrion, Mme Herman-Michielsens, MM. Hofman, Hotyat, Kelchtermans, Knuts, Lagasse, Lallemand, Langendries, Leclercq, Lenfant, Lepaffe, Mme Lieten-Croes, MM. Lutgen, Mainil, Mme Mayence-Goossens, MM. Minet, Moureaux, Mouton, Noerens, Ottenbourg, Mme Panneels-Van Baelen, MM. Paque, Péciaux, Pede, Peetermans, Poulain, Pouillet, Remacle, Mme Rifflet-Knauer, MM. Saulmont, Schellens, Seeuws, Sondag, Mme Staels-Dompas, MM. Swaelen, Taminiaux, Mme Thiry, M. Toussaint, Mmes Truffaut, Tyberghien-Vandenbussche, MM. Van den Broeck, Vandenhaute, Vandenhove, Mme Van den Poel-Welkenhuysen, MM. Vanderborght, Vandermarliere, Van Der Niepen, Vandersmissen, J. Van Eetvelt, V. Van Eetvelt, Vanhaverbeke, Vanlerberghe, Van Nevel, Van-nieuwenhuyze, Van Rompaey, Waltniel, Weckx, Willemsens, Windels, Wintgens et Leemans.

Ont voté oui :

Hebben ja gestemd :

Mme Aelvoet, MM. A. Geens, Gryp, Luyten, Meyntjens, Trussart, Vaes, Vandekerckhove, Van Grembergen, Van In, Van Ooteghem, Mme Van Puymbroeck et M. Vervaeke.

M. le Président. — Nous passons au vote sur la proposition de déclaration de MM. Trussart et Gryp de révision du titre III de la Constitution par l'insertion d'un article 40bis (nouveau).

Wij stemmen over het voorstel van verklaring tot herziening van titel III van de Grondwet, door invoeging van een artikel 40bis (nieuw), van de heren Trussart en Gryp.

— Il est procédé au vote nominatif.

Er wordt tot naamstemming overgegaan.

153 membres sont présents.

153 leden zijn aanwezig.

118 votent oui.

118 stemmen ja.

5 votent non.

5 stemmen neen.

30 s'abstiennent.

30 onthouden zich.

En conséquence, la proposition de déclaration de révision n'est pas adoptée.

Derhalve is het voorstel van verklaring tot herziening niet aangenomen.

Ont voté non :

Hebben neen gestemd :

MM. Adriaenssens, Aerts, Anciaux, Anthuenis, Antoine, Aubecq, Bas-cour, Bataille, Bens, Bock, Boël, J. A. Bosmans, J. H. Bosmans, Mme Buyse, MM. Cardoen, Cerexhe, Chabert, Claeys, Clerdent, Close, Conrotte, Content, Cooreman, Dalem, De Baere, De Bondt, De Bremaeker, De Clercq, Decléty, de Clippele, De Cooman, Dehaene, De Kerpel, Delecek, Mmes Delruelle-Ghobert, Demeulenaere-Dewilde, M. Deneir, Mme De Pauw-Deveen, MM. Deprez, Descamps, De Seranno, Desmaret, De Smeyter, De Wulf, Mme D'Hondt-Van Opdenbosch, MM. Didden, Doumont, Egelmeers, Evers, Flagothier, Friederichs, A. Geens, G. Geens, Gijs, J. Gillet, Mme L. Gillet, MM. Hansenne, Hatry, Hazette, Henrion, Mme Herman-Michielsens, MM. Kelchtermans, Knuts, Langendries, Laverge, Lenfant, Mme Lieten-Croes, MM. Lutgen, Luyten, Mainil, Mme Mayence-Goossens, MM. Meyntjens, Nicolas, Noerens, Ottenbourg, Mme Panneels-Van Baelen, MM. Pataer, Pede, Peetermans, Pouillet, Remacle, Saulmont, Schellens, Seeuws, Mme Smitt, M. Sondag, Mme Staels-Dompas, M. Swaelen, Mme Tyberghien-Vandenbussche, MM. Van Daele, Vandekerckhove, Van den Broeck, Vandenhove, Vandenhove, Mme Van den Poel-Welkenhuysen, MM. Vanderborght, Vandermarliere, Van Der Niepen, Vandersmissen, J. Van Eetvelt, V. Van Eetvelt, Van Grembergen, Vanhaverbeke, Van houtte, Van In, Vanlerberghe, Van Nevel, Vannieuwenhuyze, Van Ooteghem, Van Rompaey, Verschuere, Vervaeke, Waltniel, Weckx, Willemsens, Windels, Wintgens et Leemans.

Ont voté oui :

Hebben ja gestemd :

Mme Aelvoet, MM. Gryp, Trussart, Vaes et Mme Van Puymbroeck.

Se sont abstenus :

Hebben zich onthouden :

MM. Basecq, Belot, Borremans, Collignon, Dehousse, de Wasseige, Deworme, Donnay, Dufour, Eicher, Gevenois, Grosjean, Guillaume, Hofman, Hotyat, Lagasse, Lallemand, Leclercq, Lepaffe, Minet, Moureaux, Mouton, Paque, Péciaux, Poulain, Mme Rifflet-Knauer, M. Taminiaux, Mme Thiry, M. Toussaint et Mme Truffaut.

M. le Président. — Nous passons au vote sur le projet de déclaration de révision de l'article 41 de la Constitution.

Wij stemmen over het ontwerp van verklaring tot herziening van artikel 41 van de Grondwet.

— Ce projet de déclaration, mis aux voix par assis et levé, est adopté.

Dit ontwerp van verklaring, bij zitten en opstaan in stemming gebracht, wordt aangenomen.

En conséquence, le projet de déclaration sera transmis à la Chambre des représentants.

Derhalve zal het ontwerp van verklaring aan de Kamer van volksvertegenwoordigers worden overgezonden.

M. le Président. — Nous passons au vote sur le projet de déclaration de révision du titre III, chapitre premier, de la Constitution, par l'insertion d'un article 41bis relatif à l'adoption des textes de loi après une seconde lecture.

Wij stemmen over het ontwerp van verklaring tot herziening van titel III, eerste hoofdstuk, van de Grondwet, door invoeging van een artikel 41bis betreffende het aannemen van wetteksten na een tweede lezing.

— Ce projet de déclaration, mis aux voix par assis et levé, est adopté.
Dit ontwerp van verklaring, bij zitten en opstaan in stemming gebracht, wordt aangenomen.

En conséquence, le projet de déclaration sera transmis à la Chambre des représentants.

Derhalve zal het ontwerp van verklaring aan de Kamer van volksvertegenwoordigers worden overgezonden.

De Voorzitter. — Wij stemmen over het ontwerp van verklaring tot herziening van artikel 42 van de Grondwet.

Nous passons au vote sur le projet de déclaration de révision de l'article 42 de la Constitution.

— Dit ontwerp van verklaring tot herziening, bij zitten en opstaan in stemming gebracht, wordt aangenomen.

Ce projet de déclaration de révision, mis aux voix par assis et levé, est adopté.

Derhalve zal het ontwerp van verklaring aan de Kamer van volksvertegenwoordigers worden overgezonden.

En conséquence, le projet de déclaration sera transmis à la Chambre des représentants.

De Voorzitter. — Wij stemmen over het ontwerp van verklaring tot herziening van artikel 47, eerste lid, van de Grondwet.

Nous passons au vote sur le projet de déclaration de révision de l'article 47, alinéa premier, de la Constitution.

— Het ontwerp van verklaring tot herziening, bij zitten en opstaan in stemming gebracht, wordt aangenomen.

Le projet de déclaration de révision, mis aux voix par assis et levé, est adopté.

Derhalve zal het ontwerp van verklaring aan de Kamer van volksvertegenwoordigers worden overgezonden.

En conséquence, le projet de déclaration sera transmis à la Chambre des représentants.

De Voorzitter. — Wij stemmen over het ontwerp van verklaring tot herziening van artikel 48, eerste lid, van de Grondwet.

Nous passons au vote sur le projet de déclaration de révision de l'article 48, alinéa premier, de la Constitution.

M. Paque. — Mon groupe demande le vote nominatif sur ce projet, monsieur le Président.

M. le Président. — Cette demande est-elle appuyée? (*Plus de neuf membres se lèvent.*)

Le vote nominatif étant régulièrement demandé, il va y être procédé.

— Er wordt tot naamstemming overgegaan over het ontwerp van verklaring.

Il est procédé au vote nominatif sur le projet de déclaration.

152 leden zijn aanwezig.

152 membres sont présents.

125 stemmen ja.

125 votent oui.

27 onthouden zich.

27 s'abstiennent.

Derhalve is het ontwerp van verklaring aangenomen.

En conséquence, le projet de déclaration est adopté.

Het zal aan de Kamer van volksvertegenwoordigers worden overgezonden.

Il sera transmis à la Chambre des représentants.

Hebben ja gestemd:

Ont voté oui:

M. Adriaenssens, Mme Aelvoet, MM. Aerts, Anciaux, Anthuenis, Antoine, Aubecq, Bascour, Bataille, Bens, Bock, Boël, J. A. Bosmans, J. H. Bosmans, Capoen, Cardoen, Cerexhe, Chabert, Claeys, Clerdent, Close, Conrotte, Content, Cooreman, Dalem, De Baere, De Bondt, De Bremaeker, De Clercq, Decléty, de Clippele, De Cooman, Dehaene, De Kerpel, Deleeck, Mmes Delruelle-Ghobert, Demeulenaere-Dewilde,

MM. Demuyter, Deneir, Mme De Pauw-Deveen, MM. Deprez, Descamps, Desmarets, De Wulf, Mme D'Hondt-Van Opdenbosch, MM. Didden, Doumont, Egelmeers, Evers, Falise, Flagothier, Friederichs, A. Geens, G. Geens, Gijs, J. Gillet, Mme L. Gillet, MM. Glibert, Gryp, Hansenne, Hatry, Hazette, Henrion, Mme Herman-Michielsens, MM. Kelchtermans, Knuts, Lagasse, Langendries, Laverge, Lenfant, Lepaffe, Mme Lieten-Croes, MM. Lutgen, Luyten, Mainil, Mme Mayence-Goossens, MM. Meyntjens, Nicolas, Noerens, Ottenbourg, Mme Panneels-Van Baelen, MM. Pataer, Pede, Peetermans, Pouillet, Remacle, Saulmont, Schellens, Seeuws, Smeers, Sondag, Mme Staels-Dompas, MM. Swaelen, Trussart, Mme Tyberghien-Vandenbussche, MM. Vaes, Van Daele, Vandekerckhove, Van den Broeck, Vandenhaute, Vandenhove, Mme Van den Poel-Welkenhuysen, MM. Vanderborgh, Vandermarliere, Van Der Niepen, Vandersmissen, J. Van Eetvelt, Van Grembergen, Vanhaverbeke, Van houtte, Van In, Vanlerberghe, Van Nevel, Vannieuwenhuyze, Van Ooteghem, Mme Van Puymbroeck, MM. Van Rompaey, Verschueren, Vervae, Waltiel, Weckx, Willemsens, Windels, Wintgens et Leemans.

Hebben zich onthouden:

Se sont abstenus:

MM. Basecq, Belot, Borremans, Collignon, de Wasseige, Deworme, Donnay, Dufour, Eicher, Gevenois, Grosjean, Guillaume, Hofman, Hotyat, Lallemand, Leclercq, Minet, Moureaux, Mouton, Paque, Péciaux, Poulain, Mme Rifflet-Knauer, M. Taminiaux, Mme Thiry, M. Toussaint et Mme Truffaut.

M. le Président. — Nous passons au vote sur le projet de déclaration de révision de l'article 49 de la Constitution.

Wij stemmen over het ontwerp van verklaring tot herziening van artikel 49 van de Grondwet.

De heer Seeuws. — Wij vragen de naamstemming, mijnheer de Voorzitter.

De Voorzitter. — Wordt deze vraag gesteund? (*Meer dan negen leden staan op.*)

Aangezien de naamstemming reglementair is gevraagd, zal ertoe worden overgegaan.

— Er wordt tot naamstemming overgegaan over het ontwerp van verklaring tot herziening van artikel 49 van de Grondwet.

Il est procédé au vote nominatif sur le projet de déclaration de révision de l'article 49 de la Constitution.

154 leden zijn aanwezig.

154 membres sont présents.

108 stemmen ja.

108 votent oui.

46 onthouden zich.

46 s'abstiennent.

Derhalve is dit ontwerp aangenomen.

En conséquence, ce projet est adopté.

Het zal aan de Kamer van volksvertegenwoordigers worden overgezonden.

Il sera transmis à la Chambre des représentants.

Hebben ja gestemd:

Ont voté oui:

Mme Aelvoet, MM. Aerts, Anciaux, Anthuenis, Antoine, Aubecq, Bascour, Bataille, Bens, Bock, Boël, J. A. Bosmans, J. H. Bosmans, Mme Buyse, MM. Capoen, Cardoen, Cerexhe, Chabert, Claeys, Clerdent, Close, Conrotte, Cooreman, Dalem, De Bondt, De Clercq, Decléty, de Clippele, De Cooman, Dehaene, De Kerpel, Deleeck, Mmes Delruelle-Ghobert, Demeulenaere-Dewilde, MM. Demuyter, Deneir, Descamps, De Seranno, Desmarets, Mme D'Hondt-Van Opdenbosch, MM. Didden, Doumont, Evers, Falise, Flagothier, Friederichs, A. Geens, G. Geens, Gijs, J. Gillet, Mme L. Gillet, MM. Glibert, Gryp, Hansenne, Hatry, Hazette, Henrion, Mme Herman-Michielsens, MM. Kelchtermans, Langendries, Laverge, Lenfant, Lutgen, Luyten, Mainil, Mme Mayence-Goossens, MM. Meyntjens, Nicolas, Noerens, Ottenbourg, Mme Panneels-Van Baelen, MM. Pede, Peetermans, Pouillet, Remacle, Saulmont, Smeers, Mme Smitt, M. Sondag, Mme Staels-Dompas, MM. Swaelen,

Trussart, Mme Tyberghien-Vandenbussche, MM. Van Daele, Vandekerckhove, Van den Broeck, Vandenhaute, Mme Van den Poel-Welkenhuysen, MM. Vandermarliere, Vandersmissen, J. Van Eetvelt, V. Van Eetvelt, Van Grembergen, Vanhaverbeke, Van houtte, Van In, Van Nevel, Vannieuwenhuyze, Van Ooteghem, Mme Van Puymbroeck, MM. Van Rompaey, Vervaeke, Waltniel, Weckx, Willemsens, Windels, Wintgens et Leemans.

Hebben zich onthouden :

Se sont abstenus :

MM. Adriaenssens, Basecq, Belot, Borremans, Collignon, Content, De Baere, De Bremaeker, Mme De Pauw-Deveene, MM. De Smeyter, de Wasseige, Deworme, De Wulf, Donnay, Dufour, Egelméers, Eicher, Gevenois, Grosjean, Guillaume, Hofman, Hotyat, Knuts, Lagasse, Lallemand, Leclercq, Lepaffe, Mme Lieten-Croes, MM. Minet, Moureaux, Mouton, Paque, Pataer, Pécriaux, Poulain, Mme Rifflet-Knauer, MM. Schellens, Seeuws, Taminiaux, Mme Thiry, M. Toussaint, Mme Truffaut, MM. Vandenheve, Van Der Niepen, Vanlerberghe et Verschuere.

M. le Président. — Nous passons au vote sur le projet de déclaration de révision de l'article 50, alinéa premier, 1^o, 3^o et 4^o, de la Constitution.

Wij stemmen over het ontwerp van verklaring tot herziening van artikel 50, eerste lid, 1^o, 3^o en 4^o, van de Grondwet.

— Ce projet de déclaration, mis aux voix par assis et levé, est adopté.

Dit ontwerp van verklaring, bij zitten en opstaan in stemming gebracht, wordt aangenomen.

En conséquence, le projet de déclaration sera transmis à la Chambre des représentants.

Derhalve zal het ontwerp van verklaring aan de Kamer van volksvertegenwoordigers worden overgezonden.

De Voorzitter. — Wij stemmen over het voorstel van de heer Wyninckx om artikel 51 van de Grondwet voor herziening vatbaar te verklaren.

Nous passons au vote sur la proposition de déclaration de M. Wyninckx relative à la révision de l'article 51 de la Constitution.

— Er wordt tot naamstemming overgegaan.

Il est procédé au vote nominatif.

154 leden zijn aanwezig.

154 membres sont présents.

96 stemmen neen.

96 votent non.

30 stemmen ja.

30 votent oui.

28 onthouden zich.

28 s'abstiennent.

Derhalve is het voorstel van verklaring niet aangenomen.

En conséquence, la proposition de déclaration n'est pas adoptée.

Hebben neen gestemd :

Ont voté non :

MM. Aerts, Anciaux, Anthuenis, Antoine, Aubecq, Bascour, Bataille, Bens, Bock, Boël, J. A. Bosmans, J. H. Bosmans, Mme Buyse, MM. Cardoen, Cerehe, Chabert, Claes, Clerdent, Close, Conrotte, Cooreman, Dalem, De Bondt, De Clercq, Decléry, de Clippele, De Cooman, Dehaene, De Kerpel, Deleek, Mmes Delruelle-Ghobert, Demeulenaere-Dewilde, MM. Demuyter, Deneir, Deprez, Descamps, De Seranno, Desmaret, Mme D'Hondt-Van Opdenbosch, MM. Didden, Doumont, Evers, Falise, Flaghothier, Friederichs, G. Geens, Gijs, J. Gillet, Mme L. Gillet, MM. Hansenne, Harry, Hazette, Henrion, Mme Herman-Michielsens, MM. Kelchtermans, Langendries, Laverge, Lenfant, Lutgen, Mainil, Mme Mayence-Goossens, MM. Nicolas, Noerens, Ottenbourg, Mme Panneels-Van Baelen, MM. Pedé, Peetermans, Poulet, Remacle, Saulmont, Smeers, Mme Smitt, M. Sondag, Mme Staels-Dompas, M. Swaelen, Mme Tyberghien-Vandenbussche, MM. Van Daele, Van den Broeck, Vandenhaute, Mme Van den Poel-Welkenhuysen, MM. Vanderborght, Vandermarliere, Vandersmissen, J. Van Eetvelt, V. Van Eetvelt, Vanhaverbeke, Van houtte, Van Nevel, Vannieuwenhuyze, Van Rompaey, Waltniel, Weckx, Willemsens, Windels, Wintgens et Leemans.

Hebben ja gestemd :

Ont voté oui :

M. Adriaenssens, Mme Aelvoet, MM. Capoen, Content, De Baere, De Bremaeker, Mme De Pauw-Deveene, MM. De Wulf, Egelméers, A. Geens, Gryp, Knuts, Mme Lieten-Croes, MM. Luyten, Meyntjens, Pataer, Schellens, Seeuws, Trussart, Vaes, Vandekerckhove, Vandenheve, Van Der Niepen, Van Grembergen, Van In, Vanlerberghe, Van Ooteghem, Mme Van Puymbroeck, MM. Verschuere et Vervaeke.

Hebben zich onthouden :

Se sont abstenus :

MM. Basecq, Belot, Borremans, Collignon, de Wasseige, Deworme, Donnay, Dufour, Eicher, Gevenois, Grosjean, Guillaume, Hofman, Hotyat, Lagasse, Lallemand, Leclercq, Lepaffe, Minet, Moureaux, Mouton, Paque, Pécriaux, Mme Rifflet-Knauer, M. Taminiaux, Mme Thiry, M. Toussaint et Mme Truffaut.

M. le Président. — Nous passons au vote sur le projet de déclaration de révision de l'article 52 de la Constitution.

Wij stemmen over het ontwerp van verklaring tot herziening van artikel 52 van de Grondwet.

— Ce projet de déclaration, mis aux voix par assis et levé, est adopté.

Dit ontwerp van verklaring, bij zitten en opstaan in stemming gebracht, wordt aangenomen.

En conséquence, le projet de déclaration sera transmis à la Chambre des représentants.

Derhalve zal het ontwerp van verklaring aan de Kamer van volksvertegenwoordigers worden overgezonden.

De Voorzitter. — Wij moeten nu stemmen over het ontwerp van verklaring tot herziening van titel III, eerste hoofdstuk, eerste afdeling, van de Grondwet, om er een bepaling aan toe te voegen betreffende de volksvertegenwoordigers van rechtswege.

Nous devons voter maintenant sur le projet de déclaration de révision du titre III, chapitre premier, section première, de la Constitution, en vue d'y ajouter une disposition relative aux députés de droit.

— Er wordt tot naamstemming overgegaan.

Il est procédé au vote nominatif.

156 leden zijn aanwezig.

156 membres sont présents.

102 stemmen ja.

102 votent oui.

54 onthouden zich.

54 s'abstiennent.

Derhalve is het ontwerp van verklaring aangenomen.

En conséquence, le projet de déclaration est adopté.

Het zal aan de Kamer van volksvertegenwoordigers worden overgezonden.

Il sera transmis à la Chambre des représentants.

Hebben ja gestemd :

Ont voté oui :

Mme Aelvoet, MM. Aerts, Anciaux, Anthuenis, Antoine, Aubecq, Bascour, Bataille, Bens, Bock, Boël, J. A. Bosmans, J. H. Bosmans, Mme Buyse, MM. Cardoen, Cerehe, Chabert, Claes, Clerdent, Close, Conrotte, Cooreman, Dalem, De Bondt, De Clercq, Decléry, de Clippele, De Cooman, Dehaene, De Kerpel, Deleek, Mmes Delruelle-Ghobert, Demeulenaere-Dewilde, MM. Demuyter, Deneir, Deprez, Descamps, De Seranno, Desmaret, Mme D'Hondt-Van Opdenbosch, MM. Didden, Doumont, Evers, Falise, Flaghothier, Friederichs, G. Geens, Gijs, J. Gillet, Mme L. Gillet, MM. Glibert, Gryp, Hansenne, Harry, Hazette, Henrion, Mme Herman-Michielsens, MM. Kelchtermans, Langendries, Laverge, Lenfant, Lutgen, Mainil, Mme Mayence-Goossens, MM. Nicolas, Noerens, Ottenbourg, Mme Panneels-Van Baelen, MM. Pedé, Peetermans, Poulet, Remacle, Saulmont, Smeers, Mme Smitt, M. Sondag, Mme Staels-Dompas, MM. Swaelen, Trussart, Mme Tyberghien-Vandenbussche, MM. Vaes, Van Daele, Van den Broeck, Vandenhaute, Mme Van den Poel-Welkenhuysen, MM. Vanderborght, Vandermarliere, Vandersmissen, J. Van Eetvelt, V. Van Eetvelt, Vanhaverbeke, Van houtte, Van

Nevel, Vannieuwenhuyze, Mme Van Puymbroeck, MM. Van Rompaey, Waltniel, Weckx, Willemsens, Windels, Wintgens et Leemans.

Hebben zich onthouden :

Se sont abstenus :

MM. Adriaensens, Basecq, Belot, Borremans, Capoen, Collignon, Content, De Baere, De Bremaeker, Dehousse, Mme De Pauw-Deveen, MM. de Wasseige, De Wulf, Donnay, Dufour, Egemeers, Eicher, A. Geens, Gevenois, Grosjean, Guillaume, Hofman, Hotyat, Knuts, Lagasse, Lallemand, Leclercq, Lepaffe, Mme Lieten-Croes, MM. Luyten, Meyntjens, Minet, Moureaux, Mouton, Paque, Pataer, Pécriaux, Poulain, Mme Rifflet-Knauer, MM. Schellens, Seeuws, Taminiaux, Mme Thiry, M. Toussaint, Mme Truffaut, MM. Vandekerckhove, Vandenhove, Van Der Niepen, Van Grembergen, Van In, Vanlerberghe, Van Ooteghem, Verschuere et Vervaeke.

herziening van artikel 53 van de Grondwet.

Nous passons au vote sur le projet de déclaration de révision de l'article 53 de la Constitution.

— Dit ontwerp van verklaring, bij zitten en opstaan in stemming gebracht, wordt aangenomen.

Ce projet de déclaration, mis aux voix par assis et levé, est adopté.

Derhalve zal het ontwerp van verklaring aan de Kamer van volksvertegenwoordigers worden overgezonden.

En conséquence, le projet de déclaration sera transmis à la Chambre des représentants.

De Voorzitter. — Wij stemmen over het ontwerp van verklaring tot herziening van artikel 54 van de Grondwet.

Nous passons au vote sur le projet de déclaration de révision de l'article 54 de la Constitution.

— Dit ontwerp van verklaring, bij zitten en opstaan in stemming gebracht, wordt aangenomen.

Ce projet de déclaration, mis aux voix par assis et levé, est adopté.

Derhalve zal het ontwerp van verklaring aan de Kamer van volksvertegenwoordigers worden overgezonden.

En conséquence, le projet de déclaration sera transmis à la Chambre des représentants.

De Voorzitter. — Wij stemmen over het ontwerp van verklaring tot herziening van artikel 55 van de Grondwet.

Nous passons au vote sur le projet de déclaration de révision de l'article 55 de la Constitution.

— Dit ontwerp van verklaring, bij zitten en opstaan in stemming gebracht, wordt aangenomen.

Ce projet de déclaration, mis aux voix par assis et levé, est adopté.

Derhalve zal het ontwerp van verklaring aan de Kamer van volksvertegenwoordigers worden overgezonden.

En conséquence, le projet de déclaration sera transmis à la Chambre des représentants.

De Voorzitter. — Wij stemmen over het ontwerp van verklaring tot herziening van artikel 56 van de Grondwet.

Nous passons au vote sur le projet de déclaration de révision de l'article 56 de la Constitution.

— Dit ontwerp van verklaring, bij zitten en opstaan in stemming gebracht, wordt aangenomen.

Ce projet de déclaration, mis aux voix par assis et levé, est adopté.

Derhalve zal het ontwerp van verklaring aan de Kamer van volksvertegenwoordigers worden overgezonden.

En conséquence, le projet de déclaration sera transmis à la Chambre des représentants.

De Voorzitter. — Wij stemmen over het ontwerp van verklaring tot herziening van artikel 56ter van de Grondwet.

Nous passons au vote sur le projet de déclaration de révision de l'article 56ter de la Constitution.

— Dit ontwerp van verklaring, bij zitten en opstaan in stemming gebracht, wordt aangenomen.

Ce projet de déclaration, mis aux voix par assis et levé, est adopté.

Derhalve zal het ontwerp van verklaring aan de Kamer van volksvertegenwoordigers worden overgezonden.

En conséquence, le projet de déclaration sera transmis à la Chambre des représentants.

M. le Président. — Nous passons au vote sur le projet de déclaration de révision de l'article 56quater de la Constitution.

Wij stemmen over het ontwerp van verklaring tot herziening van artikel 56quater van de Grondwet.

— Ce projet de déclaration, mis aux voix par assis et levé, est adopté.

Dit ontwerp van verklaring, bij zitten en opstaan in stemming gebracht, wordt aangenomen.

En conséquence, le projet de déclaration sera transmis à la Chambre des représentants.

Derhalve zal het ontwerp van verklaring aan de Kamer van volksvertegenwoordigers worden overgezonden.

M. le Président. — Nous passons au vote sur le projet de déclaration de révision de l'article 57 de la Constitution.

Wij stemmen over het ontwerp van verklaring tot herziening van artikel 57 van de Grondwet.

— Ce projet de déclaration, mis aux voix par assis et levé, est adopté.

Dit ontwerp van verklaring, bij zitten en opstaan in stemming gebracht, wordt aangenomen.

En conséquence, le projet de déclaration sera transmis à la Chambre des représentants.

Derhalve zal het ontwerp van verklaring aan de Kamer van volksvertegenwoordigers worden overgezonden.

M. le Président. — Nous passons au vote sur le projet de déclaration de révision de l'article 58 de la Constitution.

Wij stemmen over het ontwerp van verklaring tot herziening van artikel 58 van de Grondwet.

— Ce projet de déclaration, mis aux voix par assis et levé, est adopté.

Dit ontwerp van verklaring, bij zitten en opstaan in stemming gebracht, wordt aangenomen.

En conséquence, le projet de déclaration sera transmis à la Chambre des représentants.

Derhalve zal het ontwerp van verklaring aan de Kamer van volksvertegenwoordigers worden overgezonden.

M. le Président. — Nous passons au vote sur le projet de déclaration de révision de l'article 59 de la Constitution.

Wij stemmen over het ontwerp van verklaring tot herziening van artikel 59 van de Grondwet.

— Ce projet de déclaration, mis aux voix par assis et levé, est adopté.

Dit ontwerp van verklaring, bij zitten en opstaan in stemming gebracht, wordt aangenomen.

En conséquence, le projet de déclaration sera transmis à la Chambre des représentants.

Derhalve zal het ontwerp van verklaring aan de Kamer van volksvertegenwoordigers worden overgezonden.

M. le Président. — Nous devons procéder au vote sur le projet de déclaration de révision de l'article 59bis de la Constitution.

Wij moeten nu stemmen over het ontwerp van verklaring tot herziening van artikel 59bis van de Grondwet.

La parole est à M. Lagasse.

M. Lagasse. — Nous avons un vote distinct sur chacun de nos amendements relatifs à l'article 59bis, monsieur le Président.

M. le Président. — Nous passons tout d'abord au vote sur l'amendement de MM. Lepaffe et Lagasse, qui propose de déclarer qu'il y a lieu à révision de l'article 59bis, paragraphe 2, 2°, de la Constitution.

Wij stemmen eerst over het amendement van de heren Lepaffe en Lagasse dat ertoe strekt artikel 59bis, paragraaf 2, 2°, van de Grondwet, voor herziening vatbaar te verklaren.

— Il est procédé au vote nominatif.

Er wordt tot naamstemming overgegaan.

155 membres sont présents.

155 leden zijn aanwezig.

108 votent non.

108 stemmen neen.

47 votent oui.

47 stemmen ja.

En conséquence, l'amendement n'est pas adopté.

Derhalve is het amendement niet aangenomen.

Ont voté non :

Hebben neen gestemd :

Mme Aelvoet, MM. Aerts, Anciaux, Anthuenis, Antoine, Aubecq, Bascour, Bataille, Bens, Bock, Boël, J. A. Bosmans, J. H. Bosmans, Mme Buyse, MM. Capoen, Cardoen, Cerexhe, Chabert, Claeys, Clerdent, Close, Conrotte, Cooreman, Dalem, De Bondt, De Clercq, Decléty, de Clippele, De Cooman, Dehaene, De Kerpel, Deleecq, Mmes Delruelle-Ghobert, Demeulenaere-Dewilde, MM. Deneir, Deprez, Descamps, Desmarets, Mme D'Hondt-Van Opdenbosch, MM. Didden, Doumont, Evers, Falise, Flagothier, Friederichs, A. Geens, G. Geens, Gijs, J. Gillet, Mme L. Gillet, MM. Glibert, Gryp, Hansenne, Hatry, Hazette, Henrion, Mme Herman-Michielsens, MM. Langendries, Laverge, Lenfant, Lutgen, Luyten, Mainil, Mme Mayence-Goossens, MM. Meyntjens, Nicolas, Noerens, Ottenbourg, Mme Panneels-Van Baelen, MM. Pedé, Peetermans, Poulet, Remacle, Saulmont, Smeers, Mme Smitt, M. Sondag, Mme Staels-Dompas, MM. Swaelen, Trussart, Mme Tyberghien-Vandenbussche, MM. Vaes, Van Daele, Van den Broeck, Vandenhaute, Mme Van den Poel-Welkenhuysen, MM. Vanderborght, Vandermarliere, Vandersmissen, J. Van Eetvelt, V. Van Eetvelt, Van Grembergen, Vanhaverbeke, Van houtte, Van In, Van Nevel, Vannieuwenhuyze, Van Ooteghem, Mme Van Puymbroeck, MM. Van Rompaey, Waltniel, Weckx, Willemsens, Windels, Wintgens et Leemans.

Ont voté oui :

Hebben ja gestemd :

MM. Adriaensens, Basecq, Belot, Borremans, Collignon, Content, De Baere, De Bremaeker, Dehousse, Mme De Pauw-Deveen, MM. De Smeyter, de Wasseige, Deworme, De Wulf, Donnay, Dufour, Egelmeers, Eichler, Gevenois, Grosjean, Guillaume, Hofman, Hotyat, Knuts, Lagasse, Lallemant, Leclercq, Lepaffe, Mme Lieten-Croes, MM. Minet, Moureaux, Mouton, Paque, Péciaux, Poulain, Mme Rifflet-Knauer, MM. Schellens, Seeuws, Taminiaux, Mme Thiry, M. Toussaint, Mme Truffaut, MM. Vandenhove, Van Der Niepen, Vanlerberghe et Verschuere.

M. le Président. — Nous passons au vote sur l'amendement de MM. Lepaffe et Lagasse, qui propose de déclarer qu'il y a lieu à révision de l'article 59bis, paragraphe 2, de la Constitution, en vue d'y insérer un 4°.

Wij stemmen over het amendement van de heren Lepaffe en Lagasse om artikel 59bis, paragraaf 2, van de Grondwet, met het oog op de inlassing van een 4°, voor herziening vatbaar te verklaren.

— Il est procédé au vote nominatif.

Er wordt tot naamstemming overgegaan.

155 membres sont présents.

155 leden zijn aanwezig.

98 votent non.

98 stemmen neen.

30 votent oui.

30 stemmen ja.

27 s'abstiennent.

27 onthouden zich.

En conséquence, l'amendement n'est pas adopté.

Derhalve is het amendement niet aangenomen.

Ont voté non :

Hebben neen gestemd :

Mme Aelvoet, MM. Aerts, Anciaux, Anthuenis, Antoine, Aubecq, Bascour, Bataille, Bens, Bock, Boël, J. A. Bosmans, J. H. Bosmans, Mme Buyse, MM. Cardoen, Cerexhe, Chabert, Claeys, Clerdent, Close, Conrotte, Cooreman, Dalem, De Bondt, De Clercq, Decléty, de Clippele, Dehaene, De Kerpel, Deleecq, Mmes Delruelle-Ghobert, Demeulenaere-Dewilde, MM. Deneir, Deprez, Descamps, Desmarets, Mme D'Hondt-Van Opdenbosch, MM. Didden, Doumont, Evers, Falise, Flagothier, Friederichs, G. Geens, Gijs, J. Gillet, Mme L. Gillet, MM. Glibert, Gryp, Hansenne, Hatry, Hazette, Henrion, Mme Herman-Michielsens, MM. Kelchtermans, Langendries, Laverge, Lenfant, Lutgen, Mainil, Mme Mayence-Goossens, MM. Nicolas, Ottenbourg, Mme Panneels-Van Baelen, MM. Pedé, Peetermans, Poulet, Remacle, Saulmont, Smeers, Mme Smitt, M. Sondag, Mme Staels-Dompas, MM. Swaelen, Trussart, Mme Tyberghien-Vandenbussche, MM. Vaes, Van Daele, Van den Broeck, Vandenhaute, Mme Van den Poel-Welkenhuysen, MM. Vanderborght, Vandermarliere, Vandersmissen, J. Van Eetvelt, V. Van Eetvelt, Vanhaverbeke, Van houtte, Van Nevel, Vannieuwenhuyze, Mme Van Puymbroeck, MM. Van Rompaey, Waltniel, Weckx, Willemsens, Windels, Wintgens et Leemans.

Ont voté oui :

Hebben ja gestemd :

MM. Basecq, Belot, Borremans, Collignon, Dehousse, de Wasseige, Deworme, Donnay, Dufour, Eichler, Gevenois, Grosjean, Guillaume, Hofman, Hotyat, Lagasse, Lallemant, Leclercq, Lepaffe, Minet, Moureaux, Mouton, Paque, Péciaux, Poulain, Mme Rifflet-Knauer, M. Taminiaux, Mme Thiry, M. Toussaint et Mme Truffaut.

Se sont abstenus :

Hebben zich onthouden :

MM. Adriaensens, Capoen, Content, De Baere, De Bremaeker, Mme De Pauw-Deveen, MM. De Smeyter, De Wulf, Egelmeers, A. Geens, Knuts, Mme Lieten-Croes, MM. Luyten, Meyntjens, Noerens, Pataer, Schellens, Seeuws, Vandekerckhove, Vandenhove, Van Der Niepen, Van Grembergen, Van In, Vanlerberghe, Van Ooteghem, Verschuere et Vervae.

M. le Président. — Nous passons au vote sur l'amendement de MM. Lepaffe et Lagasse, qui propose de déclarer qu'il y a lieu à révision de l'article 59bis de la Constitution, en vue d'y insérer un paragraphe 9.

Wij stemmen over het amendement van de heren Lepaffe en Lagasse om artikel 59bis van de Grondwet, met het oog op de inlassing van een paragraaf 9, voor herziening vatbaar te verklaren.

— Il est procédé au vote nominatif.

Er wordt tot naamstemming overgegaan.

152 membres sont présents.

152 leden zijn aanwezig.

98 votent non.

98 stemmen neen.

29 votent oui.

29 stemmen ja.

25 s'abstiennent.

25 onthouden zich.

En conséquence, l'amendement n'est pas adopté.

Derhalve is het amendement niet aangenomen.

Ont voté non :

Hebben neen gestemd :

Mme Aelvoet, MM. Aerts, Anciaux, Anthuenis, Antoine, Aubecq, Bascour, Bataille, Bens, Bock, Boël, J. A. Bosmans, J. H. Bosmans, Mme Buyse, MM. Cardoen, Cerexhe, Chabert, Claeys, Clerdent, Close, Conrotte, Cooreman, Dalem, De Bondt, De Clercq, Decléty, de Clippele, Dehaene, De Kerpel, Deleecq, Mmes Delruelle-Ghobert, Demeulenaere-Dewilde, MM. Demuyter, Deneir, Deprez, Descamps, De Seranno, Desmarets, Mme D'Hondt-Van Opdenbosch, MM. Didden, Doumont, Evers, Falise, Flagothier, Friederichs, G. Geens, Gijs, J. Gillet, Mme L.

Gillet, MM. Gryp, Hansenne, Hatry, Hazette, Henrion, Kelchtermans, Langendries, Laverge, Lenfant, Lutgen, Mainil, Mme Mayence-Goossens, MM. Nicolas, Noerens, Ottenbourg, Mme Panneels-Van Baelen, MM. Pedé, Peetermans, Pouillet, Remacle, Saulmont, Smeers, Mme Smitt, M. Sondag, Mme Staels-Dompas, MM. Swaelen, Trussart, Vaes, Van Daele, Van den Broeck, Vandenhoute, Mme Van den Poel-Welkenhuyzen, MM. Vanderborcht, Vandermarliere, Vandersmissen, J. Van Eetvelt, V. Van Eetvelt, Vanhaverbeke, Van houte, Van Nevel, Vannieuwenhuyze, Mme Van Puymbroeck, MM. Van Rompaey, Waltniel, Weckx, Willemsens, Windels, Wintgens et Leemans.

Ont voté oui :

Hebben ja gestemd :

MM. Basecq, Belot, Borremans, Collignon, Dehousse, de Wasseige, Donnay, Dufour, Eicher, Gevenois, Grosjean, Guillaume, Hofman, Hotyat, Lagasse, Lallemand, Leclercq, Lepaffe, Minet, Moureaux, Mouton, Paque, Pécriaux, Poulain, Mme Rifflet-Knauer, M. Taminiaux, Mme Thiry, M. Toussaint et Mme Truffaut.

Se sont abstenus :

Hebben zich onthouden :

MM. Adriaenssens, Capoen, Content, De Baere, De Bremaeker, Mme De Pauw-Deveen, MM. De Smeyter, De Wulf, Egelméers, A. Geens, Knuts, Mme Lieten-Croes, MM. Luyten, Meyntjens, Schellens, Seeuws, Vandekerckhove, Vandenhove, Van Der Niepen, Van Grembergen, Van In, Vanlerberghe, Van Ooteghem, Verschuere et Vervae.

M. le Président. — Nous passons au vote sur l'amendement de M. Lallemand et consorts à l'article 59bis.

Wij stemmen over het amendement van de heer Lallemand c.s. bij artikel 59bis.

— Il est procédé au vote nominatif.

Er wordt tot naamstemming overgegaan.

156 membres sont présents.

156 leden zijn aanwezig.

100 votent non.

100 stemmen neen.

30 votent oui.

30 stemmen ja.

26 s'abstiennent.

26 onthouden zich.

En conséquence, l'amendement n'est pas adopté.

Derhalve is het amendement niet aangenomen.

Ont voté non :

Hebben neen gestemd :

Mme Aelvoet, MM. Aerts, Anciaux, Anthuenis, Antoine, Aubecq, Bascour, Bataille, Bens, Bock, Boël, J. A. Bosmans, J. H. Bosmans, Mme Buyse, MM. Cardoen, Cerexhe, Chabert, Claeys, Clerdent, Close, Conrotte, Cooreman, Dalem, De Bondt, De Clercq, Decléty, de Clippele, De Cooman, Dehaene, De Kerpel, Deleek, Mmes Delruelle-Ghobert, Demeulenaere-Dewilde, MM. Demuyter, Deneir, Deprez, Descamps, De Seranno, Mme D'Hondt-Van Opdenbosch, MM. Didden, Doumont, Evers, Falise, Flaghothier, Friederichs, G. Geens, Gijs, J. Gillet, Mme L. Gillet, MM. Gryp, Hansenne, Hatry, Hazette, Henrion, Mme Herman-Michielsens, MM. Kelchtermans, Langendries, Laverge, Lenfant, Lutgen, Mainil, Mme Mayence-Goossens, MM. Nicolas, Noerens, Ottenbourg, Mme Panneels-Van Baelen, MM. Pedé, Peetermans, Pouillet, Remacle, Saulmont, Smeers, Mme Smitt, M. Sondag, Mme Staels-Dompas, MM. Swaelen, Trussart, Mme Tyberghien-Vandenbussche, MM. Vaes, Van Daele, Van den Broeck, Vandenhoute, Mme Van den Poel-Welkenhuyzen, MM. Vanderborcht, Vandermarliere, Vandersmissen, J. Van Eetvelt, V. Van Eetvelt, Vanhaverbeke, Van houte, Van Nevel, Vannieuwenhuyze, Mme Van Puymbroeck, MM. Van Rompaey, Waltniel, Weckx, Willemsens, Windels, Wintgens et Leemans.

Ont voté oui :

Hebben ja gestemd :

MM. Basecq, Belot, Borremans, Collignon, Dehousse, de Wasseige, Deworme, Donnay, Dufour, Eicher, Gevenois, Grosjean, Guillaume,

Hofman, Hotyat, Lagasse, Lallemand, Leclercq, Lepaffe, Minet, Moureaux, Mouton, Paque, Pécriaux, Poulain, Mme Rifflet-Knauer, M. Taminiaux, Mme Thiry, M. Toussaint et Mme Truffaut.

Se sont abstenus :

Hebben zich onthouden :

MM. Adriaenssens, Capoen, Content, De Baere, De Bremaeker, Mme De Pauw-Deveen, MM. Desmaret, De Wulf, Egelméers, A. Geens, Knuts, Mme Lieten-Croes, MM. Luyten, Meyntjens, Pataer, Schellens, Seeuws, Vandekerckhove, Vandenhove, Van Der Niepen, Van Grembergen, Van In, Vanlerberghe, Van Ooteghem, Verschuere et Vervae.

De Voorzitter. — Wij gaan over tot de stemming over het ontwerp van verklaring tot herziening van artikel 59bis van de Grondwet.

Je mets aux voix le projet de déclaration de révision de l'article 59bis de la Constitution.

— Er wordt tot naamstemming overgegaan.

Il est procédé au vote nominatif.

156 leden zijn aanwezig.

156 membres sont présents.

152 stemmen ja.

152 votent oui.

1 stemt neen.

1 vote non.

3 onthouden zich.

3 s'abstiennent.

Derhalve is het ontwerp van verklaring aangenomen.

En conséquence, le projet de déclaration est adopté.

Het zal aan de Kamer van volksvertegenwoordigers worden overgezonden.

Il sera transmis à la Chambre des représentants.

Hebben ja gestemd :

Ont voté oui :

M. Adriaenssens, Mme Aelvoet, MM. Aerts, Anciaux, Anthuenis, Aubecq, Bascour, Basecq, Bataille, Belot, Bens, Bock, Boël, Borremans, J. A. Bosmans, J. H. Bosmans, Mme Buyse, MM. Capoen, Cardoen, Cerexhe, Chabert, Claeys, Clerdent, Close, Collignon, Conrotte, Content, Cooreman, Dalem, De Baere, De Bondt, De Bremaeker, De Clercq, Decléty, de Clippele, De Cooman, Dehaene, De Kerpel, Deleek, Mmes Delruelle-Ghobert, Demeulenaere-Dewilde, M. Deneir, Mme De Pauw-Deveen, MM. Deprez, Descamps, De Seranno, De Smeyter, de Wasseige, Deworme, De Wulf, Mme D'Hondt-Van Opdenbosch, MM. Didden, Donnay, Doumont, Dufour, Egelméers, Eicher, Evers, Falise, Flaghothier, Friederichs, A. Geens, G. Geens, Gevenois, Gijs, J. Gillet, Mme L. Gillet, MM. Glibert, Grosjean, Gryp, Guillaume, Hansenne, Hatry, Hazette, Henrion, Mme Herman-Michielsens, MM. Hofman, Hotyat, Kelchtermans, Knuts, Lallemand, Langendries, Laverge, Leclercq, Lenfant, Mme Lieten-Croes, MM. Lutgen, Luyten, Mainil, Mme Mayence-Goossens, MM. Meyntjens, Minet, Monfils, Moureaux, Mouton, Nicolas, Noerens, Ottenbourg, Mme Panneels-Van Baelen, MM. Paque, Pataer, Pécriaux, Pedé, Peetermans, Poulain, Pouillet, Remacle, Mme Rifflet-Knauer, MM. Saulmont, Schellens, Seeuws, Smeers, Mme Smitt, MM. Sondag, Swaelen, Taminiaux, Mme Thiry, M. Toussaint, Mme Truffaut, M. Trussart, Mme Tyberghien-Vandenbussche, MM. Vaes, Van Daele, Vandekerckhove, Van den Broeck, Vandenhoute, Mme Van den Poel-Welkenhuyzen, MM. Vanderborcht, Vandermarliere, Van Der Niepen, Vandersmissen, J. Van Eetvelt, V. Van Eetvelt, Van Grembergen, Vanhaverbeke, Van houte, Van In, Vanlerberghe, Van Nevel, Vannieuwenhuyze, Van Ooteghem, Mme Van Puymbroeck, MM. Van Rompaey, Verschuere, Vervae, Waltniel, Weckx, Willemsens, Windels, Wintgens et Leemans.

Heeft neen gestemd :

A voté non :

M. Desmaret.

Hebben zich onthouden :

Se sont abstenus :

MM. Dehousse, Lagasse et Lepaffe.

M. le Président. — Nous passons au vote sur le projet de déclaration de révision de l'article 59^{ter} de la Constitution.

Wij stemmen over het ontwerp van verklaring tot herziening van artikel 59^{ter} van de Grondwet.

— Ce projet de déclaration, mis aux voix par assis et levé, est adopté.

Dit ontwerp van verklaring, bij zitten en opstaan in stemming gebracht, wordt aangenomen.

En conséquence, le projet de déclaration sera transmis à la Chambre des représentants.

Derhalve zal het ontwerp van verklaring aan de Kamer van volksvertegenwoordigers worden overgezonden.

De Voorzitter. — Wij stemmen nu over het ontwerp van verklaring tot herziening van titel III van de Grondwet om nieuwe bepalingen in te voegen betreffende de Gemeenschaps- en de Gewestraden.

Nous passons au vote sur le projet de déclaration tendant à la révision du titre III de la Constitution en vue d'insérer des dispositions nouvelles relatives aux Conseils de Communauté et régionaux.

— Dit ontwerp van verklaring, bij zitten en opstaan in stemming gebracht, wordt aangenomen.

Ce projet de déclaration, mis aux voix par assis et levé, est adopté.

Derhalve zal het ontwerp van verklaring aan de Kamer van volksvertegenwoordigers worden overgezonden.

En conséquence, le projet de déclaration sera transmis à la Chambre des représentants.

M. le Président. — Nous passons au vote sur le projet de déclaration de révision de l'article 60 de la Constitution.

Wij stemmen over het ontwerp van verklaring tot herziening van artikel 60 van de Grondwet.

— Ce projet de déclaration, mis aux voix par assis et levé, est adopté.

Dit ontwerp van verklaring, bij zitten en opstaan in stemming gebracht, wordt aangenomen.

En conséquence, le projet de déclaration sera transmis à la Chambre des représentants.

Derhalve zal het ontwerp van verklaring aan de Kamer van volksvertegenwoordigers worden overgezonden.

M. le Président. — Nous passons au vote sur le projet de déclaration de révision de l'article 61 de la Constitution.

Wij stemmen over het ontwerp van verklaring tot herziening van artikel 61 van de Grondwet.

— Ce projet de déclaration, mis aux voix par assis et levé, est adopté.

Dit ontwerp van verklaring, bij zitten en opstaan in stemming gebracht, wordt aangenomen.

En conséquence, le projet de déclaration sera transmis à la Chambre des représentants.

Derhalve zal het ontwerp van verklaring aan de Kamer van volksvertegenwoordigers worden overgezonden.

De Voorzitter. — Wij stemmen over het voorstel van de heer Van In om artikel 65 van de Grondwet voor herziening vatbaar te verklaren.

Nous passons au vote sur la proposition de déclaration de M. Van In relative à la révision de l'article 65 de la Constitution.

— Er wordt tot naamstemming overgegaan.

Il est procédé au vote nominatif.

154 leden zijn aanwezig.

154 membres sont présents.

140 stemmen neen.

140 votent non.

14 stemmen ja.

14 votent oui.

Derhalve is het voorstel van verklaring niet aangenomen.

En conséquence, la proposition de déclaration n'est pas adoptée.

Hebben neen gestemd :

Ont voté non :

MM. Adriaenssens, Aerts, Anciaux, Anthuenis, Antoine, Aubecq, Bas-cour, Basecq, Bataille, Belot, Bens, Bock, Boël, Borremans, J. A. Bosmans, J. H. Bosmans, Mme Buyse, MM. Cardoen, Cerehe, Chabert, Claeys, Clerdent, Close, Collignon, Conrotte, Content, Cooreman, Dalem, De Baere, De Bondt, De Bremaeker, De Clercq, Decléty, De Cooman, Dehaene, De Kerpel, Deleek, Mmes Delruelle-Ghobert, Demeulenaere-Dewilde, M. Deneir, Mme De Pauw-Deveen, MM. Deprez, Descamps, De Seranno, Desmaret, De Smeyter, de Wasseige, Deworme, De Wulf, Mme D'Hondt-Van Opdenbosch, MM. Didden, Donnay, Doumont, Dufour, Egelmeers, Eicher, Evers, Falise, Flagothier, Friederichs, G. Geens, Gevenois, Gijs, J. Gillet, Glibert, Grosjean, Guillaume, Hansenne, Hatry, Hazette, Henrion, Mme Herman-Michielsens, MM. Hofman, Hotyat, Kelchtermans, Knuts, Lagasse, Lallemand, Langendries, Laverge, Leclercq, Lenfant, Lepaffe, Mme Lieten-Croes, MM. Lutgen, Mainil, Mme Mayence-Goossens, MM. Minet, Monfils, Moureaux, Mouton, Nicolas, Noerens, Ottenbourg, Mme Panneels-Van Baelen, MM. Paque, Pataer, Pécriaux, Pede, Peetermans, Poulet, Remacle, Mme Rifflet-Knauer, MM. Saulmont, Schellens, Seeuws, Smeers, Mme Smitt, M. Sondag, Mme Staels-Dompas, MM. Swaelen, Taminiaux, Mme Thiry, M. Toussaint, Mmes Truffaut, Tyberghien-Vandenbussche, MM. Van Daele, Van den Broeck, Vandenhaute, Vandenhove, Mme Van den Poel-Welkenhuysen, MM. Vanderborght, Vandermarliere, Van Der Niepen, Vandersmissen, J. Van Eetvelt, V. Van Eetvelt, Vanhaverbeke, Van houtte, Vanlerberghe, Van Nevel, Vannieuwenhuyze, Van Rompaey, Verschueren, Waltniel, Weckx, Willemsens, Windels, Wintgens et Leemans.

Hebben ja gestemd :

Ont voté oui :

Mme Aelvoet, MM. Capoen, A. Geens, Gryp, Luyten, Meyntjens, Trussart, Vaes, Vanderkerckhove, Van Grembergen, Van In, Van Ooteghem, Mme Van Puymbroeck et M. Vervaeke.

M. le Président. — Nous passons au vote sur la proposition de déclaration de M. Lallemand et consorts relative à la révision de l'article 66, alinéas 2 et 3, de la Constitution.

Wij stemmen over het voorstel van de heer Lallemand c.s. om artikel 66, tweede en derde lid, voor herziening vatbaar te verklaren.

— Il est procédé au vote nominatif.

Er wordt tot naamstemming overgegaan.

155 membres sont présents.

155 leden zijn aanwezig.

111 votent non.

111 stemmen neen.

34 votent oui.

34 stemmen ja.

10 s'abstiennent.

10 onthouden zich.

En conséquence, la proposition de déclaration n'est pas adoptée.

Derhalve is het voorstel van verklaring niet aangenomen.

Ont voté non :

Hebben neen gestemd :

MM. Adriaenssens, Aerts, Anciaux, Anthuenis, Antoine, Aubecq, Bas-cour, Bataille, Bens, Bock, Boël, J. A. Bosmans, J. H. Bosmans, Mme Buyse, MM. Cardoen, Cerehe, Chabert, Claeys, Clerdent, Close, Conrotte, Content, Cooreman, Dalem, De Baere, De Bondt, De Bremaeker, De Clercq, Decléty, de Clippele, De Cooman, Dehaene, De Kerpel, Deleek, Mmes Delruelle-Ghobert, Demeulenaere-Dewilde, M. Deneir, Mme De Pauw-Deveen, MM. Deprez, Descamps, De Seranno, Desmaret, De Smeyter, De Wulf, Mme D'Hondt-Van Opdenbosch, MM. Didden, Doumont, Egelmeers, Evers, Falise, Flagothier, Friederichs, G. Geens, Gijs, J. Gillet, Mme L. Gillet, MM. Glibert, Hatry, Henrion, Mme Herman-Michielsens, MM. Kelchtermans, Knuts, Langendries, Laverge, Lenfant, Mme Lieten-Croes, MM. Lutgen, Mainil, Mme Mayence-Goossens, MM. Monfils, Nicolas, Noerens, Ottenbourg, Mme Panneels-Van Baelen, MM. Pataer, Pede, Peetermans, Poulet, Remacle, Saulmont, Schellens, Seeuws, Smeers, Mme Smitt, M. Sondag, Mme Staels-Dompas, M. Swaelen, Mme Tyberghien-Vandenbussche,

MM. Van Daele, Van den Broeck, Vandenhove, Mme Van den Poel-Welkenhuysen, MM. Vanderborght, Vandermarliere, Van Der Niepen, Vandersmissen, J. Van Eetvelt, V. Van Eetvelt, Vanhaverbeke, Van houtte, Vanlerberghe, Van Nevel, Vannieuwenhuyze, Van Rompaey, Verschuere, Waltniel, Weckx, Willemsens, Windels, Wintgens et Lee-mans.

Ont voté oui :

Hebben ja gestemd :

Mme Aelvoet, MM. Basecq, Belot, Borremans, Collignon, Dehousse, de Wasseige, Deworme, Donnay, Dufour, Eicher, Gevenois, Grosjean, Gryp, Hofman, Horyat, Lagasse, Lallemand, Leclercq, Lepaffe, Minet, Moureaux, Mouton, Paque, Pécriaux, Poulain, Mme Rifflet-Knauer, M. Taminiaux, Mme Thiry, M. Toussaint, Mme Truffaut, MM. Trussart, Vaes et Mme Van Puymbroeck.

Se sont abstenus :

Hebben zich onthouden :

MM. Capoen, A. Geens, Luyten, Meyntjens, Valkeniers, Vandekerck-hove, Van Grembergen, Van In, Van Ooteghem et Vervaeke.

M. le Président. — Nous passons au vote sur le projet de déclaration de révision de l'article 68 de la Constitution.

Wij stemmen over het ontwerp van verklaring tot herziening van artikel 68 van de Grondwet.

— Ce projet de déclaration, mis aux voix par assis et levé, est adopté.

Dit ontwerp van verklaring, bij zitten en opstaan in stemming gebracht, wordt aangenomen.

En conséquence, le projet de déclaration sera transmis à la Chambre des représentants.

Derhalve zal het ontwerp van verklaring aan de Kamer van volksvertegenwoordigers worden overgezonden.

M. le Président. — Nous passons au vote sur le projet de déclaration de révision de l'article 70, premier alinéa, de la Constitution.

Wij stemmen over het ontwerp van verklaring tot herziening van artikel 70, eerste lid, van de Grondwet.

— Ce projet de déclaration, mis aux voix par assis et levé, est adopté.

Dit ontwerp van verklaring, bij zitten en opstaan in stemming gebracht, wordt aangenomen.

En conséquence, le projet de déclaration sera transmis à la Chambre des représentants.

Derhalve zal het ontwerp van verklaring aan de Kamer van volksvertegenwoordigers worden overgezonden.

M. le Président. — Nous passons au vote sur le projet de déclaration de révision de l'article 71 de la Constitution.

Wij stemmen over het ontwerp van verklaring tot herziening van artikel 71 van de Grondwet.

— Ce projet de déclaration, mis au voix par assis et levée, est adopté.

Dit ontwerp van verklaring, bij zitten en opstaan in stemming gebracht, wordt aangenomen.

En conséquence, le projet de déclaration sera transmis à la Chambre des représentants.

Derhalve zal het ontwerp van verklaring aan de Kamer van volksvertegenwoordigers worden overgezonden.

M. le Président. — Nous passons au vote sur la proposition de déclaration de M. Lallemand et consorts relative à la révision de l'article 73 de la Constitution.

Wij stemmen over het voorstel van de heer Lallemand c.s. om artikel 73 van de Grondwet voor herziening vatbaar te verklaren.

— Il est procédé au vote nominatif.

Er wordt tot naamstemming overgegaan.

146 membres sont présents.

146 leden zijn aanwezig.

103 votent non.

103 stemmen neen.

33 votent oui.

33 stemmen ja.

10 s'abstiennent.

10 onthouden zich.

En conséquence, la proposition de déclaration n'est pas adoptée.

Derhalve is het voorstel van verklaring niet aangenomen.

Ont voté non :

Hebben neen gestemd :

MM. Adriaenssens, Aerts, Anciaux, Anthuenis, Antoine, Aubecq, Bas-cour, Bataille, Bens, Bock, Boël, J. A. Bosmans, J. H. Bosmans, Mme Buyse, MM. Cardoen, Cerexhe, Chabert, Claeys, Close, Conrotte, Coor-eman, Dalem, De Baere, De Bondt, De Bremacker, De Clercq, Decléry, de Clippele, De Cooman, Dehaene, De Kerpel, Deleek, Mmes Delruelle-Ghobert, Demeulenaere-Dewilde, M. Deneir, Mme De Pauw-Deveen, MM. Deprez, Descamps, De Seranno, Desmarts, De Smeyter, De Wulf, Mme D'Hondt-Van Opdenbosch, MM. Didden, Doumont, Egelmeers, Evers, Falise, Flagothier, Friederichs, G. Geens, Mme L. Gillet, MM. Hansenne, Hatry, Henrion, Kelchtermans, Knuts, Langendries, Laverge, Lenfant, Mme Lieten-Croes, MM. Lutgen, Mainil, Mme Mayence-Goos-sens, MM. Noerens, Ottenbourg, Mme Panneels-Van Baelen, MM. Pataer, Pede, Peetermans, Poulet, Remacle, Saulmont, Schellens, Seeuws, Smeers, Mme Smitt, M. Sondag, Mme Staels-Dompas, M. Swaelen, M. Tyberghien-Vandenbussche, MM. Van Daele, Van den Broeck, Vandenhove, Mme Van den Poel-Welkenhuysen, MM. Vandermarliere, Van Der Niepen, Vandersmissen, J. Van Eetvelt, V. Van Eetvelt, Vanha-verbeke, Van houtte, Vanlerberghe, Van Nevel, Vannieuwenhuyze, Van Rompaey, Verschuere, Waltniel, Weckx, Willemsens, Wintgens et Lee-mans.

Ont voté oui :

Hebben ja gestemd :

Mme Aelvoet, MM. Basecq, Belot, Borremans, Collignon, Dehousse, de Wasseige, Deworme, Donnay, Dufour, Eicher, Gevenois, Grosjean, Gryp, Guillaume, Hofman, Horyat, Lallemand, Leclercq, Minet, Moureaux, Mouton, Paque, Pécriaux, Poulain, Mme Rifflet-Knauer, M. Taminiaux, Mme Thiry, M. Toussaint, Mme Truffaut, MM. Trussart, Vaes et Mme Van Puymbroeck.

Se sont abstenus :

Hebben zich onthouden :

MM. Capoen, A. Geens, Lagasse, Lepaffe, Luyten, Meyntjens, Vande-kerckhove, Van Grembergen, Van In et Van Ooteghem.

M. le Président. — Nous passons au vote sur le projet de déclaration de révision de l'article 86 de la Constitution.

Wij stemmen over het ontwerp van verklaring tot herziening van artikel 86 van de Grondwet.

— Ce projet de déclaration, mis aux voix par assis et levé, est adopté.

Dit ontwerp van verklaring, bij zitten en opstaan in stemming gebracht, wordt aangenomen.

En conséquence, le projet de déclaration sera transmis à la Chambre des représentants.

Derhalve zal het ontwerp van verklaring aan de Kamer van volksvertegenwoordigers worden overgezonden.

De Voorzitter. — Wij stemmen nu over het voorstel van de heer Van In om artikel 86bis van de Grondwet voor herziening vatbaar te verklaren.

Nous passons au vote sur la proposition de déclaration de M. Van In relative à la révision de l'article 86bis de la Constitution.

— Er wordt tot naamstemming overgegaan.

Il est procédé au vote nominatif.

150 leden zijn aanwezig.

150 membres sont présents.

135 stemmen neen.

135 votent non.

15 stemmen ja.

15 votent oui.

Derhalve is het voorstel van verklaring niet aangenomen.

En conséquence, la proposition de déclaration n'est pas adoptée.

Hebben neen gestemd :

Ont voté non :

MM. Adriaenssens, Aerts, Anciaux, Anthuenis, Antoine, Aubecq, Bascour, Basecq, Bataille, Belot, Bens, Bock, Boël, Borremans, J. A. Bosmans, J. H. Bosmans, Mme Buyse, MM. Cardoen, Cerexhe, Chabert, Claeys, Close, Collignon, Conrotte, Content, Cooreman, Dalem, De Baere, De Bondt, De Breaecker, De Clercq, de Clippele, De Cooman, Dehaene, Dehousse, De Kerpel, Deleecq, Mme Demeulenaere-Dewilde, M. Deneir, Mme De Pauw-Deveen, MM. Deprez, De Seranno, de Wasseige, Deworme, De Wulf, Mme D'Hondt-Van Opdenbosch, MM. Didden, Donnay, Doumont, Dufour, Egelmeers, Eicher, Evers, Falise, Flagothier, Friederichs, G. Geens, Gevenois, Gijs, J. Gillet, Mme L. Gillet, MM. Glibert, Grosjean, Guillaume, Hansenne, Hazette, Mme Herman-Michielsens, MM. Hofman, Hotyat, Kelchtermans, Knuts, Lagasse, Lallemand, Langendries, Laverge, Leclercq, Lenfant, Lepaffe, Mme Lieten-Croes, MM. Lutgen, Mainil, Minet, Monfils, Moureaux, Mouton, Nicolas, Noerens, Ottenbourg, Mme Panneels-Van Baelen, MM. Paque, Pataer, Pécriaux, Pede, Peetermans, Poulain, Pouillet, Remacle, Mme Rifflet-Knauer, MM. Saulmont, Schellens, Seeuws, Smeers, Mme Smitt, M. Sondag, Mme Staels-Dompas, MM. Swaelen, Taminiaux, Mme Thiry, M. Toussaint, Mmes Truffaut, Tyberghien-Vandenbussche, MM. Van Daele, Van den Broeck, Vandenhaute, Vandenbove, Mme Van den Poel-Welkenhuysen, MM. Vandermarliere, Van Der Niepen, Vandersmissen, J. Van Eetvelt, V. Van Eetvelt, Vanhaverbeke, Van houtte, Vanlerberghe, Van Nevel, Vannieuwenhuyze, Van Rompaey, Verschueren, Waltniel, Weckx, Willemsens, Windels, Wintgens et Leemans.

Hebben ja gestemd :

Ont voté oui :

Mme Aelvoet, MM. Capoen, A. Geens, Gryp, Luyten, Meyntjens, Trussart, Vaes, Valkeniers, Vandekerckhove, Van Grembergen, Van In, Van Ooteghem, Mme Van Puymbroeck et M. Vervaeke.

M. le Président. — Je mets aux voix le projet de déclaration de révision de l'article 88 de la Constitution.

Ik breng in stemming het ontwerp van verklaring tot herziening van artikel 88 van de Grondwet.

M. Lallemand. — Je demande le vote nominatif, monsieur le Président, ainsi que sur les articles 90 et 91.

M. le Président. — Cette demande est-elle appuyée? (*Plus de neuf membres se lèvent.*)

Le vote nominal étant régulièrement demandé, il va y être procédé.

— Il est procédé au vote nominatif.

Er wordt tot naamstemming overgegaan.

158 membres sont présents.

158 leden zijn aanwezig.

130 votent oui.

130 stemmen ja.

28 s'abstiennent.

28 onthouden zich.

En conséquence, le projet de déclaration est adopté.

Derhalve is het ontwerp van verklaring aangenomen.

Il sera transmis à la Chambre des représentants.

Het zal aan de Kamer van volksvertegenwoordigers worden overgezonden.

Ont voté oui :

Hebben ja gestemd :

M. Adriaenssens, Mme Aelvoet, MM. Aerts, Anciaux, Anthuenis, Antoine, Aubecq, Bascour, Bataille, Bens, Bock, Boël, J. A. Bosmans, J. H. Bosmans, Mme Buyse, MM. Capoen, Cardoen, Cerexhe, Chabert, Claeys, Clerdent, Close, Conrotte, Content, Cooreman, Dalem, De Baere, De Bondt, De Breaecker, De Clercq, Decléty, de Clippele, De Cooman, Dehaene, De Kerpel, Deleecq, Mmes Delruelle-Ghobert, Demeulenaere-Dewilde, M. Deneir, Mme De Pauw-Deveen, MM. Deprez, Descamps, De Seranno, Desmaret, De Smeyter, De Wulf, Mme

D'Hondt-Van Opdenbosch, MM. Didden, Doumont, Egelmeers, Evers, Falise, Flagothier, Friederichs, A. Geens, Gijs, J. Gillet, Mme L. Gillet, MM. Glibert, Gryp, Hansenne, Hatry, Hazette, Henrion, Mme Herman-Michielsens, MM. Kelchtermans, Knuts, Lagasse, Langendries, Laverge, Lenfant, Lepaffe, Mme Lieten-Croes, MM. Lutgen, Luyten, Mainil, Mme Mayence-Goossens, MM. Meyntjens, Monfils, Nicolas, Noerens, Ottenbourg, Mme Panneels-Van Baelen, MM. Pataer, Pede, Peetermans, Pouillet, Remacle, Saulmont, Schellens, Seeuws, Smeers, Mme Smitt, M. Sondag, Mme Staels-Dompas, MM. Swaelen, Trussart, Mme Tyberghien-Vandenbussche, MM. Vaes, Valkeniers, Van Daele, Vandekerckhove, Van den Broeck, Vandenhaute, Vandenbove, Mme Van den Poel-Welkenhuysen, MM. Vanderborcht, Vandermarliere, Van Der Niepen, Vandersmissen, J. Van Eetvelt, V. Van Eetvelt, Van Grembergen, Vanhaverbeke, Van houtte, Van In, Vanlerberghe, Van Nevel, Vannieuwenhuyze, Van Ooteghem, Mme Van Puymbroeck, MM. Van Rompaey, Verschueren, Vervaeke, Waltniel, Weckx, Willemsens, Windels, Wintgens et Leemans.

Se sont abstenus :

Hebben zich onthouden :

MM. Basecq, Belot, Borremans, Collignon, Dehousse, de Wasseige, Deworme, Donnay, Dufour, Eicher, Gevenois, Grosjean, Guillaume, Hofman, Hotyat, Lallemand, Leclercq, Minet, Moureaux, Mouton, Paque, Pécriaux, Poulain, Mme Rifflet-Knauer, M. Taminiaux, Mme Thiry, M. Toussaint et Mme Truffaut.

M. le Président. — Nous passons au vote sur le projet de déclaration de révision de l'article 90 de la Constitution.

Wij gaan over tot de stemming over het ontwerp van verklaring tot herziening van artikel 90 van de Grondwet.

— Il est procédé au vote nominatif.

Er wordt tot naamstemming overgegaan.

152 membres sont présents.

152 leden zijn aanwezig.

124 votent oui.

124 stemmen ja.

28 s'abstiennent.

28 onthouden zich.

En conséquence, le projet de déclaration est adopté.

Derhalve is het ontwerp van verklaring aangenomen.

Il sera transmis à la Chambre des représentants.

Het zal aan de Kamer van volksvertegenwoordigers worden overgezonden.

Ont voté oui :

Hebben ja gestemd :

M. Adriaenssens, Mme Aelvoet, MM. Aerts, Anciaux, Anthuenis, Antoine, Aubecq, Bascour, Bataille, Boël, J. A. Bosmans, J. H. Bosmans, Mme Buyse, MM. Capoen, Cardoen, Cerexhe, Chabert, Claeys, Clerdent, Close, Conrotte, Content, Cooreman, Dalem, De Baere, De Bondt, De Breaecker, De Clercq, Decléty, de Clippele, De Cooman, Dehaene, De Kerpel, Deleecq, Mmes Delruelle-Ghobert, Demeulenaere-Dewilde, M. Deneir, Mme De Pauw-Deveen, MM. Deprez, Descamps, De Seranno, De Smeyter, De Wulf, Mme D'Hondt-Van Opdenbosch, MM. Didden, Doumont, Egelmeers, Evers, Falise, Flagothier, Friederichs, A. Geens, Gijs, J. Gillet, Mme L. Gillet, MM. Glibert, Gryp, Hansenne, Hatry, Hazette, Henrion, Mme Herman-Michielsens, MM. Kelchtermans, Knuts, Langendries, Laverge, Mme Lieten-Croes, MM. Lutgen, Luyten, Mainil, Mme Mayence-Goossens, MM. Meyntjens, Monfils, Nicolas, Noerens, Ottenbourg, Mme Panneels-Van Baelen, MM. Pataer, Pede, Peetermans, Pouillet, Remacle, Saulmont, Schellens, Seeuws, Smeers, Mme Smitt, M. Sondag, Mme Staels-Dompas, MM. Swaelen, Trussart, Mme Tyberghien-Vandenbussche, MM. Vaes, Valkeniers, Van Daele, Vandekerckhove, Van den Broeck, Vandenhaute, Vandenbove, Mme Van den Poel-Welkenhuysen, MM. Vanderborcht, Vandermarliere, Van Der Niepen, Vandersmissen, J. Van Eetvelt, V. Van Eetvelt, Van Grembergen, Vanhaverbeke, Van houtte, Van In, Vanlerberghe, Van Nevel, Vannieuwenhuyze, Van Ooteghem, Mme Van Puymbroeck, MM. Van

Rompaey, Verschueren, Vervaeke, Waltniel, Weckx, Willemsens, Windels, Wintgens et Leemans.

Se sont abstenus :

Hebben zich onthouden :

MM. Basecq, Belot, Borremans, Collignon, de Wasseige, Donnay, Dufour, Eicher, Gevenois, Grosjean, Guillaume, Hofman, Hotyat, Lagasse, Lallemand, Leclercq, Lepaffe, Minet, Moureaux, Mouton, Paque, Pécriaux, Poulain, Mme Rifflet-Knauer, M. Taminiaux, Mme Thiry, M. Toussaint et Mme Truffaut.

De Voorzitter. — Wij stemmen over het ontwerp van verklaring tot herziening van artikel 91 van de Grondwet.

Nous passons au vote sur le projet de déclaration de révision de l'article 91 de la Constitution.

— Il est procédé au vote nominatif.

Er wordt tot naamstemming overgegaan.

149 membres sont présents.

149 leden zijn aanwezig.

102 votent oui.

102 stemmen ja.

47 s'abstiennent.

47 onthouden zich.

En conséquence, le projet de déclaration est adopté.

Derhalve is het ontwerp van verklaring aangenomen.

Il sera transmis à la Chambre des représentants.

Het zal aan de Kamer van volksvertegenwoordigers worden overgezonden.

Ont voté oui :

Hebben ja gestemd :

Mme Aelvoet, MM. Aerts, Anciaux, Anthuenis, Antoine, Aubecq, Bascour, Bataille, Bens, Bock, Boël, J. A. Bosmans, J. H. Bosmans, Mme Buyse, MM. Cardoen, Cereux, Chabert, Claeyss, Close, Conrotte, Cooreman, Dalem, De Bondt, De Clercq, Decléty, de Clippele, De Cooman, Dehaene, De Kerpel, Delecek, Mme Demeulenaere-Dewilde, MM. Deneir, Deprez, De Seranno, Desmarets, Mme D'Hondt-Van Opdenbosch, MM. Didden, Doumont, Evers, Flaghothier, Friederichs, A. Geens, G. Geens, Gijs, J. Gillet, Mme L. Gillet, MM. Glibert, Gryp, Hansenne, Hatry, Hazette, Henrion, Kelchtermans, Langendries, Laverge, Lutgen, Luyten, Mainil, Meyntjens, Monfils, Nicolas, Noerens, Ottenbourg, Mme Panneels-Van Baelen, MM. Pataer, Peetermans, Remacle, Saulmont, Smeers, Mme Smitt, M. Sondag, Mme Staels-Dompas, MM. Swaelen, Trussart, Mme Tyberghien-Vandenbussche, MM. Vaes, Valkeniers, Van Daele, Vandekerckhove, Van den Broeck, Vandenhaute, Mme Van den Poel-Welkenhuysen, MM. Vanderborcht, Vandermarliere, Vandersmissen, J. Van Eetvelt, V. Van Eetvelt, Van Grembergen, Vanhaverbeke, Van houtte, Van In, Van Nevel, Vannieuwenhuyze, Van Ooteghem, Mme Van Puymbroeck, MM. Van Rompaey, Vervaeke, Waltniel, Weckx, Willemsens, Windels, Wintgens et Leemans.

Se sont abstenus :

Hebben zich onthouden :

MM. Adriaenssens, Basecq, Belot, Borremans, Collignon, Content, De Baere, De Bremaeker, Dehousse, Mme De Pauw-Deveen, MM. De Smeyter, de Wasseige, Deworme, De Wulf, Donnay, Dufour, Egelmeers, Eicher, Gevenois, Grosjean, Guillaume, Hofman, Hotyat, Knuts, Lagasse, Lallemand, Leclercq, Lepaffe, Minet, Moureaux, Mouton, Paque, Pataer, Pécriaux, Poulain, Mme Rifflet-Knauer, MM. Schellens, Seeuws, Taminiaux, Mme Thiry, M. Toussaint, Mme Truffaut, MM. Vandenbrouck, Van Der Niepen, Vanlerberghe et Verschueren.

M. le Président. — Nous passons au vote sur la proposition de déclaration de M. Lallemand et consorts relative à la révision de l'article 91bis, alinéa 4, de la Constitution.

Wij stemmen over het voorstel van de heer Lallemand c.s. om artikel 91bis, vierde lid, van de Grondwet voor herziening vatbaar te verklaren.

— Il est procédé au vote nominatif.

Er wordt tot naamstemming overgegaan.

158 membres sont présents.

158 leden zijn aanwezig.

113 votent non.

113 stemmen neen.

35 votent oui.

35 stemmen ja.

10 s'abstiennent.

10 onthouden zich.

En conséquence, la proposition de déclaration n'est pas adoptée.

Derhalve is het voorstel van verklaring niet aangenomen.

Ont voté non :

Hebben neen gestemd :

MM. Adriaenssens, Aerts, Anciaux, Anthuenis, Antoine, Aubecq, Bascour, Bataille, Bens, Bock, Boël, J. A. Bosmans, J. H. Bosmans, Mme Buyse, MM. Cardoen, Cereux, Chabert, Claeyss, Clerdent, Close, Conrotte, Content, Cooreman, Dalem, De Baere, De Bondt, De Bremaeker, De Clercq, Decléty, de Clippele, De Cooman, Dehaene, De Kerpel, Delecek, Mmes Delruelle-Ghobert, Demeulenaere-Dewilde, De Pauw-Deveen, MM. Deprez, Descamps, De Seranno, Desmarets, De Smeyter, De Wulf, Mme D'Hondt-Van Opdenbosch, MM. Didden, Doumont, Egelmeers, Evers, Falise, Flaghothier, Friederichs, G. Geens, Gijs, J. Gillet, Mme L. Gillet, MM. Glibert, Hansenne, Hatry, Hazette, Henrion, Mme Herman-Michielsens, MM. Kelchtermans, Knuts, Langendries, Laverge, Lenfant, Mme Lieten-Croes, MM. Lutgen, Mainil, Mme Mayence-Goossens, MM. Monfils, Nicolas, Noerens, Ottenbourg, Mme Panneels-Van Baelen, MM. Pataer, Pataer, Peetermans, Poulet, Remacle, Saulmont, Schellens, Seeuws, Smeers, Mme Smitt, M. Sondag, Mme Staels-Dompas, M. Swaelen, Mme Tyberghien-Vandenbussche, MM. Van Daele, Van den Broeck, Vandenhaute, Vandenbrouck, Mme Van den Poel-Welkenhuysen, MM. Vanderborcht, Vandermarliere, Van Der Niepen, Vandersmissen, J. Van Eetvelt, V. Van Eetvelt, Vanhaverbeke, Van houtte, Vanlerberghe, Van Nevel, Vannieuwenhuyze, Van Rompaey, Verschueren, Waltniel, Weckx, Willemsens, Windels, Wintgens et Leemans.

Ont voté oui :

Hebben ja gestemd :

Mme Aelvoet, MM. Basecq, Belot, Borremans, Collignon, Dehousse, de Wasseige, Deworme, Donnay, Dufour, Eicher, Gevenois, Grosjean, Gryp, Guillaume, Hofman, Hotyat, Lagasse, Lallemand, Leclercq, Lepaffe, Minet, Moureaux, Mouton, Paque, Pécriaux, Poulain, Mme Rifflet-Knauer, M. Taminiaux, Mme Thiry, M. Toussaint, Mme Truffaut, MM. Trussart, Vaes et Mme Van Puymbroeck.

Se sont abstenus :

Hebben zich onthouden :

MM. Capoen, A. Geens, Luyten, Meyntjens, Valkeniers, Vandekerckhove, Van Grembergen, Van In, Van Ooteghem et Vervaeke.

De Voorzitter. — Wij stemmen over het ontwerp van verklaring tot herziening van titel III van de Grondwet om nieuwe bepalingen in te voegen betreffende de gemeenschaps- en gewestexecutieven.

Nous passons au vote sur le projet de déclaration de révision du titre III de la Constitution en vue d'insérer des dispositions nouvelles relatives aux exécutifs communautaires et régionaux.

— Het ontwerp van verklaring, bij zitten en opstaan in stemming gebracht, wordt aangenomen.

Le projet de déclaration, mis aux voix par assis et levé, est adopté.

Derhalve zal het ontwerp van verklaring aan de Kamer van volksvertegenwoordigers worden overgezonden.

En conséquence, le projet de déclaration sera transmis à la Chambre des représentants.

De Voorzitter. — Wij stemmen nu over het voorstel van de heer Van In om artikel 94 van de Grondwet voor herziening vatbaar te verklaren.

Nous passons au vote sur la proposition de déclaration de M. Van In relative à la révision de l'article 94 de la Constitution.

— Er wordt tot naamstemming overgegaan.

Il est procédé au vote nominatif.

153 leden zijn aanwezig.
153 membres sont présents.
138 stemmen neen.
138 votent non.
15 stemmen ja.
15 votent oui.

Derhalve is het voorstel van verklaring niet aangenomen.
En conséquence, la proposition de déclaration n'est pas adoptée.

Hebben neen gestemd:
Ont voté non:

MM. Adriaenssens, Aerts, Anciaux, Anthuenis, Antoine, Aubecq, Bascour, Basecq, Bataille, Belot, Bens, Bock, Boël, Borremans, J. A. Bosmans, J. H. Bosmans, Mme Buyse, MM. Cerexhe, Chabert, Claeys, Clerdent, Close, Collignon, Conrotte, Content, Cooreman, Dalem, De Baere, De Bondt, De Bremaeker, De Clercq, Decléry, de Clippele, De Cooman, Dehaene, De Kerpel, Deleek, Mmes Delruelle-Ghobert, Demeulenaere-Dewilde, De Pauw-Devean, MM. Deprez, Descamps, De Seranno, Desmarets, de Wasseige, Deworme, De Wulf, Mme D'Hondt-Van Opdenbosch, MM. Didden, Donnay, Doumont, Dufour, Egelmeers, Eicher, Evers, Falise, Flagothier, Friederichs, G. Geens, Gevenois, Gijs, J. Gillet, Mme L. Gillet, MM. Glibert, Grosjean, Guillaume, Hansenne, Hatry, Hazette, Henrion, Mme Herman-Michielsens, MM. Hofman, Hotyat, Kelchtermans, Knuts, Lallemand, Langendries, Laverge, Leclercq, Lenfant, Lepaffe, Mme Lieten-Croes, MM. Lutgen, Mainil, Mme Mayence-Goossens, MM. Minet, Monfils, Moureaux, Mouton, Nicolas, Noerens, Ottenbourg, Mme Panneels-Van Baelen, MM. Paque, Péciaux, Pede, Peetermans, Poulain, Poulet, Remacle, Mme Rifflet-Knauer, MM. Saulmont, Schellens, Seeuws, Smeers, Mme Smitt, M. Sondag, Mme Staels-Dompas, MM. Swaelen, Taminiaux, Mme Thiry, M. Toussaint, Mmes Truffaut, Tyberghien-Vandenbussche, MM. Van Daele, Van den Broeck, Vandenhaute, Vandersmissen, Mme Van den Poel-Welkenhuysen, MM. Vanderborcht, Vandermarliere, Van Der Niepen, Vandersmissen, J. Van Eetvelt, V. Van Eetvelt, Vanhaverbeke, Van houtte, Vanlerberghe, Van Nevel, Vannieuwenhuyze, Van Rompaey, Verschuere, Waltniel, Weckx, Willemsens, Windels, Wintgens et Leemans.

Hebben ja gestemd:
Ont voté oui:

Mme Aelvoet, MM. Capoen, A. Geens, Gryp, Luyten, Meyntjens, Trussart, Vaes, Valkeniers, Vandekerckhove, Van Grembergen, Van In, Van Ooteghem, Mme Van Puymbroeck et M. Vervaeke.

M. le Président. — Je mets aux voix le projet de déclaration de révision de l'article 95, deuxième alinéa, de la Constitution.

Wij stemmen nu over het ontwerp van verklaring tot herziening van artikel 95, tweede lid, van de Grondwet.

M. Lallemand. — Je demande le vote nominatif, monsieur le Président.

M. le Président. — Cette demande est-elle appuyée? (*Plus de neuf membres se lèvent.*)

Le vote nominatif étant régulièrement demandé, il va y être procédé.

— Il est procédé au vote nominatif.

Er wordt tot naamstemming overgegaan.

154 membres sont présents.
154 leden zijn aanwezig.
107 votent oui.
107 stemmen ja.
47 s'abstiennent.
47 onthouden zich.

En conséquence, le projet de déclaration est adopté.
Derhalve is het ontwerp van verklaring aangenomen.

Il sera transmis à la Chambre des représentants.

Het zal aan de Kamer van volksvertegenwoordigers worden overgezonden.

Ont voté oui:
Hebben ja gestemd:

Mme Aelvoet, MM. Aerts, Anciaux, Anthuenis, Antoine, Aubecq, Bascour, Bataille, Bens, Bock, Boël, J. A. Bosmans, J. H. Bosmans, Mme Buyse, MM. Cardoen, Cerexhe, Chabert, Claeys, Close, Conrotte, Cooreman, Dalem, De Bondt, De Clercq, Decléry, de Clippele, De Cooman, Dehaene, De Kerpel, Deleek, Mmes Delruelle-Ghobert, Demeulenaere-Dewilde, MM. Deneir, Deprez, Descamps, De Seranno, Desmarets, Mme D'Hondt-Van Opdenbosch, MM. Didden, Doumont, Evers, Falise, Flagothier, Friederichs, A. Geens, G. Geens, Gijs, J. Gillet, Mme L. Gillet, MM. Glibert, Gryp, Hansenne, Hatry, Hazette, Henrion, Mme Herman-Michielsens, MM. Kelchtermans, Langendries, Laverge, Lenfant, Lutgen, Luyten, Mainil, Mme Mayence-Goossens, MM. Meyntjens, Monfils, Noerens, Ottenbourg, Mme Panneels-Van Baelen, MM. Pede, Peetermans, Poulet, Remacle, Saulmont, Smeers, Mme Smitt, M. Sondag, Mme Staels-Dompas, MM. Swaelen, Trussart, Mme Tyberghien-Vandenbussche, MM. Vaes, Van Daele, Vandekerckhove, Van den Broeck, Vandenhaute, Mme Van den Poel-Welkenhuysen, MM. Vandermarliere, Vandersmissen, J. Van Eetvelt, V. Van Eetvelt, Van Grembergen, Vanhaverbeke, Van houtte, Van In, Van Nevel, Vannieuwenhuyze, Van Ooteghem, Mme Van Puymbroeck, MM. Van Rompaey, Vervaeke, Waltniel, Weckx, Willemsens, Windels, Wintgens et Leemans.

Se sont abstenus:
Hebben zich onthouden:

MM. Adriaenssens, Basecq, Belot, Borremans, Collignon, Content, De Baere, De Bremaeker, Dehousse, Mme De Pauw-Devean, MM. de Wasseige, Deworme, De Wulf, Donnay, Dufour, Egelmeers, Eicher, Gevenois, Grosjean, Guillaume, Hofman, Hotyat, Knuts, Lagasse, Lallemand, Leclercq, Lepaffe, Mme Lieten-Croes, MM. Minet, Moureaux, Mouton, Paque, Pataer, Péciaux, Poulain, Mme Rifflet-Knauer, MM. Schellens, Seeuws, Taminiaux, Mme Thiry, M. Toussaint, Mme Truffaut, MM. Valkeniers, Vandenhaute, Van Der Niepen, Vanlerberghe et Verschuere.

M. le Président. — Nous passons au vote sur le projet de déclaration de révision de l'article 96, deuxième alinéa, de la Constitution.

Wij stemmen over het ontwerp van verklaring tot herziening van artikel 96, tweede lid, van de Grondwet.

— Ce projet de déclaration, mis aux voix par assis et levé, est adopté.
Dit ontwerp van verklaring, bij zitten en opstaan in stemming gebracht, wordt aangenomen.

En conséquence, le projet de déclaration sera transmis à la Chambre des représentants.

Derhalve zal het ontwerp van verklaring aan de Kamer van volksvertegenwoordigers worden overgezonden.

M. le Président. — Nous passons au vote sur le projet de déclaration de révision de l'article 98 de la Constitution.

Wij stemmen over het ontwerp van verklaring tot herziening van artikel 98 van de Grondwet.

— Ce projet de déclaration, mis aux voix par assis et levé, est adopté.
Dit ontwerp van verklaring, bij zitten en opstaan in stemming gebracht, wordt aangenomen.

En conséquence, le projet de déclaration sera transmis à la Chambre des représentants.

Derhalve zal het ontwerp van verklaring aan de Kamer van volksvertegenwoordigers worden overgezonden.

De Voorzitter. — Wij stemmen nu over het amendement van de heer Van In betreffende artikel 99 van de Grondwet.

Nous passons au vote sur l'amendement de M. Van In relatif à l'article 99 de la Constitution.

— Er wordt tot naamstemming overgegaan.
Il est procédé au vote nominatif.

156 leden zijn aanwezig.
156 membres sont présents.
119 stemmen neen.
119 votent non.
15 stemmen ja.
15 votent oui.
22 onthouden zich.
22 s'abstiennent.

Derhalve is het amendement niet aangenomen.
En conséquence, l'amendement n'est pas adopté.

Hebben neen gestemd:

Ont voté non:

MM. Aerts, Anciaux, Anthuenis, Antoine, Aubecq, Bascour, Basecq, Bataille, Bens, Bock, Boël, Borremans, J. A. Bosmans, J. H. Bosmans, Mme Buyse, MM. Cardoen, Cerexhe, Chabert, Claeys, Clerdent, Close, Collignon, Conrotte, Cooreman, Dalem, De Bondt, De Clercq, Decléry, de Clippele, De Cooman, Dehaene, Dehoussé, De Kerpel, Deleecq, Mmes Delruelle-Ghobert, Demeulenaere-Dewilde, MM. Deneir, Deprez, Descamps, De Seranno, Desmaretts, de Wasseige, Mme D'Hondt-Van Opdenbosch, MM. Didden, Donnay, Doumont, Dufour, Eicher, Evers, Falise, Flagothier, Friederichs, G. Geens, Gevenois, Gijs, J. Gillet, Mme L. Gillet, MM. Glibert, Grosjean, Guillaume, Hansenne, Hatry, Hazette, Henrion, Mme Herman-Michielsens, MM. Hofman, Hotyat, Kelchtermans, Lallemant, Langendries, Laverge, Lenfant, Lutgen, Mainil, Mme Mayence-Goossens, MM. Minet, Monfils, Moureaux, Mouton, Nicolas, Noerens, Ottenbourg, Mme Panneels-Van Baelen, MM. Paque, Pécriaux, Pede, Peetermans, Remacle, Mme Rifflet-Knauer, MM. Saulmont, Smeers, Mme Smitt, M. Sondag, Mme Staels-Dompas, MM. Swaelen, Taminiaux, Mme Thiry, M. Toussaint, Mmes Truffaut, Tyberghien-Vandenbussche, MM. Van Daele, Van den Broeck, Vandenhaute, Mme Van den Poel-Welkenhuysen, MM. Vanderborcht, Vandermarliere, Vandersmissen, J. Van Eetvelt, V. Van Eetvelt, Vanhaverbeke, Van houtte, Vannieuwenhuyze, Van Rompaey, Waltniel, Weckx, Willemsens, Windels, Wintgens et Leemans.

Hebben ja gestemd:

Ont voté oui:

Mme Aelvoet, MM. Capoen, A. Geens, Gryp, Luyten, Meyntjens, Pataer, Trussart, Valkeniers, Vandekerckhove, Van Grembergen, Van In, Van Ooteghem, Mme Van Puymbroeck et M. Vervaeke.

Hebben zich onthouden:

Se sont abstenus:

MM. Adriaenssens, Belot, Content, De Baere, De Bremaeker, Mme De Pauw-Deveen, MM. De Smeyter, Deworme, De Wulf, Egelméers, Knuts, Lagasse, Leclercq, Lepaffe, Mme Lieten-Croes, MM. Poulain, Schellens, Seeuws, Vandenbrouck, Van Der Niepen, Vanlerberghe et Verschuere.

De Voorzitter. — Wij stemmen thans over het ontwerp van verklaring tot herziening van artikel 99 van de Grondwet.

Je mets aux voix le projet de déclaration de révision de l'article 99 de la Constitution.

— Il est procédé au vote nominatif.

Er wordt tot naamstemming overgegaan.

150 membres sont présents.

150 leden zijn aanwezig.

112 votent oui.

112 stemmen ja.

38 s'abstiennent.

38 onthouden zich.

En conséquence, le projet de déclaration est adopté.

Derhalve is het ontwerp van verklaring aangenomen.

Il sera transmis à la Chambre des représentants.

Het zal aan de Kamer van volksvertegenwoordigers worden overgezonden.

Ont voté oui:

Hebben ja gestemd:

M. Adriaenssens, Mme Aelvoet, MM. Aerts, Anciaux, Antoine, Aubecq, Bascour, Bataille, Bens, Bock, Boël, J. A. Bosmans, J. H. Bosmans, Mme Buyse, MM. Cardoen, Cerexhe, Chabert, Claeys, Close, Conrotte, Content, Cooreman, Dalem, De Baere, De Bremaeker, De Clercq, Decléry, de Clippele, De Cooman, Dehaene, De Kerpel, Deleecq, Mmes Delruelle-Ghobert, Demeulenaere-Dewilde, M. Deneir, Mme De Pauw-Deveen, MM. Deprez, Descamps, De Seranno, Desmaretts, De Smeyter, De Wulf, Mme D'Hondt-Van Opdenbosch, MM. Didden, Doumont, Egelméers, Evers, Falise, Flagothier, Friederichs, G. Geens, Gijs, J. Gillet, Mme L. Gillet, MM. Glibert, Gryp, Hansenne,

Hatry, Hazette, Henrion, Kelchtermans, Knuts, Langendries, Laverge, Lenfant, Mme Lieten-Croes, MM. Lutgen, Mainil, Mme Mayence-Goossens, MM. Nicolas, Noerens, Ottenbourg, Mme Panneels-Van Baelen, MM. Pataer, Peetermans, Pouillet, Remacle, Saulmont, Schellens, Seeuws, Smeers, Mme Smitt, M. Sondag, Mme Staels-Dompas, MM. Swaelen, Trussart, Mme Tyberghien-Vandenbussche, MM. Vaes, Van Daele, Van den Broeck, Vandenhaute, Vandenbrouck, Vanderborcht, Vandermarliere, Van Der Niepen, Vandersmissen, J. Van Eetvelt, V. Van Eetvelt, Vanhaverbeke, Van houtte, Vanlerberghe, Vannieuwenhuyze, Mme Van Puymbroeck, MM. Van Rompaey, Verschuere, Waltniel, Weckx, Willemsens, Windels, Wintgens et Leemans.

Se sont abstenus:

Hebben zich onthouden:

MM. Basecq, Belot, Borremans, Capoen, Collignon, Dehoussé, de Wasseige, Deworme, Donnay, Dufour, Eicher, A. Geens, Gevenois, Grosjean, Guillaume, Hofman, Hotyat, Lagasse, Lallemant, Leclercq, Lepaffe, Meyntjens, Minet, Moureaux, Mouton, Paque, Pécriaux, Poulain, Mme Rifflet-Knauer, M. Taminiaux, Mme Thiry, M. Toussaint, Mme Truffaut, MM. Vandekerckhove, Van Grembergen, Van In, Van Ooteghem et Vervaeke.

De Voorzitter. — Wij stemmen nu over het voorstel van de heer Van In om artikel 101 van de Grondwet voor herziening vatbaar te verklaren.

Nous passons au vote sur la proposition de déclaration de M. Van In relative à la révision de l'article 101 de la Constitution.

— Er wordt tot naamstemming overgegaan.

Il est procédé au vote nominatif.

157 leden zijn aanwezig.

157 membres sont présents.

143 stemmen neen.

143 votent non.

14 stemmen ja.

14 votent oui.

Derhalve is het voorstel van verklaring niet aangenomen.

En conséquence, la proposition de déclaration n'est pas adoptée.

Hebben neen gestemd:

Ont voté non:

MM. Adriaenssens, Aerts, Anciaux, Anthuenis, Antoine, Aubecq, Bascour, Basecq, Bataille, Belot, Bens, Bock, Boël, Borremans, J. A. Bosmans, J. H. Bosmans, Mme Buyse, MM. Cardoen, Cerexhe, Chabert, Claeys, Clerdent, Close, Collignon, Conrotte, Content, Cooreman, Dalem, De Baere, De Bondt, De Bremaeker, De Clercq, Decléry, de Clippele, De Cooman, Dehaene, Dehoussé, De Kerpel, Deleecq, Mmes Delruelle-Ghobert, Demeulenaere-Dewilde, M. Deneir, Mme De Pauw-Deveen, MM. Deprez, Descamps, De Seranno, Desmaretts, De Smeyter, de Wasseige, Deworme, De Wulf, Mme D'Hondt-Van Opdenbosch, MM. Didden, Donnay, Doumont, Dufour, Egelméers, Eicher, Evers, Falise, Flagothier, Friederichs, G. Geens, Gevenois, Gijs, J. Gillet, Mme L. Gillet, MM. Glibert, Grosjean, Guillaume, Hansenne, Hatry, Hazette, Henrion, Mme Herman-Michielsens, MM. Hofman, Hotyat, Kelchtermans, Knuts, Lagasse, Lallemant, Langendries, Laverge, Leclercq, Lenfant, Lepaffe, Mme Lieten-Croes, MM. Lutgen, Mainil, Mme Mayence-Goossens, MM. Minet, Monfils, Moureaux, Mouton, Nicolas, Noerens, Ottenbourg, Mme Panneels-Van Baelen, MM. Paque, Pataer, Pécriaux, Pede, Peetermans, Poulain, Pouillet, Remacle, Mme Rifflet-Knauer, MM. Schellens, Seeuws, Smeers, Mme Smitt, M. Sondag, Mme Staels-Dompas, MM. Swaelen, Taminiaux, Mme Thiry, M. Toussaint, Mmes Truffaut, Tyberghien-Vandenbussche, MM. Van Daele, Van den Broeck, Vandenhaute, Vandenbrouck, Mme Van den Poel-Welkenhuysen, MM. Vanderborcht, Vandermarliere, Van Der Niepen, Vandersmissen, J. Van Eetvelt, V. Van Eetvelt, Vanhaverbeke, Van houtte, Vanlerberghe, Van Nevel, Vannieuwenhuyze, Van Rompaey, Verschuere, Waltniel, Weckx, Willemsens, Windels, Wintgens et Leemans.

Hebben ja gestemd:

Ont voté oui:

Mme Aelvoet, MM. Capoen, A. Geens, Gryp, Luyten, Meyntjens, Trussart, Valkeniers, Vandekerckhove, Van Grembergen, Van In, Van Ooteghem, Mme Van Puymbroeck et M. Vervaeke.

M. le Président. — Avant de nous prononcer sur le projet de déclaration de révision de l'article 104 de la Constitution, nous devons voter sur l'amendement de MM. Lallemand et consorts.

— Il est procédé au vote nominatif.

Er wordt tot naamstemming overgegaan.

151 membres sont présents.

151 leden zijn aanwezig.

92 votent non.

92 stemmen neen.

59 votent oui.

59 stemmen ja.

En conséquence, l'amendement n'est pas adopté.

Derhalve is het amendement niet aangenomen.

Ont voté non :

Hebben neen gestemd :

MM. Aerts, Anciaux, Anthuenis, Antoine, Aubecq, Bataille, Bens, Bock, Boël, J. A. Bosmans, J. H. Bosmans, Mme Buyse, MM. Cerexhe, Chabert, Claeys, Clerdent, Close, Conrotte, Cooreman, Dalem, De Bondt, De Clercq, Decléry, de Clippele, De Cooman, Dehaene, De Kerpel, Deleeck, Mmes Delruelle-Ghobert, Demeulenaere-Dewilde, MM. Deneir, Deprez, Descamps, De Seranno, Desmaretts, Mme D'Hondt-Van Opendenbosch, MM. Didden, Doumont, Evers, Falise, Flaghothier, Friederichs, G. Geens, Gijs, J. Gillet, Mme L. Gillet, MM. Glibert, Hansenne, Hatry, Hazette, Henrion, Mme Herman-Michielsens, MM. Kelchtermans, Langendries, Laverge, Lenfant, Lutgen, Mainil, Mme Mayence-Goossens, MM. Monfils, Nicolas, Noerens, Ottenbourg, Mme Panneels-Van Baelen, MM. Pataer, Pede, Peetermans, Pouillet, Remacle, Smeers, Sondag, Mme Staels-Dompas, M. Swaelen, Mme Tyberghien-Vandenbussche, MM. Van Daele, Van den Broeck, Vandenhoute, Mme Van den Poel-Welkenhuysen, MM. Vanderborcht, Vandermarliere, Van Der Niepen, J. Van Eetvelt, V. Van Eetvelt, Van Grembergen, Vanhaverbeke, Van houtte, Van In, Vanlerberghe, Van Nevel, Vannieuwenhuyze, Van Ooteghem, Mme Van Puymbroeck, MM. Verschuere, Vervaeke, Waltniel, Weckx, Willemsens, Windels, Wintgens et Leemans.

Ont voté oui :

Hebben ja gestemd :

M. Adriaenssens, Mme Aelvoet, MM. Basecq, Belot, Borremans, Capoen, Collignon, Content, De Baere, De Bremaeker, Dehousse, Mme De Pauw-Deveen, MM. De Smeyter, De Wulf, Donnay, Dufour, Egemeers, Eicher, A. Geens, Gevenois, Grosjean, Gryp, Guillaume, Hofman, Hotyat, Knuts, Lagasse, Lallemand, Leclercq, Lepaffe, Mme Lieten-Croes, MM. Luyten, Meyntjens, Minet, Moureaux, Mouton, Paque, Pataer, Pécriaux, Poulain, Mme Rifflet-Knauer, MM. Schellens, Seeuws, Taminiaux, Mme Thiry, M. Toussaint, Mme Truffaut, MM. Trussart, Valkeniers, Vandekerckhove, Vandenhove, Van Der Niepen, Van Grembergen, Van In, Vanlerberghe, Van Ooteghem, Mme Van Puymbroeck, MM. Verschuere et Vervaeke.

M. le Président. — Nous passons au vote sur le projet de déclaration de révision de l'article 104 de la Constitution.

Wij stemmen over het ontwerp van verklaring tot herziening van artikel 104 van de Grondwet.

— Il est procédé au vote nominatif.

Er wordt tot naamstemming overgegaan.

154 membres sont présents.

154 leden zijn aanwezig.

126 votent oui.

126 stemmen ja.

28 s'abstiennent.

28 onthouden zich.

En conséquence, le projet de déclaration est adopté.

Derhalve is het ontwerp van verklaring aangenomen.

Il sera transmis à la Chambre des représentants.

Het zal aan de Kamer van volksvertegenwoordigers worden overgezonden.

Ont voté oui :

Hebben ja gestemd :

M. Adriaenssens, Mme Aelvoet, MM. Aerts, Anciaux, Anthuenis, Antoine, Aubecq, Bataille, Bens, Bock, Boël, J. A. Bosmans, J. H. Bosmans, Mme Buyse, MM. Capoen, Cerexhe, Chabert, Clerdent, Close, Conrotte, Content, Cooreman, Dalem, De Baere, De Bondt, De Bremaeker, De Clercq, Decléry, de Clippele, De Cooman, Dehaene, De Kerpel, Deleeck, Mmes Delruelle-Ghobert, Demeulenaere-Dewilde, M. Deneir, Mme De Pauw-Deveen, MM. Deprez, Descamps, De Seranno, Desmaretts, De Smeyter, De Wulf, Mme D'Hondt-Van Opendenbosch, MM. Didden, Doumont, Egemeers, Evers, Falise, Flaghothier, Friederichs, A. Geens, G. Geens, Gijs, J. Gillet, Mme L. Gillet, MM. Glibert, Gryp, Hansenne, Hatry, Hazette, Henrion, Mme Herman-Michielsens, MM. Kelchtermans, Knuts, Lagasse, Langendries, Laverge, Lenfant, Lepaffe, Mme Lieten-Croes, MM. Lutgen, Luyten, Mainil, Mme Mayence-Goossens, MM. Meyntjens, Monfils, Nicolas, Noerens, Ottenbourg, Mme Panneels-Van Baelen, MM. Pataer, Pede, Peetermans, Pouillet, Remacle, Saulmont, Schellens, Seeuws, Smeers, Mme Smitt, M. Sondag, Mme Staels-Dompas, MM. Swaelen, Trussart, Mme Tyberghien-Vandenbussche, MM. Valkeniers, Van Daele, Vandekerckhove, Van den Broeck, Vandenhoute, Mme Van den Poel-Welkenhuysen, MM. Vanderborcht, Vandermarliere, Van Der Niepen, J. Van Eetvelt, V. Van Eetvelt, Van Grembergen, Vanhaverbeke, Van houtte, Van In, Vanlerberghe, Van Nevel, Vannieuwenhuyze, Van Ooteghem, Mme Van Puymbroeck, MM. Van Rompaey, Verschuere, Vervaeke, Waltniel, Weckx, Willemsens, Windels, Wintgens et Leemans.

Se sont abstenus :

Hebben zich onthouden :

MM. Basecq, Belot, Borremans, Collignon, Dehousse, de Wasseige, Deworme, Donnay, Dufour, Eicher, Gevenois, Grosjean, Guillaume, Hofman, Hotyat, Lallemand, Leclercq, Minet, Moureaux, Mouton, Paque, Pécriaux, Poulain, Mme Rifflet-Knauer, M. Taminiaux, Mme Thiry, M. Toussaint et Mme Truffaut.

M. le Président. — Nous passons au vote sur le projet de déclaration de révision de l'article 107 de la Constitution.

Wij stemmen over het ontwerp van verklaring tot herziening van artikel 107 van de Grondwet.

— Ce projet de déclaration, mis aux voix par assis et levé, est adopté.

Dit ontwerp van verklaring, bij zitten en opstaan in stemming gebracht, wordt aangenomen.

En conséquence, le projet de déclaration sera transmis à la Chambre des représentants.

Derhalve zal het ontwerp van verklaring aan de Kamer van volksvertegenwoordigers worden overgezonden.

M. le Président. — Nous passons au vote sur le projet de déclaration de révision du chapitre III du titre III de la Constitution en vue d'y ajouter un article 107bis.

Wij stemmen over het ontwerp van verklaring tot herziening van hoofdstuk III van titel III van de Grondwet om er een artikel 107bis aan toe te voegen.

— Ce projet de déclaration, mis au voix par assis et levé, est adopté.

Dit ontwerp van verklaring, bij zitten en opstaan in stemming gebracht, wordt aangenomen.

En conséquence, le projet de déclaration sera transmis à la Chambre des représentants.

Derhalve zal het ontwerp van verklaring aan de Kamer van volksvertegenwoordigers worden overgezonden.

M. le Président. — Nous passons au vote sur le projet de déclaration de révision du titre III de la Constitution en vue d'y insérer un chapitre nouveau relatif aux juridictions administratives et au Conseil d'Etat.

Wij stemmen over het ontwerp van verklaring tot herziening van titel III van de Grondwet om een nieuw hoofdstuk in te voegen betreffende de administratieve rechtscollages en de Raad van State.

— Ce projet de déclaration, mis aux voix par assis et levé, est adopté.

Dit ontwerp van verklaring, bij zitten en opstaan in stemming gebracht, wordt aangenomen.

En conséquence, le projet de déclaration sera transmis à la Chambre des représentants.

Derhalve zal het ontwerp van verklaring aan de Kamer van volksvertegenwoordigers worden overgezonden.

M. le Président. — Nous passons au vote sur le projet de déclaration de révision du chapitre IIIbis du titre III de la Constitution en vue d'y insérer des dispositions relatives à la prévention et au règlement des conflits d'intérêts.

Wij stemmen over het ontwerp van verklaring tot herziening van hoofdstuk IIIbis van titel III van de Grondwet om er bepalingen aan toe te voegen betreffende de voorkoming en de beslechting van belangenconflicten.

— Ce projet de déclaration, mis aux voix par assis et levé, est adopté. Dit ontwerp van verklaring, bij zitten en opstaan in stemming gebracht, wordt aangenomen.

En conséquence, le projet de déclaration sera transmis à la Chambre des représentants.

Derhalve zal het ontwerp van verklaring aan de Kamer van volksvertegenwoordigers worden overgezonden.

M. le Président. — Nous passons au vote sur le projet de déclaration de révision de l'article 107ter de la Constitution.

Wij stemmen over het ontwerp van verklaring tot herziening van artikel 107ter van de Grondwet.

— Ce projet de déclaration, mis aux voix par assis et levé, est adopté. Dit ontwerp van verklaring, bij zitten en opstaan in stemming gebracht, wordt aangenomen.

En conséquence, le projet de déclaration sera transmis à la Chambre des représentants.

Derhalve zal het ontwerp van verklaring aan de Kamer van volksvertegenwoordigers worden overgezonden.

De Voorzitter. — Wij stemmen over het voorstel van de heer Wyninckx, en over het voorstel van de heer Van In om artikel 107quater van de Grondwet voor herziening vatbaar te verklaren.

Nous passons au vote sur la proposition de déclaration de M. Wyninckx et sur celle de M. Van In relative à la révision de l'article 107quater de la Constitution.

— Er wordt tot naamstemming overgegaan.

Il est procédé au vote nominatif.

153 leden zijn aanwezig.
153 membres sont présents.
122 stemmen neen.
122 votent non.
31 stemmen ja.
31 votent oui.

Derhalve zijn de voorstellen niet aangenomen.

En conséquence, les propositions ne sont pas adoptées.

Hebben neen gestemd :

Ont voté non :

MM. Aerts, Anciaux, Anthuenis, Antoine, Aubecq, Bascour, Basecq, Bataille, Belot, Bock, Boël, Borremans, J. A. Bosmans, J. H. Bosmans, Mme Buyse, MM. Cardoen, Cerexhe, Chabert, Claeys, Clerdent, Close, Collignon, Conrotte, Cooreman, Dalem, De Bondt, De Clercq, de Clippele, De Cooman, Dehaene, Dehousse, De Kerpel, Deleecq, Mmes Delruelle-Ghobert, Demeulenaere-Dewilde, MM. Deneir, Deprez, Descamps, De Seranno, Desmaret, de Wasseige, Deworme, Mme D'Hondt-Van Opdenbosch, MM. Didden, Donnay, Doumont, Evers, Falise, Flagothier, Friederichs, Gevenois, Gijs, J. Gillet, Mme L. Gillet, MM. Glibert, Grosjean, Guillaume, Hansenne, Hatry, Hazette, Henrion, Mme Herman-Michielsens, MM. Hofman, Hotyat, Kelchtermans, Lagasse, Lallemand, Langendries, Laverge, Leclercq, Lepaffe, Lutgen, Mainil, Mme Mayence-Goossens, MM. Minet, Monfils, Moureaux, Mouton, Nicolas, Noerens, Ottenbourg, Mme Panneels-Van Baelen, MM. Paque, Pécriaux, Pede, Peetermans, Poulain, Remacle, Mme Rifflet-Knauer, MM. Saulmont, Smeers, Mme Smitt, M. Sondag, Mme Staels-Dompas, MM. Swaelen, Taminiaux, Mme Thiry, M. Toussaint, Mmes Truffaut,

Tyberghien-Vandenbussche, MM. Van Daele, Van den Broeck, Vandenhoute, Mme Van den Poel-Welkenhuysen, MM. Vanderborcht, Vandermarliere, Vandersmissen, J. Van Eetvelt, V. Van Eetvelt, Vanhaverbeke, Van houtte, Van Nevel, Vannieuwenhuyze, Van Rompaey, Waltniel, Weckx, Willemsens, Windels, Wintgens et Leemans.

Hebben ja gestemd :

Ont voté oui :

M. Adriaenssens, Mme Aelvoet, MM. Capoen, Content, De Baere, De Bremaeker, Mme De Pauw-Deveen, MM. De Smeyter, De Wulf, Egelmeers, A. Geens, Gryp, Knuts, Mme Lieten-Croes, MM. Luyten, Meyntjens, Pataer, Schellens, Seeuws, Trussart, Valkeniers, Vandekerckhove, Vandenhove, Van Der Niepen, Van Grembergen, Van In, Vanlerberghe, Van Ooteghem, Mme Van Puymbroeck, MM. Verschueren et Vervaeke.

De Voorzitter. — Wij stemmen nu over het amendement van de heer Van In bij artikel 108.

Nous passons au vote sur l'amendement de M. Van In à l'article 108.

— Er wordt tot naamstemming overgegaan.

Il est procédé au vote nominatif.

153 leden zijn aanwezig.
153 membres sont présents.
93 stemmen neen.
93 votent non.
60 stemmen ja.
60 votent oui.

Derhalve is het amendement niet aangenomen.

En conséquence, l'amendement n'est pas adopté.

Hebben neen gestemd :

Ont voté non :

MM. Aerts, Anciaux, Anthuenis, Antoine, Aubecq, Bascour, Bataille, Bens, Bock, Boël, J. A. Bosmans, J. H. Bosmans, Mme Buyse, MM. Cardoen, Cerexhe, Chabert, Claeys, Close, Conrotte, Cooreman, Dalem, De Bondt, De Clercq, Decléty, de Clippele, De Cooman, Dehaene, De Kerpel, Deleecq, Mmes Delruelle-Ghobert, Demeulenaere-Dewilde, MM. Deneir, Deprez, Descamps, De Seranno, Desmaret, Mme D'Hondt-Van Opdenbosch, MM. Didden, Doumont, Evers, Falise, Flagothier, Friederichs, Gijs, J. Gillet, Mme L. Gillet, MM. Glibert, Hansenne, Hazette, Henrion, Mme Herman-Michielsens, MM. Kelchtermans, Langendries, Laverge, Lenfant, Lutgen, Mainil, Mme Mayence-Goossens, MM. Monfils, Nicolas, Noerens, Ottenbourg, Mme Panneels-Van Baelen, MM. Pede, Peetermans, Poulet, Remacle, Smeers, Mme Smitt, M. Sondag, Mme Staels-Dompas, M. Swaelen, Mme Tyberghien-Vandenbussche, MM. Van Daele, Van den Broeck, Vandenhoute, Mme Van den Poel-Welkenhuysen, MM. Vanderborcht, Vandermarliere, Vandersmissen, J. Van Eetvelt, V. Van Eetvelt, Vanhaverbeke, Van houtte, Van Nevel, Vannieuwenhuyze, Van Rompaey, Waltniel, Weckx, Willemsens, Windels, Wintgens et Leemans.

Hebben ja gestemd :

Ont voté oui :

M. Adriaenssens, Mme Aelvoet, MM. Basecq, Belot, Borremans, Capoen, Collignon, Content, De Baere, De Bremaeker, Dehousse, Mme De Pauw-Deveen, MM. De Smeyter, de Wasseige, Deworme, De Wulf, Donnay, Dufour, Egelmeers, Eicher, A. Geens, Gevenois, Grosjean, Gryp, Guillaume, Hofman, Hotyat, Knuts, Lagasse, Lallemand, Leclercq, Lepaffe, Mme Lieten-Croes, MM. Luyten, Meyntjens, Minet, Mouton, Paque, Pataer, Pécriaux, Poulain, Mme Rifflet-Knauer, MM. Schellens, Seeuws, Taminiaux, Mme Thiry, M. Toussaint, Mme Truffaut, MM. Trussart, Valkeniers, Vandekerckhove, Vandenhove, Van Der Niepen, Van Grembergen, Van In, Vanlerberghe, Van Ooteghem, Mme Van Puymbroeck, MM. Verschueren et Vervaeke.

M. le Président. — Nous passons au vote sur le projet de déclaration de révision de l'article 108, 6° du deuxième alinéa, troisième et quatrième alinéas, de la Constitution.

Wij stemmen over het ontwerp van verklaring tot herziening van artikel 108, 6° van het tweede lid, derde en vierde lid, van de Grondwet.

— Il est procédé au vote nominatif.

Er wordt tot naamstemming overgegaan.

153 membres sont présents.

153 leden zijn aanwezig.

143 votent oui.

143 stemmen ja.

10 s'abstiennent.

10 onthouden zich.

En conséquence, le projet de déclaration est adopté.

Derhalve is het ontwerp van verklaring aangenomen.

Il sera transmis à la Chambre des représentants.

Het zal aan de Kamer van volksvertegenwoordigers worden overgezonden.

Ont voté oui:

Hebben ja gestemd:

M. Adriaenssens, Mme Aelvoet, MM. Aerts, Anciaux, Anthuenis, Antoine, Aubecq, Bascour, Basecq, Bataille, Belot, Bens, Bock, Boël, Borremans, J. A. Bosmans, J. H. Bosmans, Mme Buyse, MM. Cardoen, Cereche, Chabert, Claeys, Clerdent, Close, Collignon, Conrotte, Content, Cooreman, Dalem, De Baere, De Bondt, De Bremaeker, De Clercq, Decléty, de Clippele, De Cooman, Dehaene, Dehousse, De Kerpel, Deleecq, Mmes Delruelle-Ghobert, Demeulenaere-Dewilde, M. Deneir, Mme De Pauw-Deveen, MM. Deprez, Descamps, De Seranno, Desmarests, De Smeyter, de Wasseige, Deworme, De Wulf, Mme D'Hondt-Van Opdenbosch, MM. Didden, Donnay, Doumont, Egelmeers, Evers, Falise, Flaghothier, Friederichs, G. Geens, Gevenois, Gijs, J. Gillet, Mme L. Gillet, MM. Glibert, Grosjean, Gryp, Guillaume, Hansenne, Hazette, Henrion, Mme Herman-Michielsens, MM. Hofman, Hotyat, Knuts, Lagasse, Lallemand, Langendries, Laverge, Leclercq, Lenfant, Lepaffe, Mme Lieten-Croes, MM. Lutgen, Mainil, Mme Mayence-Goossens, MM. Minet, Monfils, Moureaux, Mouton, Nicolas, Noerens, Ottenbourg, Mme Panneels-Van Baelen, MM. Paque, Pataer, Pécriaux, Pede, Peetermans, Poulain, Poulet, Remacle, Mme Rifflet-Knauer, MM. Schellens, Seeuws, Smeers, Mme Smitt, M. Sondag, Mme Staels-Dompas, MM. Swaelen, Taminiaux, Mme Thiry, M. Toussaint, Mme Truffaut, M. Trussart, Mmes Tyberghien-Vandenbussche, MM. Van Daele, Van den Broeck, Vandenhaute, Vandenove, Mme Van den Poel-Welkenhuysen, MM. Vanderborcht, Vandermarliere, Van Der Niepen, Vandersmissen, J. Van Eetvelt, V. Van Eetvelt, Vanhaverbeke, Van houtte, Vanlerberghe, Van Nevel, Vannieuwenhuyze, Mme Van Puymbroeck, MM. Van Rompaey, Verschueren, Waltniel, Weckx, Willemsens, Windels, Wintgens et Leemans.

Se sont abstenus:

Hebben zich onthouden:

MM. Capoen, A. Geens, Luyten, Meyntjens, Valkeniers, Vandekerckhove, Van Grembergen, Van In, Van Ooteghem et Vervaeke.

M. le Président. — Nous passons au vote sur le projet de déclaration de révision de l'article 108bis de la Constitution.

Wij stemmen over het ontwerp van verklaring tot herziening van artikel 108bis van de Grondwet.

— Ce projet de déclaration, mis aux voix par assis et levé, est adopté.

Dit ontwerp van verklaring, bij zitten en opstaan in stemming gebracht, wordt aangenomen.

En conséquence, le projet de déclaration sera transmis à la Chambre des représentants.

Derhalve zal het ontwerp van verklaring aan de Kamer van volksvertegenwoordigers worden overgezonden.

M. le Président. — Nous passons au vote sur le projet de déclaration de révision de l'article 108ter de la Constitution.

Wij stemmen over het ontwerp van verklaring tot herziening van artikel 108ter van de Grondwet.

— Ce projet de déclaration, mis aux voix par assis et levé, est adopté.

Dit ontwerp van verklaring, bij zitten en opstaan in stemming gebracht, wordt aangenomen.

En conséquence, le projet de déclaration sera transmis à la Chambre des représentants.

Derhalve zal het ontwerp van verklaring aan de Kamer van volksvertegenwoordigers worden overgezonden.

M. le Président. — Nous passons au vote sur l'amendement de MM. Lallemand et consorts et sur l'amendement de M. Van In à l'article 110 de la Constitution.

Wij stemmen over het amendement van de heer Lallemand c.s. en over het amendement van de heer Van In bij artikel 110 van de Grondwet.

— Il est procédé au vote nominatif.

Er wordt tot naamstemming overgegaan.

149 membres sont présents.

149 leden zijn aanwezig.

90 votent non.

90 stemmen neen.

59 votent oui.

59 stemmen ja.

En conséquence, les amendements ne sont pas adoptés.

Derhalve zijn de amendementen niet aangenomen.

Ont voté non:

Hebben neen gestemd:

MM. Anciaux, Anthuenis, Antoine, Aubecq, Bataille, Bens, Bock, Boël, J. A. Bosmans, J. H. Bosmans, Mme Buyse, MM. Cardoen, Cereche, Chabert, Claeys, Close, Conrotte, Cooreman, Dalem, De Bondt, De Clercq, Decléty, de Clippele, De Cooman, Dehaene, De Kerpel, Deleecq, Mmes Delruelle-Ghobert, Demeulenaere-Dewilde, MM. Deneir, Deprez, De Seranno, Desmarests, Didden, Doumont, Evers, Falise, Flaghothier, Friederichs, G. Geens, Gijs, J. Gillet, Mme L. Gillet, MM. Glibert, Hansenne, Hazette, Henrion, Mme Herman-Michielsens, MM. Kelchtermans, Langendries, Laverge, Lenfant, Mainil, Mme Mayence-Goossens, MM. Monfils, Nicolas, Noerens, Ottenbourg, Mme Panneels-Van Baelen, MM. Pede, Peetermans, Poulet, Remacle, Saulmont, Smeers, Mme Smitt, M. Sondag, Mme Staels-Dompas, M. Swaelen, Mme Tyberghien-Vandenbussche, MM. Van Daele, Van den Broeck, Vandenhaute, Mme Van den Poel-Welkenhuysen, MM. Vanderborcht, Vandermarliere, Vandersmissen, J. Van Eetvelt, V. Van Eetvelt, Vanhaverbeke, Van houtte, Van Nevel, Vannieuwenhuyze, Van Rompaey, Waltniel, Weckx, Willemsens, Windels, Wintgens et Leemans.

Ont voté oui:

Hebben ja gestemd:

M. Adriaenssens, Mme Aelvoet, MM. Basecq, Belot, Borremans, Capoen, Collignon, Content, De Baere, De Bremaeker, Dehousse, Mme De Pauw-Deveen, MM. De Smeyter, de Wasseige, Deworme, De Wulf, Donnay, Dufour, Egelmeers, Eicher, Gevenois, Grosjean, Gryp, Guillaume, Hofman, Hotyat, Knuts, Lagasse, Lallemand, Leclercq, Lepaffe, Mme Lieten-Croes, MM. Luyten, Meyntjens, Minet, Moureaux, Mouton, Paque, Pataer, Pécriaux, Poulain, Mme Rifflet-Knauer, MM. Schellens, Seeuws, Taminiaux, Mme Thiry, M. Toussaint, Mme Truffaut, MM. Trussart, Valkeniers, Vandekerckhove, Vandenove, Van Der Niepen, Van Grembergen, Van In, Vanlerberghe, Van Ooteghem, Mme Van Puymbroeck et M. Verschueren.

M. le Président. — Nous passons au vote sur le projet de déclaration de révision de l'article 110, paragraphe 4, de la Constitution.

Wij stemmen over het ontwerp van verklaring tot herziening van artikel 110, paragraaf 4, van de Grondwet.

— Il est procédé au vote nominatif.

Er wordt tot naamstemming overgegaan.

157 membres sont présents.

157 leden zijn aanwezig.

117 votent oui.

117 stemmen ja.

40 s'abstiennent.

40 onthouden zich.

En conséquence, le projet de déclaration est adopté.

Derhalve is het ontwerp van verklaring aangenomen.

Il sera transmis à la Chambre des représentants.

Het zal aan de Kamer van volksvertegenwoordigers worden overgezonden.

Ont voté oui :

Hebben ja gestemd :

M. Adriaenssens, Mme Aelvoet, MM. Aerts, Anciaux, Anthuenis, Antoine, Aubecq, Bascour, Bataille, Bens, Bock, Boël, J. A. Bosmans, J. H. Bosmans, Buchmann, Mme Buyse, MM. Cardoen, Cerexhe, Chabert, Claeys, Clerdent, Close, Conrotte, Content, Cooreman, Dalem, De Baere, De Bondt, De Bremaeker, De Clercq, Decléry, de Clippele, De Cooman, Dehaene, De Kerpel, Deleek, Mmes Delruelle-Ghobert, Demeulenaere-Dewilde, M. Deneir, Mme De Pauw-Deveen, MM. Deprez, Descamps, De Seranno, Desmaretts, De Smeyter, De Wulf, Mme D'Hondt-Van Opdenbosch, MM. Didden, Doumont, Egelmeers, Evers, Falise, Flagothier, Friederichs, G. Geens, Gijs, Mme L. Gillet, MM. Glibert, Gryp, Hansenne, Hazette, Henrion, Mme Herman-Michielsens, MM. Kelchtermans, Knuts, Langendries, Laverge, Lenfant, Mme Lieten-Croes, MM. Lutgen, Mainil, Mme Mayence-Goossens, MM. Monfils, Nicolas, Noerens, Ottenbourg, Mme Panneels-Van Baelen, MM. Pataer, Pede, Peetermans, Poulet, Remacle, Saulmont, Schellens, Seeuws, Smeers, Mme Smitt, M. Sondag, Mme Staels-Dompas, MM. Swaelen, Trussart, Mme Tyberghien-Vandenbussche, MM. Van Daele, Van den Broeck, Vandenhaute, Vandenhove, Mme Van den Poel-Welkenhuysen, MM. Vanderborght, Vandermarliere, Van Der Niepen, Vandersmissen, J. Van Eetvelt, V. Van Eetvelt, Vanhaverbeke, Van houtte, Vanlerberghe, Van Nevel, Vannieuwenhuyze, Van Rompaey, Verschueren, Waltniel, Weckx, Willemsens, Windels, Wintgens et Leemans.

Se sont abstenus :

Hebben zich onthouden :

MM. Basecq, Belot, Borremans, Capoen, Collignon, Dehousse, de Wasseige, Deworme, Donnay, Dufour, Eicher, A. Geens, Gevenois, Grosjean, Guillaume, Hofman, Hotyat, Lagasse, Lallemand, Leclercq, Lepaffe, Luyten, Meyntjens, Minet, Moureaux, Mouton, Paque, Pécriaux, Poulain, Mme Rifflet-Knauer, M. Taminiaux, Mme Thiry, M. Toussaint, Mme Truffaut, MM. Valkeniers, Vandekerckhove, Van Grembergen, Van In, Van Oorteghem et Vervaeke.

De Voorzitter. — Wij stemmen over het amendement van de heer Van In ertoe strekkend in de bepaling met betrekking tot artikel 112 van de Grondwet de woorden « tweede lid » te doen vervallen.

Nous passons au vote sur l'amendement de M. Van In tendant à supprimer les mots « alinéa deux » dans la disposition relative à l'article 112 de la Constitution.

— Er wordt tot naamstemming overgegaan.

Il est procédé au vote nominatif.

156 leden zijn aanwezig.

156 membres sont présents.

95 stemmen neen.

95 votent non.

45 stemmen ja.

45 votent oui.

16 onthouden zich.

16 s'abstiennent.

Derhalve is het amendement niet aangenomen.

En conséquence, l'amendement n'est pas adopté.

Hebben neen gestemd :

Ont voté non :

MM. Aerts, Anciaux, Anthuenis, Aubecq, Bascour, Bataille, Bens, Bock, Boël, J. A. Bosmans, J. H. Bosmans, Buchmann, Mme Buyse, MM. Cardoen, Cerexhe, Chabert, Claeys, Clerdent, Close, Conrotte, Cooreman, Dalem, De Bondt, De Clercq, Decléry, de Clippele, De Cooman, Dehaene, De Kerpel, Deleek, Mmes Delruelle-Ghobert, Demeulenaere-Dewilde, MM. Demuyter, Deneir, Mme De Pauw-Deveen, MM. Deprez, Descamps, De Seranno, Desmaretts, De Smeyter, de Wasseige, De Wulf, Mme D'Hondt-Van Opdenbosch, MM. Didden, Doumont, Evers, Falise, Flagothier, Friederichs, G. Geens, Gijs, J. Gillet, Mme L. Gillet, MM. Glibert, Hansenne, Hazette, Henrion, Mme Herman-Michielsens, MM. Kelchtermans, Langendries, Laverge, Lutgen, Mainil, Mme Mayence-Goossens, MM. Monfils, Nicolas, Noerens, Ottenbourg, Mme Panneels-Van Baelen, MM. Pede, Peetermans, Remacle, Saulmont, Smeers, Mme Smitt, M. Sondag, Mme Staels-Dompas, M. Swaelen, Mme Tyberghien-Vandenbussche, MM. Van Daele,

Van den Broeck, Vandenhaute, Mme Van den Poel-Welkenhuysen, MM. Vanderborght, Vandermarliere, Vandersmissen, J. Van Eetvelt, V. Van Eetvelt, Vanhaverbeke, Van houtte, Van Nevel, Vannieuwenhuyze, Van Rompaey, Waltniel, Weckx, Willemsens, Windels, Wintgens et Leemans.

Hebben ja gestemd :

Ont voté oui :

Mme Aelvoet, MM. Basecq, Belot, Borremans, Capoen, Collignon, Dehousse, de Wasseige, Deworme, Donnay, Dufour, Eicher, A. Geens, Gevenois, Grosjean, Gryp, Guillaume, Hofman, Hotyat, Lagasse, Lallemand, Leclercq, Lepaffe, Luyten, Meyntjens, Minet, Moureaux, Mouton, Paque, Pataer, Pécriaux, Poulain, Mme Rifflet-Knauer, M. Taminiaux, Mme Thiry, M. Toussaint, Mme Truffaut, MM. Trussart, Valkeniers, Vandekerckhove, Van Grembergen, Van In, Van Oorteghem, Mme Van Puymbroeck et M. Vervaeke.

Hebben zich onthouden :

Se sont abstenus :

MM. Adriaenssens, Content, De Baere, De Bremaeker, Mme De Pauw-Deveen, MM. De Smeyter, De Wulf, Egelmeers, Knuts, Mme Lieten-Croes, MM. Schellens, Seeuws, Vandenhove, Van Der Niepen, Vanlerberghe et Verschueren.

De Voorzitter. — Wij stemmen over het ontwerp van verklaring tot herziening van artikel 112, tweede lid, van de Grondwet.

Nous passons au vote sur le projet de déclaration de révision de l'article 112, alinéa deux, de la Constitution.

M. Lallemand. — Je demande le vote nominatif, monsieur le Président.

M. le Président. — Cette demande est-elle appuyée ? (*Plus de neuf membres se lèvent.*)

Le vote nominatif étant régulièrement demandé, il va y être procédé.

— Er wordt tot naamstemming overgegaan.

Il est procédé au vote nominatif.

156 leden zijn aanwezig.

156 membres sont présents.

Allen stemmen ja.

Tous votent oui.

Derhalve is het ontwerp van verklaring aangenomen.

En conséquence, le projet de déclaration est adopté.

Het zal aan de Kamer van volksvertegenwoordigers worden overgezonden.

Il sera transmis à la Chambre des représentants.

Hebben aan de stemming deelgenomen :

Ont pris part au vote :

M. Adriaenssens, Mme Aelvoet, MM. Aerts, Anciaux, Anthuenis, Antoine, Aubecq, Bascour, Basecq, Bataille, Belot, Bens, Bock, Boël, Borremans, J. A. Bosmans, J. H. Bosmans, Buchmann, Mme Buyse, MM. Capoen, Cardoen, Cerexhe, Chabert, Claeys, Clerdent, Close, Collignon, Conrotte, Content, Cooreman, Dalem, De Baere, De Bondt, De Bremaeker, De Clercq, Decléry, de Clippele, De Cooman, Dehaene, Dehousse, De Kerpel, Deleek, Mmes Delruelle-Ghobert, Demeulenaere-Dewilde, MM. Demuyter, Deneir, Mme De Pauw-Deveen, MM. Deprez, Descamps, De Seranno, Desmaretts, De Smeyter, de Wasseige, De Wulf, Mme D'Hondt-Van Opdenbosch, MM. Didden, Donnay, Doumont, Dufour, Egelmeers, Eicher, Evers, Falise, Flagothier, Friederichs, A. Geens, G. Geens, Gevenois, Gijs, J. Gillet, Mme L. Gillet, MM. Glibert, Grosjean, Gryp, Guillaume, Hansenne, Hazette, Henrion, Mme Herman-Michielsens, MM. Hofman, Hotyat, Kelchtermans, Knuts, Lagasse, Lallemand, Langendries, Laverge, Leclercq, Lenfant, Lepaffe, Mme Lieten-Croes, MM. Lutgen, Luyten, Mainil, Mme Mayence-Goossens, MM. Meyntjens, Minet, Monfils, Moureaux, Mouton, Nicolas, Noerens, Ottenbourg, Mme Panneels-Van Baelen, MM. Paque, Pataer, Pécriaux, Pede, Peetermans, Poulain, Poulet, Remacle, Mme Rifflet-Knauer, MM. Saulmont, Schellens, Seeuws, Smeers, Sondag, Mme Staels-Dompas, MM. Swaelen, Taminiaux, Mme Thiry, MM. Toussaint, Trussart, Mme Tyberghien-Vandenbussche, MM. Valkeniers, Van Daele, Vandekerckhove, Van den Broeck, Vandenhaute, Vandenhove, Mme Van den Poel-Welkenhuysen, MM. Vanderborght, Vandermarliere, Van Der Niepen,

Vandersmissen, J. Van Eetvelt, V. Van Eetvelt, Van Grembergen, Vanhaverbeke, Van houtte, Van In, Vanlerberghe, Van Nevel, Vannieuwenhuyze, Van Ooteghem, Mme Van Puymbroeck, MM. Van Rompaey, Verschueren, Vervaet, Waltniel, Weckx, Willemsens, Windels, Wintgens et Leemans.

De Voorzitter. — Wij stemmen over het ontwerp van verklaring tot herziening van artikel 113 van de Grondwet.

Nous passons au vote sur le projet de déclaration de révision de l'article 113 de la Constitution.

M. Lallemand. — Je demande le vote nominatif, monsieur le Président.

M. le Président. — Cette demande est-elle appuyée? (*Plus de neuf membres se lèvent.*)

Le vote nominatif étant régulièrement demandé, il va y être procédé.

— Er wordt tot naamstemming overgegaan.

Il est procédé au vote nominatif.

153 leden zijn aanwezig.

153 membres sont présents.

122 stemmen ja.

122 votent oui.

1 stemt neen.

1 vote non.

30 onthouden zich.

30 s'abstiennent.

Derhalve is het ontwerp van verklaring aangenomen.

En conséquence, le projet de déclaration est adopté.

Het zal aan de Kamer van volksvertegenwoordigers worden overgezonden.

Il sera transmis à la Chambre des représentants.

Hebben ja gestemd:

Ont voté oui:

M. Adriaenssens, Mme Aelvoet, MM. Aerts, Anciaux, Anthuenis, Antoine, Aubecq, Bascour, Bataille, Bens, Bock, Boël, J. A. Bosmans, J. H. Bosmans, Buchmann, Mme Buyse, MM. Cardoen, Cerexhe, Chabert, Claeys, Clerdent, Close, Conrotte, Content, Cooreman, Dalem, De Baere, De Bondt, De Bremaeker, De Clercq, Decléty, de Clippele, De Cooman, Dehaene, De Kerpel, Deleek, Mmes Delruelle-Ghobert, Demeulenaere-Dewilde, MM. Demuyter, Deneir, Mme De Pauw-Deveen, MM. Deprez, Descamps, De Seranno, Desmarets, De Smeyter, De Wulf, Mme D'Hondt-Van Opdenbosch, MM. Didden, Doumont, Egelmeers, Falise, Flagothier, Friederichs, A. Geens, G. Geens, Gijs, J. Gillet, Mme L. Gillet, MM. Glibert, Gryp, Hansenne, Hazette, Henrion, Mme Herman-Michielsens, MM. Kelchtermans, Knuts, Langendries, Laverge, Mme Lieten-Croes, MM. Lutgen, Mainil, Mme Mayence-Goossens, MM. Monfils, Nicolas, Noerens, Ottenbourg, Mme Panneels-Van Baelen, MM. Pataer, Pede, Peetermans, Poulet, Remacle, Saulmont, Schellens, Seeuws, Smeers, Mme Smitt, M. Sondag, Mme Staels-Dompas, MM. Swaelen, Trussart, Mme Tyberghien-Vandenbussche, MM. Valkeniers, Van Daele, Vandekerckhove, Van den Broeck, Vandenhaute, Vandenhouve, Mme Van den Poel-Welkenhuysen, MM. Vandermarliere, Van Der Niepen, Vandersmissen, J. Van Eetvelt, V. Van Eetvelt, Vanhaverbeke, Van houtte, Van In, Vanlerberghe, Van Nevel, Vannieuwenhuyze, Van Ooteghem, Mme Van Puymbroeck, MM. Van Rompaey, Verschueren, Vervaet, Waltniel, Weckx, Willemsens, Windels, Wintgens et Leemans.

Heeft neen gestemd:

A voté non:

M. Evers.

Hebben zich onthouden:

Se sont abstenus:

MM. Basecq, Belot, Borremans, Collignon, Dehousse, de Wasseige, Deworme, Donnay, Dufour, Eicher, Gevenois, Grosjean, Guillaume,

Hofman, Horyat, Lagasse, Lallemand, Leclercq, Lepaffe, Minet, Moureaux, Mouton, Paque, Péciaux, Poulain, Mme Rifflet-Knauer, M. Taminiaux, Mme Thiry, M. Toussaint et Mme Truffaut.

M. le Président. — Nous passons au vote sur le projet de déclaration de révision de l'article 114 de la Constitution.

Wij stemmen over het ontwerp van verklaring tot herziening van artikel 114 van de Grondwet.

— Ce projet de déclaration, mis aux voix par assis et levé, est adopté.

Dit ontwerp van verklaring, bij zitten en opstaan in stemming gebracht, wordt aangenomen.

En conséquence, le projet de déclaration sera transmis à la Chambre des représentants.

Derhalve zal het ontwerp van verklaring aan de Kamer van volksvertegenwoordigers worden overgezonden.

M. le Président. — Nous passons au vote sur le projet de déclaration de révision de l'article 115 de la Constitution.

Wij stemmen over het ontwerp van verklaring tot herziening van artikel 115 van de Grondwet.

— Ce projet de déclaration, mis aux voix par assis et levé, est adopté.

Dit ontwerp van verklaring, bij zitten en opstaan in stemming gebracht, wordt aangenomen.

En conséquence, le projet de déclaration sera transmis à la Chambre des représentants.

Derhalve zal het ontwerp van verklaring aan de Kamer van volksvertegenwoordigers worden overgezonden.

M. le Président. — Nous passons au vote sur le projet de déclaration de révision du titre IV de la Constitution en vue d'y insérer un article 115bis relatif à la pression fiscale et parafiscale.

Wij stemmen over het ontwerp van verklaring tot herziening van titel IV van de Grondwet om er een artikel 115bis in te voegen betreffende de fiscale en parafiscale druk.

— Ce projet de déclaration, mis aux voix par assis et levé, est adopté.

Dit ontwerp van verklaring, bij zitten en opstaan in stemming gebracht, wordt aangenomen.

En conséquence, le projet de déclaration sera transmis à la Chambre des représentants.

Derhalve zal het ontwerp van verklaring aan de Kamer van volksvertegenwoordigers worden overgezonden.

M. le Président. — Nous passons au vote sur le projet de déclaration de révision de l'article 116 de la Constitution.

Wij stemmen over het ontwerp van verklaring tot herziening van artikel 116 van de Grondwet.

— Ce projet de déclaration, mis aux voix par assis et levé, est adopté.

Dit ontwerp van verklaring, bij zitten en opstaan in stemming gebracht, wordt aangenomen.

En conséquence, le projet de déclaration sera transmis à la Chambre des représentants.

Derhalve zal het ontwerp van verklaring aan de Kamer van volksvertegenwoordigers worden overgezonden.

M. le Président. — Nous passons au vote sur le projet de déclaration de révision de l'article 117 de la Constitution.

Wij stemmen over het ontwerp van verklaring tot herziening van artikel 117 van de Grondwet.

— Ce projet de déclaration, mis aux voix par assis et levé, est adopté.

Dit ontwerp van verklaring, bij zitten en opstaan in stemming gebracht, wordt aangenomen.

En conséquence, le projet de déclaration sera transmis à la Chambre des représentants.

Derhalve zal het ontwerp van verklaring aan de Kamer van volksvertegenwoordigers worden overgezonden.

De Voorzitter. — Wij stemmen nu over het voorstel van de heer Wyninckx om artikel 120 van de Grondwet voor herziening vatbaar te verklaren.

Nous passons au vote sur la proposition de déclaration de M. Wyninckx relative à la révision de l'article 120 de la Constitution.

— Er wordt tot naamstemming overgegaan.

Il est procédé au vote nominatif.

151 leden zijn aanwezig.

151 membres sont présents.

92 stemmen neen.

92 votent non.

30 stemmen ja.

30 votent oui.

29 onthouden zich.

29 s'abstiennent.

Derhalve is het voorstel van verklaring niet aangenomen.

En conséquence, la proposition de déclaration n'est pas adoptée.

Hebben neen gestemd:

Ont voté non:

MM. Aerts, Anciaux, Anthuenis, Antoine, Aubecq, Bascour, Bataille, Bens, Bock, J. A. Bosmans, J. H. Bosmans, Buchmann, Mme Buysc, MM. Cardoen, Cerexhe, Chabert, Claeys, Close, Conrotte, Cooreman, Dalem, De Bondt, De Clercq, Decléty, de Clippele, De Cooman, Dehaene, De Kerpel, Deleek, Mmes Delruelle-Ghobert, Demeulenaere-Dewilde, MM. Demuyter, Deneir, Deprez, Descamps, Mme D'Hondt-Van Opendenbosch, MM. Didden, Doumont, Evers, Falise, Flagothier, Friederichs, G. Geens, Gijs, J. Gillet, Mme L. Gillet, MM. Glibert, Hansenne, Hazette, Henrion, Mme Herman-Michielsens, MM. Kelchtermans, Langendries, Laverge, Lenfant, Lutgen, Mainil, Mme Mayence-Goossens, MM. Monfils, Nicolas, Noerens, Ottenbourg, Mme Panneels-Van Baelen, MM. Peetermans, Poulet, Remacle, Saulmont, Smeers, Mme Smitt, M. Sondag, Mme Staels-Dompas, M. Swaelen, Mme Tyberghien-Vandenbussche, MM. Van Daele, Van den Broeck, Vandenhaute, Mme Van den Poel-Welkenhuysen, MM. Vandermarliere, Vandersmissen, J. Van Eetvelt, V. Van Eetvelt, Vanhaverbeke, Van houtte, Van Nevel, Vannieuwenhuyze, Van Rompaey, Waltniel, Weckx, Willemsens, Windels, Wintgens et Leemans.

Hebben ja gestemd:

Ont voté oui:

M. Adriaenssens, Mme Aelvoet, MM. Capoen, Content, De Baere, De Bremaeker, Dehousse, Mme De Pauw-Deveen, MM. De Wulf, Egelmeers, A. Geens, Gryp, Knuts, Mme Lieten-Croes, MM. Luyten, Meyntjens, Pataer, Schellens, Seeuws, Trussart, Valkeniers, Vandenbove, Van Der Niepen, Van Grembergen, Van In, Vanlerberghe, Van Ooteghem, Mme Van Puymbroeck, MM. Verschueren et Vervaeke.

Hebben zich onthouden:

Se sont abstenus:

MM. Basecq, Belot, Borremans, Collignon, de Wasseige, Deworme, Donnay, Dufour, Eicher, Gevenois, Grosjean, Guillaume, Hofman, Hotyat, Lagasse, Lallemand, Leclercq, Lepaffe, Minet, Moureaux, Mouton, Paque, Péciaux, Poulain, Mme Rifflet-Knauer, M. Taminiaux, Mme Thiry, M. Toussaint et Mme Truffaut.

M. le Président. — Nous passons au vote sur la proposition de MM. Trussart et Gryp tendant à insérer dans le titre V de la Constitution un article 122 (nouveau).

Wij stemmen over het voorstel van de heren Trussart en Gryp tot invoering van een artikel 122 (nieuw) in titel V van de Grondwet.

— Il est procédé au vote nominatif.

Er wordt tot naamstemming overgegaan.

156 membres sont présents.

156 leden zijn aanwezig.

95 votent non.

95 stemmen neen.

34 votent oui.

34 stemmen ja.

27 s'abstiennent.

27 onthouden zich.

En conséquence, la proposition de déclaration n'est pas adoptée.

Derhalve is het voorstel van verklaring niet aangenomen.

Ont voté non:

Hebben neen gestemd:

MM. Aerts, Anciaux, Anthuenis, Antoine, Aubecq, Bascour, Bataille, Bens, Bock, Boël, J. A. Bosmans, J. H. Bosmans, Buchmann, Mme Buysc, MM. Cardoen, Cerexhe, Chabert, Claeys, Clerdent, Close, Conrotte, Cooreman, Dalem, De Bondt, De Clercq, Decléty, de Clippele, De Cooman, Dehaene, De Kerpel, Deleek, Mmes Delruelle-Ghobert, Demeulenaere-Dewilde, MM. Demuyter, Deneir, Deprez, Descamps, De Seranno, Desmarts, Mme D'Hondt-Van Opendenbosch, MM. Didden, Doumont, Falise, Flagothier, Friederichs, G. Geens, Gijs, J. Gillet, Mme L. Gillet, MM. Glibert, Hansenne, Hazette, Henrion, Mme Herman-Michielsens, MM. Kelchtermans, Langendries, Laverge, Lenfant, Lutgen, Mainil, Mme Mayence-Goossens, MM. Monfils, Nicolas, Noerens, Ottenbourg, Mme Panneels-Van Baelen, MM. Pede, Peetermans, Poulet, Remacle, Saulmont, Smeers, Mme Smitt, M. Sondag, Mme Staels-Dompas, M. Swaelen, Mme Tyberghien-Vandenbussche, MM. Van Daele, Van den Broeck, Mme Van den Poel-Welkenhuysen, MM. Vandermarliere, Vandersmissen, J. Van Eetvelt, V. Van Eetvelt, Vanhaverbeke, Van houtte, Van Nevel, Vannieuwenhuyze, Van Rompaey, Waltniel, Weckx, Willemsens, Windels, Wintgens et Leemans.

Ont voté oui:

Hebben ja gestemd:

M. Adriaenssens, Mme Aelvoet, MM. Capoen, Content, De Baere, De Bremaeker, Mme De Pauw-Deveen, MM. De Smeyter, de Wasseige, De Wulf, Egelmeers, A. Geens, Gryp, Knuts, Lagasse, Lepaffe, Mme Lieten-Croes, MM. Luyten, Meyntjens, Pataer, Schellens, Seeuws, Trussart, Valkeniers, Vandekerckhove, Vandenbove, Van Der Niepen, Van Grembergen, Van In, Vanlerberghe, Van Ooteghem, Mme Van Puymbroeck, MM. Verschueren et Vervaeke.

Se sont abstenus:

Hebben zich onthouden:

MM. Basecq, Belot, Borremans, Collignon, Dehousse, Deworme, Donnay, Dufour, Eicher, Gevenois, Grosjean, Guillaume, Hofman, Hotyat, Lallemand, Leclercq, Minet, Moureaux, Mouton, Paque, Péciaux, Poulain, Mme Rifflet-Knauer, M. Taminiaux, Mme Thiry, M. Toussaint et Mme Truffaut.

De Voorzitter. — Wij stemmen nu over het ontwerp van verklaring tot herziening van artikel 127 van de Grondwet.

Nous passons au vote sur le projet de déclaration de révision de l'article 127 de la Constitution.

— Dit ontwerp van verklaring, bij zitten en opstaan in stemming gebracht, wordt aangenomen.

Ce projet de déclaration, mis aux voix par assis et levé, est adopté.

Derhalve zal het ontwerp van verklaring aan de Kamer van volksvertegenwoordigers worden overgezonden.

En conséquence, le projet de déclaration sera transmis à la Chambre des représentants.

De Voorzitter. — Wij stemmen nu over het ontwerp van verklaring tot herziening van artikel 129 van de Grondwet.

Nous passons au vote sur le projet de déclaration de révision de l'article 129 de la Constitution.

— Dit ontwerp van verklaring, bij zitten en opstaan in stemming gebracht, wordt aangenomen.

Ce projet de déclaration, mis aux voix par assis et levé, est adopté.

Derhalve zal het ontwerp van verklaring aan de Kamer van volksvertegenwoordigers worden overgezonden.

En conséquence, le projet de déclaration sera transmis à la Chambre des représentants.

De Voorzitter. — Het voorstel van verklaring tot herziening van artikel 130bis van de Grondwet van de heer Wyninckx is ingetrokken.

La proposition de déclaration de révision de l'article 130bis de la Constitution de M. Wyninckx est retirée.

Il est procédé au vote nominatif sur les propositions de déclaration de révision de l'article 131 de la Constitution, déposées par MM. Wyninckx, Trussart et Gryp, Lallemand et consorts, ainsi que par M. Van In.

Er wordt tot naamstemming overgegaan over de voorstellen van verklaring tot herziening van artikel 131 van de Grondwet, ingediend door de heren Wyninckx, Trussart en Gryp, Lallemand c.s. en Van In.

159 membres sont présents.

159 leden zijn aanwezig.

97 votent non.

97 stemmen neen.

62 votent oui.

62 stemmen ja.

En conséquence, ces propositions de déclaration ne sont pas adoptées.
Derhalve zijn deze voorstellen tot herziening niet aangenomen.

Ont voté non :

Hebben neen gestemd :

MM. Aerts, Anciaux, Anthuenis, Antoine, Aubecq, Bascour, Bataille, Bens, Bock, Boël, J. A. Bosmans, J. H. Bosmans, Buchmann, Mme Buyse, MM. Cardoen, Cereche, Chabert, Claeys, Clerdent, Close, Conrotte, Cooreman, Dalem, De Bondt, De Clercq, de Clippele, De Cooman, Dehaene, De Kerpel, Deleeck, Mmes Delruelle-Ghobert, Demeulenaere-Dewilde, MM. Demuyter, Deneir, Deprez, Descamps, De Seranno, Desmarests, Mme D'Hondt-Van Opdenbosch, MM. Didden, Doumont, Evers, Falise, Flagother, Friederichs, G. Geens, Gijs, J. Gillet, Mme L. Gillet, MM. Glibert, Hansenne, Hazette, Henrion, Mme Herman-Michielsens, MM. Kelchtermans, Langendries, Laverge, Lenfant, Lutgen, Mainil, Mme Mayence-Goossens, MM. Monfils, Nicolas, Noerens, Ottenbourg, Mme Panneels-Van Baelen, MM. Pede, Peetermans, Poulet, Remacle, Saulmont, Smeers, Mme Smitt, M. Sondag, Mme Staels-Dompas, M. Swaelen, Mme Tyberghien-Vandenbussche, MM. Van Daele, Van den Broeck, Vandenhoute, Mme Van den Poel-Welkenhuyzen, MM. Vanderborcht, Vandermarliere, Vandersmissen, J. Van Eetvelt, V. Van Eetvelt, Vanhaverbeke, Van houtte, Van Nevel, Vannieuwenhuyze, Van Rompaey, Waltniel, Weckx, Willemsens, Windels, Wintgens et Leemans.

Ont voté oui :

Hebben ja gestemd :

M. Adriaenssens, Mme Aelvoet, MM. Basecq, Belot, Borremans, Capoen, Collignon, Content, De Baere, De Bremaeker, Decléty, Dehousse, Mme De Pauw-Deveene, MM. De Smeyter, de Wasseige, Deworme, De Wulf, Donnay, Dufour, Egelmeers, Eicher, A. Geens, Geveno, Grosjean, Gryp, Guillaume, Hofman, Hotyat, Knuts, Lagasse, Lallemand, Leclercq, Lepaffe, Mme Lieten-Croes, MM. Luyten, Meyntjens, Minet, Moureaux, Mouton, Paque, Pataer, Pécriaux, Poulain, Mme Rifflet-Knauer, MM. Schellens, Seeuws, Taminiaux, Mme Thiry, M. Toussaint, Mme Truffaut, MM. Trussart, Valkeniers, Vandekerckhove, Vandenhove, Van Der Niepen, Van Grembergen, Van In, Vanlerberghe, Van Ooteghem, Mme Van Puymbroeck, MM. Verschueren et Vervaeke.

M. le Président. — Nous passons au vote sur le projet de déclaration de révision de l'article 132 de la Constitution en vue de l'abroger.

Wij stemmen over het ontwerp van verklaring tot herziening van artikel 132 van de Grondwet om het op te heffen.

— Ce projet de déclaration, mis aux voix par assis et levé, est adopté.

Dit ontwerp van verklaring, bij zitten en opstaan in stemming gebracht, wordt aangenomen.

En conséquence, le projet de déclaration sera transmis à la Chambre des représentants.

Derhalve zal het ontwerp van verklaring aan de Kamer van volksvertegenwoordigers worden overgezonden.

M. le Président. — Nous passons au vote sur le projet de déclaration de révision de l'article 134 de la Constitution.

Wij stemmen over het ontwerp van verklaring tot herziening van artikel 134 van de Grondwet.

— Ce projet de déclaration, mis aux voix par assis et levé, est adopté.

Dit ontwerp van verklaring, bij zitten en opstaan in stemming gebracht, wordt aangenomen.

En conséquence, le projet de déclaration sera transmis à la Chambre des représentants.

Derhalve zal het ontwerp van verklaring aan de Kamer van volksvertegenwoordigers worden overgezonden.

M. le Président. — Nous passons au vote sur le projet de déclaration de révision de l'article 135 de la Constitution en vue de l'abroger.

Wij stemmen over het ontwerp van verklaring tot herziening van artikel 135 van de Grondwet om het op te heffen.

— Ce projet de déclaration, mis aux voix par assis et levé, est adopté.

Dit ontwerp van verklaring, bij zitten en opstaan in stemming gebracht, wordt aangenomen.

En conséquence, le projet de déclaration sera transmis à la Chambre des représentants.

Derhalve zal het ontwerp van verklaring aan de Kamer van volksvertegenwoordigers worden overgezonden.

M. le Président. — Nous passons au vote sur le projet de déclaration de révision de l'article 137 de la Constitution en vue de l'abroger.

Wij stemmen over het ontwerp van verklaring tot herziening van artikel 137 van de Grondwet om het op te heffen.

— Ce projet de déclaration, mis aux voix par assis et levé, est adopté.

Dit ontwerp van verklaring, bij zitten en opstaan in stemming gebracht, wordt aangenomen.

En conséquence, le projet de déclaration sera transmis à la Chambre des représentants.

Derhalve zal het ontwerp van verklaring aan de Kamer van volksvertegenwoordigers worden overgezonden.

De Voorzitter. — Wij stemmen over het ontwerp van verklaring tot herziening van artikel 140 van de Grondwet.

Nous passons au vote sur le projet de déclaration de révision de l'article 140 de la Constitution.

— Dit ontwerp van verklaring, bij zitten en opstaan in stemming gebracht, wordt aangenomen.

Ce projet de déclaration, mis aux voix par assis et levé, est adopté.

Derhalve zal het ontwerp van verklaring aan de Kamer van volksvertegenwoordigers worden overgezonden.

En conséquence, le projet de déclaration sera transmis à la Chambre des représentants.

De Voorzitter. — Wij stemmen over het ontwerp van de verklaring tot herziening van titel VIII van de Grondwet.

Nous passons au vote sur le projet de déclaration de révision du titre VIII de la Constitution.

— Dit ontwerp van verklaring tot herziening, bij zitten en opstaan in stemming gebracht, wordt aangenomen.

Ce projet de déclaration de révision, mis aux voix par assis et levé, est adopté.

Derhalve zal het ontwerp van verklaring aan de Kamer van volksvertegenwoordigers worden overgezonden.

En conséquence, le projet de déclaration sera transmis à la Chambre des représentants.

REGELING VAN DE WERKZAAMHEDEN

ORDRE DES TRAVAUX

De Voorzitter. — Dames en heren, dinsdag aanstaande begint de commissie voor de Financien met de bespreking van het ontwerp van Financierwet. Vrijdag 6 november wordt dit ontwerp in openbare vergadering besproken.

De ontwerp-agenda voor vrijdag, 6 november 1987, ziet er uit als volgt:

's Morgens te 10 uur, 's namiddags te 14 uur en 's avonds te 19 uur:

1. Inoverwegingneming van voorstellen.

2. Ontwerp van wet waarbij voorlopige kredieten worden geopend voor de begrotingsjaren 1987 en 1988 en houdende financiële en diverse bepalingen.

(Over te zenden door de Kamer van volksvertegenwoordigers)

Naamstemmingen zullen plaatshebben tot aan het einde van de avondvergadering.

Je vous propose l'ordre du jour que voici pour la semaine prochaine:

Vendredi 6 novembre 1987, le matin à 10 heures, l'après-midi à 14 heures et le soir à 19 heures:

1. Prise en considération de propositions.

2. Projet de loi ouvrant des crédits provisoires pour les années budgétaires 1987 et 1988 et portant des dispositions financières et diverses.

Des votes nominatifs interviendront jusqu'à la fin de la séance du soir.

Is de Senaat het met deze ontwerp-agenda eens?

Le Sénat est-il d'accord sur l'ordre des travaux ainsi établi? (*Assentiment.*)

Il en est ainsi décidé.

Dan is hiertoe besloten.

PROPOSITIONS DE LOI — VOORSTELLEN VAN WET

Dépôt — Indiening

M. le Président. — Les propositions de loi ci-après ont été déposées:

1° Par M. Lenfant:

a) Prévoyant une information à destination des médecins généralistes et gynécologues sur les droits et aides existant en matière d'accueil de la femme et de l'enfant;

b) Modifiant l'article 39 de la loi du 16 mars 1971 sur le travail;

c) Complétant la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence pour les mineures enceintes et isolées.

De volgende voorstellen van wet werden ingediend:

1° Door de heer Lenfant:

a) Houdende invoering van een voorlichtingsbrochure, bestemd voor de huisartsen en de gynaecologen, over de rechten van de vrouw en het kind en over de bestaande opvangmaatregelen;

b) Houdende wijziging van artikel 39 van de arbeidswet van 16 maart 1971;

c) Houdende aanvulling van de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op een bestaansminimum voor alleenstaande zwangere minderjarigen.

2° Par M. Wintgens:

a) Modifiant l'article 2, § 1^{er}, de la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence en vue d'accorder le minimum de moyens d'existence au taux ménage au parent seul avec charge d'un ou plusieurs enfants;

b) Créant une allocation de garde.

2° Door de heer Wintgens:

a) Houdende wijziging van artikel 2, § 1, van de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op een bestaansminimum met het oog op de toekenning aan de eenoudergezinnen met een of meer kinderen ten laste van het bestaansminimum dat aan gezinnen wordt uitgekeerd;

b) Tot invoering van een kinderoppasvergoeding.

3° Par M. Falise visant à intégrer les contraceptifs dans la liste des médicaments remboursables par l'INAMI.

3° Door de heer Falise strekkende om de contraceptiva toe te voegen aan de lijst van geneesmiddelen die door het RIZIV worden vergoed.

Ces propositions de loi seront traduites, imprimées et distribuées.

Deze voorstellen van wet zullen worden vertaald, gedrukt en rondgedeeld.

Il sera statué ultérieurement sur leur prise en considération.

Er zal later over hun inoverwegingneming worden beslist.

Le Sénat se réunira le vendredi 6 novembre 1987 à 10 heures.

De Senaat vergadert opnieuw vrijdag 6 november 1987, te 10 uur.

La séance est levée.

De vergadering is gesloten.

(*La séance est levée à 19 heures.*)

(*De vergadering wordt gesloten te 19 uur.*)